

• juin 1994 • n° 381 •

**INPRECOR**  
PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB.

*Nicaragua :*

**Le FSLN en congrès**

*Brésil :*

**Bientôt le changement**

*Italie :*

**L'ascension du « berlusconisme »**

*Dossier :*

**L'Afrique du Sud après avril**



# SOMMAIRE

3

**NICARAGUA**  
Un tournant à gauche ?  
*Pierre SYLVAIN*

6

**Le front sandiniste et les luttes de masse**  
*Interview de Daniel ORTEGA*

7

**BRESIL**  
L'heure du changement a sonné  
*Document*

11

**ITALIE**  
L'ascension du «berlusconisme»  
*Livio MAITAN*

13

**SENEGAL**  
Liberté et droit pris en otage  
*Badara NDIAYE*

## Dossier Afrique du Sud

16

**Enfin libres !**  
*Patrick BOND*

18

**La question de la terre**  
*Brian ASHLEY*

20

**La gauche en question**  
*Carl BRECKER*

26

**Des choix cruciaux à venir**  
*Interview de Langa ZITA*

28

**POLOGNE**  
Après le roque au sommet, roque à la base ?  
*Zbigniew KOWALEWSKI*

30

**RUSSIE**  
Histoire d'une gauche  
*Poul FUNDER LARSEN et David MANDEL*

36

**NOUVELLES DU MONDE**  
**FRANCE - BOSNIE**

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

### Inprecor, comme il va...

Voici cinq mois que nous lançons des appels à l'aide. Cinq mois que nombre d'entre vous, qui avaient omis de se réabonner, ont été pourchassés par courrier. Cinq mois qu'*Inprecor* vous demande de vous transformer en courtiers en abonnement en le faisant connaître autour de vous. En mai, vous aviez reçu (encarté dans *Inprecor*) une lettre adressée aux nouveaux lecteurs potentiels, leur proposant un tarif d'abonnement promotionnel.

Tous ces efforts n'ont pas été vains : **depuis janvier le nombre d'abonnés à *Inprecor* s'est accru de plus de 46% !** Ce résultat spectaculaire nous permettrait aujourd'hui d'envisager sereinement l'avenir de votre mensuel, si nous pouvions avoir la certitude que nos efforts futurs seront aussi efficaces.

Alors, ce n'est pas le moment de nous reposer sur nos lauriers. Que ceux qui nous ont déjà aidé continuent à le faire et que d'autres — nos nouveaux lecteurs — se joignent à l'effort : continuez à nous envoyer les adresses de vos ami(e)s et camarades susceptibles d'être intéressé(e)s par un abonnement promotionnel à notre magazine ; demandez-nous des bulletins d'abonnement pour les faire circuler ; demandez à vos bibliothèques préférées qu'elles mettent *Inprecor* à la disposition de leurs lecteurs... La preuve a été faite qu'*Inprecor* intéresse bien au-delà de son cercle de lecteurs traditionnels. Ensemble, nous pouvons l'élargir davantage.

### Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche, en nous faisant parvenir un chèque qui permettra à un ouvrier africain, à un prisonnier du Maroc, de Tunisie, de Turquie ou d'ailleurs de recevoir *Inprecor*. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité. Nous comptons sur votre aide.

La rédaction

Correspondance  
de la Presse  
Internationale  
**INPRECOR**

Revue mensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.  
\*

Éditée par PECEI

sarl au capital de 50 000 francs,  
SIREN n° 391 857 562

Rédaction - Administration :  
PECEI, BP 85,

75522 Paris CEDEX 11, France  
Gérant et Directeur de publication :  
Jean Malewski

Commission paritaire n° 59117  
ISSN 1 0294 - 8516  
\*

Imprimé par Rotographie  
2, Rue R. Lenoir, 93100 Montreuil  
Diffusé dans les librairies par  
DIFF POP SARL, 14 rue de Nanteuil,  
75015 Paris, France.

### ABONNEMENT (11 numéros par an)

**France - DOM-TOM - Europe**  
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

**Afrique du Nord - Moyen-Orient**  
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

**Afrique - Amériques - Asie**  
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

#### Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.  
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.



**Abonnement**  **Réabonnement**

**Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)**

**INSTITUTIONS (600 FF, 1 AN)**

Nom -Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Un tournant à gauche ?

«*Purge stalinienne*» : sur cinq colonnes à la une, le quotidien *La Prensa*, organe de la bourgeoisie libérale, présente son analyse du Congrès extraordinaire du FSLN qui vient de se tenir à Managua les 20, 21 et 22 mai 1994.

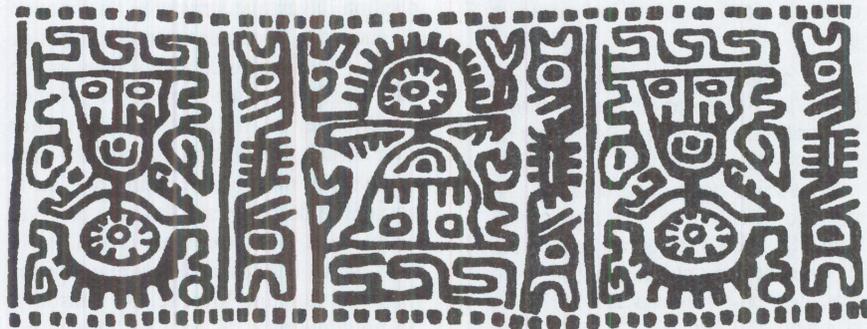
Pierre SYLVAIN

**M**ais des commentaires parfois aussi virulents se retrouvent dans le *Nuevo Diario*, favorable à la cause des sandinistes, qui n'hésite pas à dénoncer la victoire des dogmatiques archaïques et la mise à l'écart des intellectuels.

Ces réactions s'expliquent d'abord par la défaite subie dans ce congrès par l'aile la plus modérée du Front sandiniste, les secteurs qui sous l'impulsion de Sergio Ramirez, chef du groupe parlementaire sandiniste à l'Assemblée nationale, s'efforcent depuis que le FSLN a perdu le pouvoir après les élections de février 1990, de définir une politique de «co-gouvernement». Mais elles se nourrissent aussi de l'absence de clarification politique véritable lors de ce congrès, où les débats de fond n'ont pas eu lieu, pas plus d'ailleurs que lors du premier congrès en juillet 1991 : les secteurs les plus à gauche du Front, sur lesquels Daniel Ortega s'est appuyé pour renforcer son contrôle sur les organes de direction et obtenir sa réélection comme secrétaire général, n'ont pas défendu une orientation alternative claire, et leur victoire dans ce congrès pourrait bien s'avérer sans lendemain.

Trois questions centrales étaient à l'ordre du jour : la modification des statuts adoptés en 1991, l'adoption d'un document intitulé «précisions programmatiques», visant à définir la politique du Front dans la période actuelle, et l'élection des organes de direction.

Vu qu'il s'agissait d'un congrès extraordinaire — le prochain congrès ordinaire devant se tenir quatre ans après le précédent, en juillet 1995 —, il n'a pas donné lieu à la réélection des délégués dans les assemblées locales : les congressistes étaient les mêmes qu'au premier congrès.



Si cette disposition est conforme aux statuts actuels du Front sandiniste, elle n'est guère compatible avec un fonctionnement vraiment démocratique, surtout quand les enjeux sont aussi importants.

Officiellement, le Front sandiniste revendique 120 000 membres, et le débat préparatoire en a sans doute impliqué plusieurs dizaines de milliers. Les assemblées locales ont adopté des propositions d'amendements aux documents présentés (statuts, précisions programmatiques). En outre, elles ont élu leurs candidats pour l'Assemblée sandiniste. Mais l'absence de procès verbaux dûment établis a laissé la porte ouverte à des manipulations bureaucratiques lors du congrès national, facilitées par le pouvoir donné aux secrétaires politiques départementaux du Front, qui ne sont pas élus par la base mais nommés directement par la direction nationale et siègent de droit à l'Assemblée sandiniste.

## Jour et nuit

Le congrès national s'est ouvert vendredi 20 mai, au milieu de l'après-midi, avec une intervention de Tomas Borge, président du congrès depuis 91, et de Daniel Ortega, secrétaire général sortant. Puis les congressistes se sont réunis plusieurs heures à huis clos, avant de revenir en séance publique en début de soirée. Le débat s'est alors engagé sur la modification des statuts, débat qui a finalement occupé l'essentiel du temps, toute la journée du samedi, une bonne partie de la nuit, et encore la matinée du dimanche. Quelques heures seulement seront consacrées aux «précisions programmatiques», et à l'adoption d'une résolution sur la question paysanne, entrecoupées par les élections de l'Assemblée sandiniste, puis de la direction nationale et du secrétaire

général. Des modifications importantes ont été apportées aux statuts, certaines — comme en 1991 — n'étant applicables qu'au prochain congrès. Elles traduisent d'abord la volonté des militants de démocratiser le fonctionnement du Front, d'exercer un meilleur contrôle sur ses dirigeants, de mieux représenter dans les organes de direction la base militante, les femmes, les jeunes, d'en faire un parti d'action et de lutte, et non pas seulement un parti électoraliste, parlementariste, de négociation avec le gouvernement.

Les modifications les plus importantes sont les suivantes :

- ▶ les congrès ordinaires auront lieu tous les 3 ans (et non plus 4)

- ▶ le nombre des membres de l'Assemblée sandiniste est porté de 120 à 135 : la moitié - 68 membres - est formée de représentants des structures régionales du Front, qui seront élus (dès le prochain congrès) dans les assemblées départementales ; 45 membres sont élus directement par le congrès national et les 22 autres sont membres de droit (président du groupe parlementaire, secrétaires politiques départementaux) ; elle se réunira au moins 4 fois par an (au lieu de 2)

- ▶ la Direction nationale passe de 9 à 15 membres élus nominalement par le congrès (alors que les 9 avaient été élus en 91 sur liste bloquée, ce qui avait interdit - au nom de la sacro-sainte unité - bilans, féminisation et renouvellement)

- ▶ le Front sandiniste aura une structuration autonome dans les régions de la côte atlantique (la portée de cette autonomie reste à préciser)

- ▶ le quota minimum de femmes dans les instances de direction est fixé à 30 %, et à 10 % pour les jeunes (de 16 à 30 ans)

- ▶ la révocabilité des mandats est introduite dans les statuts, mais reste à codifier

## Les «précisions programmatiques»

Ce document adopté par le congrès de façon largement consensuelle, n'a pas fait la clarté, contrairement à l'objectif déclaré, sur la ligne politique du Front dans la période actuelle. Il incluait quatre points :

1- L'attitude vis-à-vis du gouvernement. Le Front sandiniste réaffirme l'opposition à la politique néo-libérale du gouvernement et le soutien aux mouvements sociaux de protestation. Il réclame la démocratisation de l'Etat et le renforcement de son rôle comme "promoteur du développement national", un "rôle régulateur de l'économie au bénéfice de la majorité". Il précise : "Pour le Front sandiniste, la voie électorale est la seule valable pour conquérir le pouvoir. Conséquents avec nos engagements démocratiques, nous proclamons que la lutte armée n'a pas de place ni de justification au Nicaragua".

2- La question de la propriété. Pour l'essentiel, il s'agit de demander que soit définitivement régularisée la situation des paysans bénéficiaires de la réforme agraire, de ceux qui se sont vu attribuer des lots ou des logements, en leur délivrant des titres de propriété en bonne et due forme. Mais cela donne lieu à des formulations aussi définitives que : "Le FSLN respecte et défend la stabilité de la propriété privée. De même, il encourage le développement de toutes les formes de propriété coopérative, associative et communautaire." "Le FSLN s'oppose à la confiscation de la propriété, quelle que soit sa forme de gestion".

3- La composition sociale du Front. "Le FSLN est pluriclassiste dans sa composition, conformément à la composition de la population nicaraguayenne". C'est son programme qui est déterminant, pas sa composition sociale.

4- Les relations avec les Etats-Unis. Il faut établir de nouvelles relations qui "préservent les intérêts souverains de notre pays". Face aux accords commerciaux en vigueur entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale, le Front demande que soient accordés au Nicaragua les moyens de "mettre sa capacité productive en conditions de compétitivité au moins avec le reste de l'Amérique centrale".

► les membres du Front sandiniste ayant des responsabilités internes ou publiques doivent faire une déclaration de leur patrimoine, authentifiée par un organisme de contrôle

► le patrimoine du Front - les entreprises qui assurent son financement - doit être contrôlé, mais pas géré personnellement par des membres de la direction.

Dans le même sens, des propositions d'amendements ont été repoussées qui tendaient à tirer le Front vers un type d'organisation davantage structurée en fonction d'échéances électorales que des luttes de masse : le caractère de parti d'avant-garde a été réaffirmé, tout comme la nécessité de sélectionner les militants, de distinguer entre affiliés (ayant droit de vote mais non éligibles) et militants de plein droit, ou la possibilité de maintenir des structures du Front dans les entreprises (même si la structure de base est celle qui regroupe les militants sur une localité, un quartier). Symboliquement, le nom de "direction" nationale a été maintenu, appellation critiquée par ceux qui y voyaient la marque de la conception dirigiste, "verticaliste", qui a prévalu dans la clandestinité mais aussi dans l'exercice du pouvoir de juillet 79 à mars 90.

### Davantage de démocratie

Il s'agit de mesures salutaires, indiscutablement, mais qui risquent, comme lors du précédent congrès, de se voir retardées dans leur mise en œuvre ou contournées. Sur certaines questions délicates et embarrassantes, la direction continue à faire bloc au-delà de ses divisions et repousse ou étudie les mises en cause émanant de la base.

Le grave problème de la "piñata", trois ans après, n'est toujours pas résolu et menace de gangrène. Les dirigeants et cadres sandinistes accusés de s'être indûment enrichis quand le Front a dû céder le pouvoir et distribuer en catastrophe des titres de propriété aux bénéficiaires des biens expropriés après le renversement de la dictature de Somoza (logements et terrains distribués aux plus démunis), n'ont toujours pas rendu de comptes. Jouant sur la confusion entre ce qui relèverait de leur patrimoine personnel, d'une part, et celui du Front, d'autre part, dont ils ne seraient qu'un prête-nom, et dont la réalité ne saurait être étalée sans risque sur la place publique, ils ont échappé à toute enquête sérieuse.

Daniel Ortega a beau affirmer que la droite et le gouvernement ont été incapables de fournir les listes promises des cadres du Front bénéficiaires d'abus, il est obligé de reconnaître : "Je crois qu'il y a eu des abus". Mais c'est pour ajouter que cela s'est fait "hors de leur contrôle". Si quelqu'un du Front qui devait se voir attribuer légitimement une maison, s'est

"arrangé pour en avoir 2, 3 ou 4"; ou s'il lui revenait une voiture et qu'il s'en est "approprié 3, 4 ou 5" ; ou si, encore, on devait lui distribuer une exploitation de quelques centaines d'hectares et qu'il "se retrouve avec 1 000 ou 2 000 hectares", cela échappait encore à leur contrôle. L'abcès n'a pas été crevé, et la base sandiniste reste convaincue que la corruption, jusqu'au plus haut niveau de la direction, a gangréné le Front et que le mal est profond.

### Pas de droit de tendance

Une autre décision, sur laquelle le congrès s'est malheureusement prononcé à la quasi unanimité aux cris de «*unité, unité*», risque de peser lourd sur la vie interne du Front : il s'agit du refus de reconnaître dans les statuts le droit de tendance. Dans le débat, il est clair que les congressistes assimilaient l'existence de tendances structurées à un éclatement de fait de leur parti. Les tendances, pour eux, c'est ce qu'a connu le Front dans la lutte clandestine dans les années 70, divisé en trois fractions violemment opposées : leur réunification en 1977 avait été un élément décisif dans la préparation de l'assaut victorieux contre Somoza. «*Comme la fièvre, qui manifeste que l'organisme est malade*», c'est ainsi que la commandante Dora Maria Tellez, organisée dans la même tendance que Sergio Ramirez, qu'elle seconde à l'Assemblée nationale, a décrit l'apparition de tendances dans le Front : la manifestation d'un mal et non pas un facteur de thérapie. Il a certes été dit et redit qu'il ne s'agissait ni de les autoriser, ni de les interdire. Mais la décision de ne pas reconnaître le droit de tendance dans les statuts peut faciliter demain la restriction du libre débat et du droit des minorités non seulement à défendre leurs idées, mais à être représentées en conséquence dans les organes de direction du Front.

Le rôle dévolu aux tendances formées lors de la préparation de ce congrès n'aura pas contribué à convaincre les militants qu'elles sont un élément essentiel de la démocratie interne. C'est la tendance dite de la "gauche démocratique" qui s'est d'abord déclarée, dans la continuité du «groupe des 29», pour demander une réorientation du Front sur la base d'une ligne de claire opposition au gouvernement ; puis la tendance dite "pour un retour vers la majorité", réclamant la rénovation et la modernisation du Front, pour en faire un parti capable de gagner les suffrages de la majorité des Nicaraguayens, et revendiquant la ligne suivie depuis 1990 vis-à-vis du gouvernement. Si cette deuxième tendance était dirigée par Sergio

Ramirez et ses partisans, aucun membre de la direction nationale ne s'était clairement affilié à la première, qui s'était limitée à rencontrer une délégation officielle formée de Daniel Ortega, René Nuñez et Henry Ruiz, et maintenait également des contacts avec Tomas Borge.

Le congrès approchant, les tensions sont devenues de plus en plus vives, cachant mal des affrontements pour le pouvoir. Le débat n'a pas eu lieu au fond : les tendances n'ont pas soumis de texte d'orientation au vote, et les divergences politiques n'ont pas été tranchées par le vote démocratique des militants.

La confusion s'est encore accrue lorsque, à deux semaines du congrès, Henry Ruiz s'est déclaré candidat au poste de secrétaire général du Front. Seul membre de la direction sortante dont personne n'ait mis en doute la probité et l'intégrité, pourtant proche des positions de la gauche démocratique, il s'est retrouvé dans une situation paradoxale : Daniel Ortega a pu s'appuyer sur la "gauche démocratique" pour former une majorité dans l'Assemblée sandiniste et assurer sa réélection comme secrétaire général, et Henry Ruiz s'est retrouvé isolé, soutenu pour la circonstance par la tendance de Sergio Ramirez. Daniel Ortega a donc été élu avec 287 voix, contre 147 à Henry Ruiz (soit 1/3 des délégués).

### **Et maintenant ?**

Il est difficile d'évaluer le poids exact de cette nouvelle majorité dans l'Assemblée sandiniste qui a été élargie et fortement renouvelée, mais vu les conditions de l'élection, elle s'est certainement taillée la part du lion. A la direction nationale, elle compte 9 membres sur les 15, dont René Vivas et Monica Baltodano, animateurs de la "gauche démocratique". Avec l'élection de Dora Maria Tellez, la tendance minoritaire n'a pas été laminée, même si elle est affaiblie par l'élimination de Sergio Ramirez. Pour la première fois de l'histoire du Front, la direction nationale comprend des femmes, 5 sur 15, conformément au quota voté. En outre, elle compte trois membres originaires de la côte atlantique.

Il y a certes l'horizon électoral de 1996, pour lequel le Front n'a encore défini ni programme, ni tactique : son deuxième congrès ordinaire, dans un peu plus d'un an, devrait y être consacré. Mais d'ici là, les échéances pourraient bien se précipiter. La dégradation de la situation économique et sociale est spectaculaire. De l'ordre de 33 % en 1989, le chômage touche aujourd'hui quelque 70 % de la population en âge de travailler, et la gran-

de majorité de la population survit de plus en plus difficilement dans le secteur dit "informel" des petits boulots précaires. Les quartiers populaires de Managua se gonflent de misère. Le choléra, cette "lèpre des pauvres", a fait plusieurs dizaines de victimes depuis le début de l'année. Si l'inflation a été contenue, c'est au prix d'une politique récessionniste brutale. Et le FMI et la Banque mondiale sont en train de doubler la mise : l'accord qui vient d'être signé avec le gouvernement prévoit une nouvelle réduction du budget de l'Etat, avec le licenciement de 13 500 fonctionnaires supplémentaires, des économies en matière de santé et d'enseignement et la poursuite des privatisations. En 1993, l'aide des organismes internationaux a baissé. Les exportations restent à un niveau médiocre, alors que les importations ont connu une nette progression, essentiellement due aux biens de consommation à destination des couches bourgeoises et des classes moyennes urbaines.

### **Le trou noir de la dette**

Les crédits internationaux, importants de 1990 à 1992, où le gouvernement de droite bénéficiait des attentions intéressées du FMI, servent pour une part croissante au seul service de la dette (3 millions de dollars ont été reçus en 3 ans, dont 40 % ont servi à payer les intérêts de la dette). Dans l'agriculture, seuls les grands propriétaires en ont bénéficié, alors que les petits et moyens paysans, regroupés dans l'UNAG, une organisation proche des sandinistes, n'ont pratiquement pas accès aux crédits. Pour un grand nombre d'entre eux, ils n'ont toujours pas obtenu de titre de propriété en bonne et due forme. Le gouvernement actuel, malgré les engagements pris, cherche systématiquement à remettre en cause la réforme agraire et les distributions de terre aux paysans modestes, et à faire droit aux anciens propriétaires qui reviennent en force sur leurs terres, sous la protection de milices armées.

La situation est des plus explosives, à la campagne comme dans les quartiers populaires des villes, et les conflits et les luttes se sont multipliés ces trois dernières années. C'est sur ce terrain que sera jugé le Front au sortir de ce congrès, sur sa capacité à développer les luttes de résistance à la politique du gouvernement et du FMI, à défendre pied à pied les acquis de la révolution. Il dispose encore pour cela d'un potentiel militant exceptionnel, de dizaines de milliers de révolutionnaires convaincus mais désorientés. C'est à l'épreuve des faits que pourra être appréciée la portée réelle de la victoire de la "gauche démocratique" dans la lutte pour le pouvoir au

## **La direction nationale**

La direction historique, les 9 commandants de la Révolution, formée par 3 représentants de chaque tendance au moment de la réunification en 1977, comprenait Daniel Ortega, Humberto Ortega, Bayardo Arce, Tomas Borge, Victor Tirado, Luis Carrion, Carlos Nuñez, Henry Ruiz et Jaime Wheelock.

Lors du premier congrès, en juillet 1991, elle a été reconduite en bloc, à quelques ajustements près : René Nuñez a remplacé son frère, décédé quelque temps auparavant, et Humberto Ortega a cédé sa place à Sergio Ramirez, pour rester à la tête des forces armées.

Dans la direction élue à ce congrès, Sergio Ramirez a été écarté et Jaime Wheelock, parti préparer un doctorat à Harvard, était hors jeu. Quant à Humberto Ortega qui vient de négocier son remplacement à la tête de l'armée en février 95, il aura été le grand absent de ce congrès alors qu'au précédent, au moment où il se plaçait au-dessus de la mêlée, il s'était fait le champion de la ligne de "co-gouvernement".

Les 15 membres élus à la direction nationale sont Tomas Borge (335 voix), Daniel Ortega (326), Bayardo Arce (299), Monica Baltodano (294), René Nuñez (290), Humberto Campbell (280), Benigna Mendiola (266), Henry Ruiz (265), Victor Hugo Tinoco (250), Dora Maria Tellez (242), Victor Tirado (233), René Vivas (226), Dorotea Wilson (217), Luis Carrion (211) et Mirna Cuningham (206).

Daniel Ortega a été élu secrétaire général par le congrès, Tomas Borge vice-secrétaire (un poste nouvellement créé) et René Nuñez trésorier (en remplacement de Henry Ruiz).

sein du Front sandiniste, la capacité et la volonté de la nouvelle majorité à s'engager dans une politique d'opposition radicale au gouvernement et de développement des luttes de masse, quand bien même cela précipiterait une scission que ce congrès, placé à nouveau sous le signe mythique de l'unité, a voulu conjurer.

**Managua, 30 mai 1993**

# Le Front sandiniste et les luttes de masse

Le texte suivant est constitué d'extraits d'une interview que Daniel Ortega a accordée à l'émission «Sans frontières» de Radio Primerisima.

## DOCUMENT

**SANS FRONTIERES :** *Est-il vrai que Daniel Ortega a agi seul, prenant par exemple la tête de grèves ou de luttes populaires caractérisées par des affrontements et qu'il n'y avait pas de consensus politique dans la direction ?*

**Daniel ORTEGA :** Je dirais que le consensus a été établi, sous une forme ou une autre, quand il s'est présenté des crises majeures dans le pays. Je prends le cas de protestations populaires, de différents secteurs. Au départ sont apparues des contradictions au sein du sandinisme. Il y a toujours eu des contradictions pour savoir s'il fallait ou non soutenir une lutte donnée. Et ensuite, le Front sandiniste a pris une décision et on l'a mise en œuvre, après en avoir discuté dans la direction (...) Ensuite, que s'est-il passé ? Tout le monde n'a pas soutenu la lutte, certains n'étant pas convaincus de cette décision. Et cela a donné lieu à des interprétations quant à ce soutien, à la profondeur de ce soutien, à sa portée.

● **Donc, il n'y a pas eu discipline dans la direction nationale ?**

Je dirais que non : la discipline a été rompue il y a longtemps. J'ai toujours cherché, même dans les moments les plus critiques, à ne pas la rompre. Je prends le cas de la grève des transports qui a été un des cas les plus polémiques où on a cherché à présenter Daniel Ortega comme le responsable de la grève des transports. Nous avons appris que les travailleurs de ce secteur se préparaient à protester, et ils nous ont demandé notre soutien. Et même, dans une réunion de l'Assemblée sandiniste, nous avons pris la décision de soutenir leur lutte avant qu'ils ne lancent la grève. Je me souviens que notre rôle a même été décisif pour éviter un bain de

sang dans cet affrontement entre les travailleurs et le gouvernement. C'est vrai que le camarade Saul Alvarez a été tué, et nous avons condamné cette mort brutale. La camarade Rosmelda Martinez a aussi été tuée. Nous avons tout fait pour l'éviter. Et même, la veille, alors qu'il y avait déjà eu des coups de feu et des affrontements, nous avons organisé une réunion entre la police et les travailleurs. Cela ne se sait pas. Nous n'avons pas vu la nécessité de le dire, mais nous avons organisé une réunion entre les travailleurs des transports et la police, pour éviter qu'il y ait des affrontements qui provoquent un bain de sang. Malheureusement, le lendemain, il y a eu la mort violente de Saul et de Rosmelda.

● **Mais à ce moment-là, les grévistes avaient des armes. L'usage d'armes à feu est-il légitime ?**

Non. Je suis tout à fait opposé à ce que ceux qui protestent soient armés. Je l'ai dit très souvent aux camarades. Je me rappelle même quand a eu lieu la première occupation en armes là-bas à Ocotol, le groupe de la Prudencio Serrano. Alors je suis allé là-bas, parce que les camarades de la Prudencio Serrano étaient en branle-bas de combat, ils étaient armés et avaient occupé Ocotol et il y avait aussi les camarades de l'armée. J'y suis allé pour m'interposer, pour éviter qu'il y ait un affrontement armé, et j'ai dit aux camarades que j'étais contre le recours aux armes, qu'ils ne pouvaient pas s'armer pour défendre leurs revendications.

● **Pourquoi ?**

Bon, parce que nous faisons les considérations suivantes : les camarades, à cette époque, réclamaient que soient appliqués les accords passés avec le gouvernement. Et ils prenaient les armes pour qu'on les écoute. Mais le problème c'est qu'en prenant les armes, ils créent face aux camarades de l'armée et de la police, le risque d'un affrontement armé entre sandinistes, parce que c'est ce qu'attendent la droite, l'extrême droite au Nicaragua et l'extrême droite aux Etats-Unis, que nous nous liquidions entre sandinistes. Dans les affrontements comme ceux d'Esteli, par exemple,

quel sang a coulé ? celui des sandinistes, pas celui des ennemis du peuple, mais celui des sandinistes.

Par ailleurs, je comprends les situations particulières comme celle de Jinotega, par exemple, où ont été assassinés des camarades sandinistes, ils ont tué 216 camarades sandinistes. Là, si la sécurité n'est pas assurée, si l'armée et la police ne peuvent pas garantir la sécurité, il n'y a pas d'autre solution que l'auto-défense. Dans ce cas nous ne pouvons pas condamner les camarades qui recourent à l'auto-défense. Mais de là à ce qu'ici, pour n'importe quelle raison, parce qu'on proteste pour la santé, pour l'éducation, on en vient à prendre les armes, je crois qu'on agit de façon erronée.

● **Il y a d'autres formes de violence, les barricades, par exemple, les pneus enflammés, les mortiers de poudre, la destruction de véhicules, comme cela s'est produit en septembre dernier et en janvier de cette année. Que pensez-vous de cette violence ?**

Bon, d'abord, il faut dire clairement ceci : un parti politique, quel qu'il soit, et en particulier un parti révolutionnaire, ne peut pas, n'a pas la capacité et ne doit pas décider des méthodes de lutte des différents secteurs. La méthode de lutte est décidée par le secteur qui s'engage dans un mouvement de protestation, de revendication. Un secteur décide de se limiter à distribuer des tracts ? C'est bien. L'autre veut protester en manifestant dans la rue ? C'est son choix politique. Le troisième de brûler des pneus et de dresser des barricades ? C'est eux qui en décident.

● **Mais le Front ne pourrait pas décider de les en dissuader ?**

La décision du Front, en toute circonstance, c'est que la lutte réalise un consensus, qu'elle soit soutenue, et que les méthodes utilisées favorisent cet objectif. Je crois que nous rencontrons encore de graves difficultés, et les secteurs aussi, dans la recherche d'une participation plus large dans les luttes actuelles.★

Propos recueillis le 6 mai 1994

# L'heure du changement a sonné

Fin avril 1994, s'est tenue à Brasilia la 9ème Rencontre nationale du Parti des travailleurs (PT), cette réunion a adopté des «bases pour un programme de gouvernement» traitant par exemple de la participation populaire et du contrôle social, de la réforme agraire de la dette extérieure du droit à l'avortement et du droit des homosexuels entre autres thèmes. Nous publions ci-dessous l'introduction à ce document.



Cela fait plus de dix ans que le Brésil vit dans une situation d'équilibre instable. Les travailleurs ont réalisés nombres de conquêtes depuis le milieu des années 70 où ils ont repris les luttes sectorielles, pour ensuite les combiner au combat pour la fin du régime militaire. La multiplication des organisations populaires, dont le parti des travailleurs (PT) et la Centrale unique des travailleurs (CUT), la campagne pour les élections présidentielles directes (1), la fin de la dictature militaire et la destitution de Collor en sont quelques exemples.

Les classes dominantes ont dû reculer à plusieurs reprises depuis l'essoufflement du modèle économique qui sous-tendait le fameux «miracle brésilien». En plus de la présidence de la République, elles contrôlent les organes essentiels de l'Etat et de la société — le Congrès national (Parlement), le pouvoir judiciaire, les forces armées, les moyens de production et les grands moyens de communication — et gardent encore des agents de poids dans le mouvement syndical et populaire. Pourtant, elles n'ont toujours pas de projet national à présenter à la société. C'est ce qui explique la croissance de l'estime dont bénéficie le PT auprès de la population depuis les dernières années — même si cette croissance n'a pas de correspondance en termes d'organisation et de mobilisation. Pour dépasser nos faiblesses organisationnelles nous devons chercher à ce que

l'ensemble des militants «pétistes» présents dans les mouvements sociaux agissent dans la ligne du parti, comme clé de voûte de la campagne électorale et du gouvernement.

## Grande portée politique

La mobilisation des militants autour de la campagne Lula et de son programme, même si c'est sur un objectif électoral, a une portée politique plus large qu'une lutte économique ou partielle — quand bien même ces dernières prendraient parfois des formes de radicalisation supérieures. Il faut comprendre que le principal sujet de mobilisation pour l'année 1994 doit être la bataille pour l'installation d'un gouvernement démocratique et populaire capable de mettre en œuvre les réformes structurelles et les changements qu'exige le peuple brésilien depuis les 20 dernières années. De même, il faut faire de ces élections le lieu d'une grande campagne de mobilisation pour des réformes et donner un sens transformateur à la bataille électorale et à la lutte politique en général.

Ceci indique à la fois nos grandes faiblesses et les possibilités de consolidation du soutien que nous accordent les travailleurs les plus conscients et organisés ainsi que la jeunesse. Cela montre également qu'il nous est possible de convaincre ou de neutraliser la majorité des Brésiliens. Ici, à la différence de l'Argentine ou du Chili, les classes dominantes n'ont pas réussi à avancer comme elles le voulaient

dans les «réformes» néolibérales. Et ce, grâce à la résistance du camp démocratique et populaire.

La campagne Lula va avoir lieu dans un contexte où, pour recycler leur système, les tenants du capitalisme ont besoin de créer un consensus autour de l'idée que la croissance économique n'est possible que par l'exclusion de la majorité de la population et de continents entiers. Mais tant du fait de la conjoncture économique que des événements électoraux mondiaux, et surtout latino-américains, il y a des signes de renversement de la prédominance de l'idéologie néolibérale. L'existence du Forum de São Paulo, la victoire de Nelson Mandela en Afrique du Sud, le renforcement du Frente Amplio en Uruguay et du Frente Grande en Argentine, les succès électoraux de Causa Radical au Venezuela, la possibilité de victoire du Parti de la révolution démocratique (PRD) au Mexique en sont, entre autres, des exemples. C'est dans ce cadre que la campagne de Lula doit servir de tribune pour dénoncer l'exploitation et l'oppression et doit répercuter les conquêtes démocratiques et populaires.

Au Brésil, les élections d'octobre 1994

1) Les premières élections législatives démocratiques au moment de l'ouverture démocratique «contrôlée» de la dictature militaire ont été marquées par une campagne de masse menée par l'opposition — du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, d'opposition bourgeoise) au PT — pour des élections présidentielles directes. Le PMDB a finalement accepté le principe de l'élection indirecte par un collège électoral antidémocratique et s'est son candidat, Tancredo Neves qui a été élu.

peuvent créer un nouveau rapport de forces, en faveur du camp populaire. La victoire de Lula et son gouvernement en faveur de réformes démocratiques et populaires marqueront une grave défaite pour la projet néolibéraliste et pour l'hégémonie des classes dominantes sur la politique brésilienne.(...)

### La seule alternative

L'offensive néolibérale, renforcée par l'élection de Collor de Melo, a subi un rude coup d'arrêt avec la destitution de ce dernier. Depuis, il est de plus en plus évident pour les Brésiliens que seule la candidature Lula réunit les conditions permettant de dépasser la crise et de renouer avec le développement, par une redistribution des revenus, de la richesse et du pouvoir. Conscientes de cela, les forces conservatrices se sont mobilisées depuis 1992, avec comme seul objectif d'empêcher notre victoire électorale.

Ceci explique pourquoi les élites se sont escrimées afin d'empêcher que le mouvement «*Fora Collor*» (Collor dehors) n'aille au-delà des revendications éthiques en politique et qu'il n'en vienne à critiquer aussi le néolibéralisme et la privatisation de l'Etat. C'est également pour cela qu'elles ont tenté de compromettre le PT dans le gouvernement d'Itamar Franco, afin de lui ôter son profil d'opposition au nom d'une unité des forces «pro-destitution», comme s'il y avait entre elles des affinités programmatiques justifiant une coalition gouvernementale.

De même, bien que les élites soient divisées sur la proposition d'un régime présidentiel ou parlementaire, des secteurs significatifs se sont prononcés pour le parlementarisme dans le but de vider de ses pouvoirs un éventuel gouvernement Lula et de bloquer les réformes par un système de cabinet où le gouvernement réel serait sous le contrôle du Congrès. Cette manœuvre est une des raisons pour laquelle notre parti a rejeté la proposition parlementariste.

Devant la certitude d'une défaite électorale en 1994, les élites dirigeantes ont appelé à ce que le Congrès élu en 1990 «*fasse une révision avant que le peuple ne fasse des réformes*». Le PT a su résister à ce coup supplémentaire contre la démocratie et contre un futur gouvernement populaire. Malgré les difficultés et les incompréhensions, dans la société et dans le parti même, nous avons pu résister parce que nous n'avons jamais considéré la révision comme un fait accompli, une défaite inéluctable à laquelle nous devons nous plier. Malgré la majorité pro-révision, malgré son régime intérieur autoritaire,

malgré les manœuvres putschiste de Humberto Lucena, le président de la commission pour la révision constitutionnelle, malgré le soutien massif des médias, malgré les millions dépensés par les chefs d'entreprises intéressés par la rupture des monopoles, malgré la faible résistance populaire au «coup d'Etat révisionnel», malgré tout cela, la révision n'a pas démarré. Mise en place il y a plus de cinq mois, la seule décision significative qu'ait adoptée la commission a été la réduction du mandat présidentiel, de cinq à quatre ans, suite à un amendement proposé par le commissaire au budget, le député Genivaldo Correia (du PMDB de l'Etat de Bahia).

### Du côté des «toucans»

Durant tous ces événements — mouvement pour la destitution, unité nationale autour du gouvernement «Itamar», référendum sur le système de gouvernement, révision constitutionnelle — notre parti s'est globalement bien comporté, mettant en échec total ou partiel les manœuvres visant à empêcher notre victoire ou simplement à obscurcir notre profil, à nous transformer en caution de gauche du pacte entre les élites. La trajectoire du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) a été toute autre (3). Caractérisé par notre 8e rencontre nationale comme un «*terrain politique à disputer*», le PSDB a depuis fait des choix diamétralement opposés à ceux du PT. Nous étions dans des camps opposés au sujet du gouvernement Collor, auquel les «toucans» ont fourni des ministres. Lorsque nous nous opposions au gouvernement «Itamar», le PSDB y prenait part, lui imprimant une politique économique incarnée par un plan en parfaite continuité avec ceux du gouvernement précédent. Les «toucans» ont été les principaux défenseurs de l'option parlementariste ainsi que de la nouvelle loi électorale, clairement conçue pour porter préjudice au camp populaire. Finalement c'est le groupe parlementaire «toucan» — avec ses alliés dans le Parti du front libéral (PFL) et le PMDB — qui s'est battu pour la révision constitutionnelle (4).

La trajectoire du PSDB prouve qu'il était correct pour le PT d'établir comme critère pour sa politique d'alliance, l'accord sur un programme de gouvernement et le soutien à Lula.

3) Le PSDB, contrairement à ce qu'indique son nom, n'est pas lié au mouvement démocratique et populaire. Il se situe plutôt entre la social-démocratie et de libéralisme traditionnel et sa mascotte/symbole est le toucan.

4) Le PFL est un parti de droite issu d'une scission de l'ancien parti de la dictature. Il est surtout soutenu par les associations de grandes entreprises et a été le principal sou-

Si notre choix avait été autre, nous nous serions trouvé dans la situation démoralisante d'avoir comme allié privilégié un parti que les élites brésiliennes ont choisi comme alternative principale à Lula.

### Le bon choix

L'engouement des chefs d'entreprise et des secteurs conservateurs pour Fernando Henrique Cardoso, l'ancien ministre des Finances et candidat favori du grand capital, qui a poursuivi la politique économique de Collor, est bien connu. Avec son passé de gauche, sa popularité chez les classes moyennes, son aura d'honnêteté et la complicité de Mário Covas (le président du PSDB), Henrique Cardoso a mis au point une coalition avec plusieurs partis conservateurs — dont le Parti travailliste brésilien (PTB), le Parti progressiste et surtout le PFL — dans le but de battre Lula au second tour (5).

Le rapprochement entre le PSDB et le PFL n'est pas inédit : en 1989, Mário Covas, alors candidat «toucan» à la présidence, avait choisi comme candidat à la vice-présidence Roberto Magalhães, l'actuel gouverneur PFL de l'Etat de Bahia. Alors que le gouvernement Collor avait déjà montré son visage néolibéral et corrompu, le PSDB débattait de l'opportunité d'y entrer. Les «toucans» ont été nos principaux opposants dans l'administration municipale de São Paulo (pendant le mandat de Luiza Erundina, de 1989 à 1993). Une fois aux commandes économiques et politiques du gouvernement Franco, Henrique Cardoso a adopté un plan économique antipopulaire, soumis aux intérêts du grand capital et du système financier. C'est là une confirmation de l'affirmation de Tasso Jereissati selon laquelle «*dans le monde d'aujourd'hui il n'y a pas de différence entre les gouvernements sociaux-démocrates et conservateurs*». Mais les chances de Henrique Cardoso, basée essentiellement sur son plan économique, conçu surtout comme un gadget électoraliste, sont réduites : le «*favori des riches*» manque singulièrement de légitimité populaire.

Paulo Maluf — le maire de São Paulo et dirigeant du Parti progressiste renouvateur (PPR, droite) —, l'alternative traditionnelle des secteurs les plus droitiers, a choisi de ne pas se présenter à la présiden-

tion de la candidature de Collor.

5) Le Parti travailliste du Brésil est un petit parti de droite dirigé par, José Andrade Vieira, banquier et ministre de l'Industrie du commerce et du tourisme du gouvernement Itamar. Le Parti progressiste, de droite, abrite en son sein les dirigeants des secteurs syndicaux les plus farouchement opposés à la CUT.

## Le Brésil réel

Beaucoup se souviennent encore de la phrase que le général Medici a prononcée au cours d'un de ses voyages au Nordeste dans les années 70, déclarant que l'économie allait bien mais que le peuple allait mal. Le dictateur avait vu de près des scènes de misère et, apparemment choqué, avait fini par produire cette perle de la pensée politique.

Ses adorateurs de toujours ont, à l'époque, encensé la «sensibilité sociale» du président. Les opposants au régime, eux n'ayant pas droit au chapitre, n'ont pu dénoncer l'hypocrisie de l'affirmation du dictateur : le peuple «allait mal» justement parce que l'économie «allait bien».

Vingt ans après, la situation a changé. En pire. Aujourd'hui, l'économie aussi «va mal», alors, le peuple ! Ce qui est grave c'est que cette conception perverse existe toujours aujourd'hui dans la tête de nos gouvernants. Ils continuent à dire qu'ils veulent améliorer l'économie, en imposant des sacrifices supplémentaires au peuple. L'amélioration de la situation sociale est repoussée à plus tard, puisque, comme nous l'a déjà expliqué par le passé Delfim Netto, le gâteau doit gonfler avant d'être partagé.

Le gâteau a effectivement gonflé, puis il est retombé, mais il n'a pas été question de répartition, au contraire. La misère que j'ai rencontrée au cours des caravanes pour la citoyenneté est, comme j'ai pu le constater, bien pire que celle des années 70.

Tout ceci a renforcé ma conviction sur l'incapacité de nos élites à résoudre les problèmes élémentaires de ce pays et a attiré mon attention sur le caractère factice du programme que nos conservateurs (ceux de toujours comme les nouveaux arrivants) veulent imposer au pays.

A en juger par ce qui transpire dans la presse, dans les débats entre patrons et même dans les universités, les thèmes politiques «modernes» ce serait réduire la taille de l'Etat, l'ouverture sur l'extérieur, la réglementation excessive du travail, etc. Ce serait comique s'il ne s'agissait pas d'une tragédie.

Les grands sujets nationaux, ceux qui doivent impérativement figurer dans tout programme politique sérieux ayant un minimum d'engagement social, sont le chômage, la faim, les enfants des rues, la faillite de notre système d'éducation et de santé, pour ne citer que les principaux éléments de la tragédie brésilienne.

Cette situation fait peser de graves menaces sur le pays. Nous sommes confrontés à un risque de désagrégation sociale qui pourrait liquider notre démocratie politique.

Je n'ai jamais méprisé la lutte contre l'inflation, surtout parce que les travailleurs en sont les premières victimes. Je connais aussi très bien l'ampleur de la crise du modèle de développement suivi jusqu'alors au Brésil. C'est pour cela que nous avons fait des propositions pour construire, en guise d'alternative, une croissance qui prenne en compte le nouveau cadre international, l'arriération de notre système productif, mais aussi l'énorme potentiel dont nous disposons pour une future reprise.

Mais la lutte contre l'inflation ne peut conduire à davantage de restriction du pouvoir d'achat, pas plus qu'elle ne justifie que le Brésil offre un salaire minimal honteux de 63 dollars par mois. On ne peut plus continuer à réduire les dépenses pour l'éducation, la santé et le reste de la politique sociale. Ce serait suivre une logique perverse et de surcroît totalement inefficace.

Une nouvelle politique économique doit être guidée par les priorités sociales. Ce sont ces dernières qui vont définir la forme de lutte contre l'inflation et le modèle de reprise du développement. Pour que ceci se produise il faut une volonté politique, qui ne se confonde pas avec le volontarisme. En premier lieu, la volonté politique de distribuer les sacrifices, en faisant en sorte que les quelques privilégiés payent leur part, étant donné que jusqu'à aujourd'hui ils ont été les seuls à bénéficier du développement. Ensuite, il faut une grande capacité à négocier. Et elle ne peut exister que lorsque ceux qui sont appelés à négocier avec le gouvernement reconnaissent dans son administration la transparence, l'engagement pour le peuple et, surtout, un projet national. Ce sont les composantes de ce qui manque à ce pays : la crédibilité.

Tournant le dos au Brésil, nos élites dirigeantes se sont révélées incapables de réformer le pays en profondeur. Il y a aujourd'hui une alternative, basée sur les forces sociales et politiques qui, durant ces quinze dernières années, se sont rassemblées dans les luttes de résistance et dans les grands mouvements de citoyens qui ont contribué à approfondir la démocratie politique au Brésil.

Le tour du Brésil réel est arrivé. ★

Luiz Inácio «Lula» DA SILVA  
Fohla de São Paulo, 17 avril 1994

ce. Sa gestion municipale désastreuse de São Paulo et ses démêlés avec le candidat à sa vice-présidence — qui ne lui garantissait pas le contrôle de la machine électorale du parti après leur «divorce» — et son implication dans un scandale politico-

financier ont certainement pesé sur cette décision. (...)

Orestes Quércia, président du PMDB, et ancien gouverneur de São Paulo a également subi des pressions pour qu'il retire sa candidature : celles des mêmes secteurs

qui ne voulaient pas de la candidature de Maluf en plus de celles d'une opposition interne au PMDB, un courant minoritaire menaçant de ne pas le soutenir pendant la campagne électorale. Pour contrer ces résistances, Quércia a adopté un discours électoral «anti-élites», contre la révision constitutionnelle, contre le plan économique et, bien entendu, contre le PT. (...)

Les difficultés des secteurs conservateurs à trouver une candidature unique traduisent le fait que les élites, malgré une défaite imminente, n'ont pas encore dépassé leurs divergences internes. Cela a également pu se vérifier dans l'attitude du patronat face au plan économique — dont le succès est conditionné par la signature d'un pacte entre les entreprises en situation de monopole pour réduire la hausse des prix, ne serait-ce que pour quelques mois. Mais c'est l'enlisement de la révision constitutionnelle qui montre le plus le décalage entre la volonté de battre Lula et l'incapacité à s'unir pour ce faire.

Confirmant l'analyse de ceux d'entre nous qui ne la considèrent pas comme un fait accompli, la paralysie de la révision constitutionnelle, ajoutée à l'avance de Lula dans les sondages, laisse la classe dominante désarmée. C'est ce qui explique les gesticulations de certaines couches de l'armée. Expression d'un phénomène réel — la difficulté à unifier les élites contre l'alternative démocratique et populaire —, le spectre de la crise institutionnelle sert à intimider des secteurs de la gauche, qui en viennent à prôner des «solutions institutionnelles», allant jusqu'à essayer de ressusciter la révision pour exorciser la menace d'un coup d'Etat.

## Réaffirmer notre profil

Au Brésil, en 1994, la seule garantie de l'institutionnalité est la candidature Lula. Notre parti doit y mettre toutes ses forces. C'est pour cela qu'il faut réaffirmer notre engagement pour le socialisme et pour les réformes démocratiques et populaires. (...)

Les élections du 3 octobre 1994, surtout les présidentielles, vont dominer, quoi que de façon différenciée, tous les prises de positions des différentes forces politiques. Le plan économique a évolué en fonction de cette campagne ; le rythme des luttes sociales est cadencé par elle ; les gouvernements municipaux, des Etats et fédéral se positionnent en fonction de ses évolutions : les candidats et les alliances n'en seront que plus clairement définis. Enfin, l'agonie de la révision constitutionnelle a lieu en plein milieu du jeu politico-électoral. Présenté comme un instrument fiable de lutte contre l'inflation, le disposi-

tif monétaire adopté par Henrique Cardoso est tombé dans l'ornière de ses prédécesseurs : il réduit le pouvoir d'achat des salariés, fait diminuer la consommation et augmenter les taux d'intérêts et affranchit les prix de tout contrôle effectif. Comme c'était prévisible, dès les premiers jours de mars, l'introduction de l'«unité de valeur réelle» (URV) a aggravé les phénomènes d'instabilité, tout en détériorant encore plus les conditions de vie de la majorité de la population (6). Depuis, l'inflation en *cruzeiro real* ne fait que s'accroître, surtout en matière de biens de première nécessité, et les travailleurs sentent de jour en jour l'érosion de leur pouvoir d'achat. Le salaire minimum a été fixé de façon provocatrice par le ministre Henrique Cardoso à la valeur la plus basse de toute l'histoire du pays et qui est même inférieure à la valeur du salaire minimal en vigueur dans des pays où les conditions de développement sont pires que celles du Brésil. De plus, la gestion du plan économique a été désastreuse : d'une part le gouvernement a refusé de négocier et d'intégrer les critiques et les suggestions issues du Congrès et de la société civile, (le mouvement syndical notamment) et, de l'autre, il n'a cessé de faire des concessions aux monopoles — leur permettant de fixer librement le prix de leurs produits — et aux rentiers, par une politique de taux d'intérêts absurde et sans équivalent sur la planète. Ces concessions constituent des attaques contre la dignité nationale et les efforts pour un développement souverain du pays au même titre que le récent accord de renégociation de la dette extérieure conclu entre le gouvernement Franco et les créanciers privés. Il faut se rappeler que dans la première phase du plan économique, lors du prétendu ajustement fiscal, les dépenses en matières de santé, d'éducation et de transport ont été amputées de milliards de dollars, détériorant davantage une situation sociale déjà précaire. Dans le même temps, le gouvernement gaspille près de 17 milliards de dollars en paiement des intérêts et du principal de la dette intérieure, au bénéfice des ténors du marché financier.

## Panique à bord

La candidature de Henrique Cardoso est cohérente avec ce décor d'irresponsabilité, d'insensibilité sociale et de privatisation de l'Etat : en bon aventurier, il a abandonné sa responsabilité ministérielle peu après avoir lancé son plan économique pour se mettre au service des forces réactionnaires, afin d'éviter à tout prix, comme en 1989, une victoire de Lula. Le PT réaffirme que l'inflation est un problème grave

nécessitant la mise en place immédiate d'un programme de stabilisation. Un tel programme ne doit pas se résumer à une simple réforme monétaire ou à un ajustement fiscal, mais passe nécessairement par un vaste programme de réformes structurelles de l'économie et de l'Etat, qui jette les bases d'un nouveau modèle de croissance, de développement social et initie un nouveau processus de distribution de la richesse, de même qu'un nouveau type d'insertion souveraine dans le cadre international. (...)

La mise en place absurde du plan économique a conduit au surgissement d'une inflation en URV (...) C'est pourtant ce qui explique le conflit entre le gouvernement et son équipe économique sur le choix du meilleur moment pour introduire le *real* — jusqu' alors fixé en juillet 1994, dernière limite pour que la mesure puisse porter des fruits électoraux.

Le comportement du mouvement populaire et syndical est un élément déterminant, non seulement pour la réussite du plan économique, mais aussi pour la mise en place des conditions permettant l'application du programme de gouvernement après une victoire du camp populaire. Des grèves ont éclaté dans la région de l'ABCD (7) mais il est encore trop tôt pour mesurer l'ampleur de la réaction face à l'usure des salaires. Le plus probable est que les luttes sociales se maintiennent à ce niveau, et même qu'elles augmentent en intensité au fil de la campagne électorale. Nous incomberait alors la lourde responsabilité de pousser à l'apparition d'un mouvement national en défense des réformes structurelles.

## L'unité des travailleurs

La consolidation de l'unité politique et organisationnelle des travailleurs ainsi que le renforcement de leurs organes représentatifs, les syndicats et la CUT surtout, est une tâche incontournable pour tous ceux qui luttent pour un gouvernement Lula. Le mouvement syndical doit œuvrer au renforcement des travailleurs, en consolidant des syndicats larges, puissants et enracinés sur les lieux de travail. C'est de cette façon que les organes syndicaux pourront jouer un rôle essentiel dans la constitution d'un mouvement national de lutte des travailleurs pour les conquêtes immédiates et pour les réformes structurelles que nous proposons, œuvrant ainsi à la lutte pour le socialisme.

S'est installée dans de larges couches de la population l'idée selon laquelle l'amélioration effective des conditions de vie dépend du résultat des élections du 3 octobre. Même si cela témoigne d'un pré-

jugé favorable à la candidature de Lula, un tel attentisme est une mauvaise chose. C'est pourquoi, l'orientation du parti, de nos dirigeants syndicaux et populaires doit être de pousser à la mobilisation contre la dégradation du niveau de vie provoquée par la réforme monétaire de Henrique Cardoso. Il est fondamental que le PT, que ses économistes et ses parlementaires passent à l'offensive dans la bataille autour du plan économique, en alimentant de façon conséquente notre opposition à ce plan, qui ne se limite pas à ses aspects électoralistes.

Soutenue par la majorité des grands patrons (qui gardent toutefois Quercia en réserve), la candidature de Fernando Henrique Cardoso commence à bénéficier ostensiblement des faveurs de la machine gouvernementale. C'est ce qui explique les pressions d'Itamar Franco contre les membres de son gouvernement qui inclineraient en faveur de Quercia, aujourd'hui opposant, par soucis électoraliste, au plan économique et au président lui-même. C'est un signal clair aux secteurs oppositionnels du PMDB pour leur signifier qu'ils auront un soutien officiel dans leur dissidence pro-Henrique Cardoso. Il faut également comprendre la proposition annoncée d'une allocation pour les travailleurs touchant le salaire minimal comme une déclaration de soutien à Henrique Cardoso.

Le soutien de la machine d'Etat à un candidat n'a rien de nouveau au Brésil. Rien ne permettant de dire qu'un tel appui permettra, en soi, de renverser le rapport de forces électoral, parce jusqu'à présent Henrique Cardoso — en tant qu'ex-Premier ministre virtuel — apparaît déjà comme le candidat du sérail et bénéficie évidemment du soutien du gouvernement. Ce qui est nouveau pour nous, c'est la nécessité d'afficher plus clairement notre opposition à Itamar Franco.

(...) Enfin, il faut — en profitant de l'échec de la révision — que nous affirmions clairement que l'heure des vraies réformes a sonné. C'est ce ton qui doit dominer notre campagne électorale comme notre programme de gouvernement, qui devra recenser les réformes institutionnelles que nous défendrons à partir du 1er janvier 1995. ★

São Paulo, avril 1994

6) L'introduction d'une nouvelle monnaie, le *real*, destinée à remplacer en juillet 1994 le *cruzeiro real* actuel, a été préparée par l'implantation d'un indice indexé sur la dollar, l'«*unité de valeur réelle*» auquel le *real* doit succéder à parité égale. C'est le cinquième changement de monnaie causé en huit ans par l'inflation galopante.

7) ABCD désigne la ceinture industrielle de São Paulo qui regroupe les villes de São André, São Bernardo do Campo, São Caetano do Sul et Diadema.

# L'ascension du «berlusconisme»

Les élections des 27 et 28 mars 1994 ont marqué un changement radical du cadre de la vie politique italienne. On peut légitimement s'interroger sur la portée réelle de la victoire de la droite et sur la dynamique qu'elle pourrait entraîner. On peut aussi se demander si ce qui s'est passé en Italie est le prélude de développements analogues dans d'autres pays européens.

Livio MAITAN

**A**u Sénat, la droite dispose de 154 sièges, le centre de 31, et la gauche et les progressistes de 122. A ces élus, il faut ajouter 11 sénateurs, les anciens présidents de la République et des personnalités de la culture ou de l'économie, désignées par le chef de l'Etat. A la Chambre des députés, la droite a 366 sièges, le centre 46 et les progressistes 213. Une première constatation s'impose : la droite à elle seule n'a pas de majorité absolue au Sénat et le gouvernement Berlusconi n'a reçu l'investiture que grâce à la désertion de cinq sénateurs du centre qui n'ont pas participé au vote. En ce qui concerne la Chambre des députés, la droite n'est majoritaire que grâce à la nouvelle loi électorale à scrutin uninominal pour 75 % des élus alors que le vote pour les 25 % à élire proportionnellement a assuré 43 % des voix environ à la droite, un peu plus de 15 % au centre et un peu moins de 35 % à la gauche (3,5 % de suffrages ont été obtenus par des listes patronnées par l'ancien leader radical, Marco Pannella, qui s'est allié avec Berlusconi). Ajoutons que la formation née sous l'égide de Silvio Berlusconi a eu à la proportionnelle 21 % de suffrages (8,1 millions de voix) alors que le Parti de la gauche démocratique (PDS) a remporté 20,4 % de suffrages (7,8 millions de voix). Dans l'ensemble, la droite a eu 16,5 millions de voix (un peu moins de 18 millions en incluant Pannella), le centre 6 millions et les progressistes 13,5 millions. Voilà donc le rapport de forces réel. Il ne faut pas



minimiser l'impact de la nouvelle formation, *Forza Italia*, construite en l'espace de deux mois. C'est elle qui a joué le rôle décisif de médiation et d'hégémonie qui a permis de bâtir une coalition regroupant deux autres composantes, jusqu'alors peu conciliables, la Ligue du Nord et les néofascistes du Mouvement social italien (MSI).

## Les forces en présence

Dans la caractérisation des forces qui composent la droite, il faut éviter les conclusions hâtives. Il ne s'agit en effet pas de formations dont les traits sont définitivement fixés, et elles pourraient connaître, à court ou moyen terme, des changements significatifs. Par ailleurs, les rapports de forces, tant entre les différentes forces qu'au sein de chacune d'entre elles, sont loin d'être stabilisés. Pour ne donner que quelques exemples, à Milan, suite à l'apparition de *Forza Italia*, la Ligue du Nord est passée de 40 % de suffrages au mois de juin 1993 à 16 % les 27 et 28 mars dernier. Une formation comme la Rete (le Réseau anticorruption) a subi à Palerme une véritable déroute quelques mois après avoir remporté les municipales avec une majorité écrasante. Enfin, le Parti de la Refondation communiste (PRC), qui avait devancé le PDS lors des élections municipales de juin 1993 à Milan et à Turin, y a enregistré un cuisant échec neuf mois plus tard. L'expérience a démontré qu'il était erroné de présenter la Ligue du Nord comme un mouvement fasciste ou fascisant : il s'agissait et il s'agit d'une for-

mation populiste de droite, fortement teintée de racisme, qui prône un fédéralisme visant à protéger les régions les plus favorisées, et un anti-étatisme néo-libéral sur le terrain économique, mais qui s'est attribué le rôle de principale force de contestation du système politique en place. Pendant la campagne législative, son dirigeant, Umberto Bossi, a attaqué à plusieurs reprises Berlusconi en lui reprochant d'être un entrepreneur monopoliste et s'est lancé en même temps dans de virulentes tirades antifascistes (par la suite, Bossi s'est associé à la grande manifestation antifasciste du 25 avril 1994, malgré les insultes et les quolibets des participants). Quant à l'Alliance nationale (AN), nouvel avatar du MSI, il faut se garder de définitions trop simplistes. Certes, le MSI est l'organisation des nostalgiques du régime mussolinien. Mais les décennies passant, tout en étant exclu de la confrérie des partis s'était autoproclamée «arc constitutionnel», il s'est intégré dans les institutions, en apparaissant plutôt comme une formation conservatrice de droite, où le poids des nostalgiques du fascisme diminuait constamment. L'avènement à la direction de Giancarlo Fini, dirigeant actuel de l'AN, est en ce sens l'aboutissement d'un processus assez tourmenté. Ces deux dernières années, tout en n'hésitant pas à se réclamer de la droite, il a sensiblement accentué sa tonalité populiste, par exemple dans les villes du Sud et dans les quartiers populaires de Rome où il dispose d'une assise considérable. Il va de soi que, ne fut-ce que pour des raisons de générations, ceux qui avaient été actifs sous Mussolini

et sous l'occupation allemande, n'ont plus qu'un rôle mineur par rapport aux nouvelles recrues. Rappelons, par ailleurs, que déjà sous l'ancien secrétaire, Almirante, une opposition d'ultras s'était développée, donnant même naissance à des scissions d'extrême droite se réclamant ouvertement du nazisme et ayant recours parfois à des actions terroristes — récemment, un tribunal a confirmé les condamnations frappants les membres d'un groupe de ce type, responsable du massacre de la gare de Bologne. Enfin, les membres de l'AN devenus ministres, appartiennent tous à l'aile modérée, c'est-à-dire celle qui s'efforce de mettre en sourdine les références fascistes.

Ceci dit, il ne faut pas sous-estimer la portée du changement représenté par la présence de l'AN au gouvernement. Cet événement symbolise la fin du régime politique surgi après la guerre. Il ne s'agit pas, de la part de ceux qui ont permis un tel recyclage du MSI de réhabiliter le fascisme, mais plutôt de mettre fascisme et antifascisme sur le même plan, en les reléguant l'un et l'autre à un passé désormais révolu. Ensuite, cette accession à la respectabilité aura pour effet de stimuler davantage la diffusion d'idéologies conservatrices et réactionnaires et d'aggraver un climat politique déjà sensiblement détérioré. Qui plus est, la légitimation du courant néo-fasciste encouragera des noyaux extrémistes et les ultras néonazis à se lancer dans des provocations plus ou moins spectaculaires et à étaler plus ouvertement leurs symboles et leurs mots d'ordre. Ainsi, immédiatement après les élections, des locaux du PRC ont été endommagés et, le 14 mai 1994, quelques centaines de jeunes néonazis ont organisé une manifestation tapageuse à Vicence.

## L'ascension de Berlusconi

Le fait politique marquant du début de l'année a été l'émergence de *Forza Italia*, formation mise sur pied sous des formes inédites. Tous les partis de l'après-guerre avaient soit établi des liens idéologiques et même organisationnels avec des formations existantes avant le fascisme ou agissant dans l'émigration, soit étaient nés de scissions ou de regroupements de forces traditionnelles.

*Forza Italia* est né à l'initiative d'un grand patron qui, pour atteindre ses fins, a utilisé sans vergogne les structures de son royaume financier et les puissants médias qu'il possède. Son «parti» a ainsi été créé d'en haut et est totalement identifié à sa personne. Il ne serait pas abusif de parler d'entreprise bonapartiste, tant à cause du rôle décisif du chef qui se veut charisma-

tique, que du rôle de médiateur hégémonique que ce chef a joué pour unifier les différentes composantes de la droite. Il y avait un vide à remplir et Berlusconi l'a compris à temps : voilà la clé de son succès.

La formation du nouveau gouvernement et le discours d'investiture de Berlusconi confirment cette caractérisation. Il s'agissait surtout de se présenter comme un rassembleur des forces «nouvelles» visant à imposer un nouveau régime politique. Cela l'a amené, entre autres, à nuancer des promesses faites tout au long de sa campagne électorale : après avoir promis un million de nouveaux emplois d'ici à un an, il a repoussé l'échéance fatidique à deux ans, puis deux ans et demi. Il est resté assez vague au sujet du fédéralisme, le thème cher à la Ligue du Nord, tout comme en matière de réforme de la Constitution. Cette attitude a d'ailleurs provoqué des grincements de dents chez ses alliés léguistes notamment, ce qui s'est traduit par une rupture fracassante entre Bossi et l'idéologue le plus connu de la Ligue, Miglie.

C'est un avant-goût des difficultés que connaîtra la coalition gouvernementale à l'avenir. L'orientation économique du gouvernement semble marquée par la plus grande prudence. L'initiative privée est évidemment mise en relief, la «flexibilité» du travail indiquée comme solution prioritaire au chômage et des formes de détaxe sont envisagées pour encourager les investissements. Mais, somme toute, il s'agit d'un programme en parfaite continuité avec les orientations des gouvernements Amato et Ciampi. On est loin d'une rupture radicale avec leurs avancées sur le chemin du tatcherisme modéré. Il est significatif que Berlusconi ait déclaré, à la satisfaction des bureaucratie syndicales, vouloir respecter les accords tripartites conclus entre gouvernement, syndicats, et patrons en juillet 1993.

## Fractures et recompositions

Les événements qui ont précédé et suivi les élections ont fait ressortir encore davantage les différenciations et les contradictions qui touchent toutes les couches sociales. Sans revenir sur la composition sociale des différentes formations politiques, il faut quand même souligner un fait majeur : au cours de la dernière campagne électorale, la bourgeoisie industrielle et financière est apparue divisée entre les trois pôles en compétition. Il est significatif que des secteurs importants de la classe dominante se soient rangés derrière les progressistes, tant par méfiance vis-à-

vis de la Ligue et de l'AN que parce qu'ils estimaient que l'entreprise de Berlusconi était vouée à l'échec. Ces secteurs ont fait le choix de soutenir les progressistes pour mieux les contrôler : Achille Occhetto n'est, après tout guère plus radical que François Mitterrand ou Felipe Gonzalez dont les gouvernements n'ont absolument pas menacé la survie et le fonctionnement «normal» du système capitaliste.

En conséquence de quoi, la campagne électorale de *Forza Italia* et des autres fractions de la droite ont été davantage soutenues par les moyens et petits industriels que par le grand patronat. Cela s'est reflété même après les élections, par exemple, dans une interview du nouveau ministre de l'Industrie, membre de la Ligue du Nord, qui a expliqué, entre autres, que «*plutôt que le grand capital, qui préfère la conservation et la médiation, c'est le pôle des entrepreneurs qui a bougé et qui maintenant se prononce en faveur des forces qui constituent le gouvernement*» (1).

Quant aux couches petites bourgeoises, frappées à leur tour par la crise, ou susceptibles de l'être à l'avenir, elles ont opté pour *Forza Italia* justement parce que cette force apparaissait comme étant en rupture avec le régime précédent. En ce sens, l'électorat de Berlusconi n'était pas fondamentalement différent de celui de la Ligue avec laquelle il entrait en concurrence directe dans son effort pour gagner les anciens électeurs de la Démocratie chrétienne et des autres partis centristes.

Certains secteurs ouvriers et populaires ont eu des réflexes analogues à ceux des couches petites bourgeoises. *Forza Italia* a connu un grand succès électoral dans des quartiers populaires de Milan et de Turin. Dans la province de Brescia, ville qui a été le théâtre de mobilisations ouvrières puissantes, la droite a pourtant remporté depuis des années des scores très élevés. Ce qui confirme le manque de crédibilité d'une gauche incapable de présenter une alternative politique d'ensemble.

Au moment même où les résultats des élections étaient connus, dans un contexte de vives polémiques, un processus de réflexions autocritiques et de rectifications s'amorçait. Le patronat n'a pas perdu de temps : en l'espace de quelques jours, il s'est aligné derrière Berlusconi sous prétexte qu'il fallait un gouvernement stable que seule la nouvelle majorité pouvait assurer. Exemple symbolique, le patron de Fiat qui est sénateur à vie et qui avait pris partie en faveur du centre, a finalement voté pour le nouveau gouvernement, contribuant ainsi à lui donner une majorité de justesse. A gauche, si on s'accorde pour constater que les progressistes n'ont

pas constitué une alternative crédible et que les électeurs les considéraient comme des partisans du statu quo. Mais dès qu'ils s'agit de rectifications à entreprendre, les chemins divergent.

Selon le dirigeant du PRC, Fausto Bertinotti, il s'agit de déplacer l'axe de la coalition des progressistes vers la gauche, en adoptant une attitude d'opposition radicale basée sur des mobilisations de masse, en dénonçant le caractère réactionnaire du gouvernement et en luttant contre tout changement constitutionnel allant dans le sens d'une restriction des droits démocratiques. La direction du PDS estime, pour sa part, que l'erreur des progressistes a été de ne pas avoir su réaliser un accord avec le centre, et qu'un tel accord est prioritaire pour organiser l'opposition. En fait, le PDS a déjà réalisé un accord avec le centre — les élus de l'ancienne DC — pour gérer Naples au prix d'une rupture avec le PRC. Des opérations analogues se dessinent en vue des prochaines échéances électorales municipales et provinciales. Tout cela s'ajoute au fait que les groupes parlementaires «progressistes» n'incluent pas le PRC qui a voulu, à juste titre, garder son autonomie. Les autres formations de la coalition «progressiste», surtout la Rete et, dans une moindre mesure, les Verts, sont déchirés par des conflits internes et semblent être en perte de vitesse.

### La gauche déboussolée

Si le débat consistant à déterminer si l'Italie est entrée ou non dans une deuxième République est dénué d'intérêt, il faut dire que le régime instauré à la suite de la chute du fascisme, après avoir fait preuve d'une grande stabilité, s'est lamentablement écroulé et que tout retour en arrière est tout à fait improbable. La recomposition et la reconstruction actuelles sont précaires et l'aboutissement des processus amorcés n'est pas donné d'avance. C'est pour cette raison qu'il est trop tôt pour savoir si la nouvelle expérience italienne pourrait s'étendre à d'autres pays européens. Il paraît peu probable que la principale nouveauté de la politique italienne, la gestion directe du pouvoir par un grand entrepreneur ne renonçant pas aux leviers économiques puissants dont il dispose, puisse faire tache d'huile. En effet, une telle pratique constitue non seulement une anomalie indéfendable du point de vue démocratique, mais crée des problèmes dans les rapports internes aux classes dominantes elles-mêmes. Voilà un obstacle à une généralisation du «berlusconisme» qu'on ne saurait sous-estimer. ★

Rome, 21 mai 1994

# La liberté et le droit pris en otage

Lors des élections de février 1993, Abdou Diouf avait promis aux Sénégalais la création de 20 000 emplois par an, un taux de croissance de 6 % et un renforcement de la démocratie. Au lendemain des élections législatives, le président du Conseil constitutionnel, l'avocat Babacar Seye est assassiné et les auteurs ne sont pas encore identifiés. De larges secteurs de l'opinion accusent le pouvoir.

Badara NDIAYE

**E**n août 1993, le peuple apprenait que le pays était au bord du gouffre, qu'il fallait se serrer la ceinture et s'engager dans un programme d'austérité draconien, dénommé plan d'urgence. En clair, Abdou Diouf n'avait pas dit la vérité aux Sénégalais.

De plus, le plan d'urgence était présenté par le pouvoir comme une alternative à la dévaluation du franc de la Communauté financière africaine (FCFA) et au licenciement de 13 500 agents de la fonction publique. Outre la réduction des salaires des fonctionnaires de 15 % et de ceux du secteur privé de 4 %, ces mesures d'austérité prévoyaient un droit de timbre de 12 % pour les marchandises importées (1) et un renchérissement du coût des intrants agricoles.

Le seul mérite de ce plan d'urgence, c'est d'avoir unifié tous les segments de la nation (partis d'opposition, syndicats, commerçants, paysans, étudiants, société civile). Cela s'est traduit le 2 septembre 1993 par la première grève générale depuis mai 1968, appuyée par une opération «villes-mortes» dans tout le pays.

Même les centrales syndicales traditionnellement opposées, la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS), pro-gouvernementale, et l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS) ont fait bloc pour paralyser tout l'appareil de production



nationale. C'était la première faille dans le dispositif mis en place par le parti socialiste (PS) au pouvoir et la Ligue démocratique/Mouvement pour un parti des travailleurs (LD/MPT, pro-soviétique). Cette période de lutte de masse intense a suscité d'importants débats sur les rapports entre partis et syndicats, particulièrement la nécessité de leur jonction pour mettre fin au régime d'Abdou Diouf. Alors que les secteurs syndicaux de l'aviation, de l'enseignement supérieur, des postes et télécommunications y étaient favorables, la CNTS et des secteurs de l'UNSAS la considéraient comme une politisation sans raisons, de ce qui leur apparaissait à tort comme une lutte strictement syndicale.

A cette divergence, s'est ajoutée l'attitude à l'égard de la réduction des salaires. Alors que l'UNSAS mobilisait les travailleurs autour de «*touche pas mon salaire*», la CNTS appelait à une baisse modulée des salaires selon les revenus (2).

Il faut reconnaître que les directions syndicales n'ont pas pu dépasser leur

1) L'unité des syndicats et des commerçants est liée à cet aspect du plan d'urgence, sous le volet lutte contre les monopoles. En effet, concernant le sucre, un Français, Jean Claude Mimeran, bénéficie du monopole de l'importation du sucre et de sa vente au niveau national (à un prix supérieur à celui du marché mondial), d'une exonération fiscale, d'un espace de 6 000 ha et d'une gratuité de l'eau.

2) La LD/MPT, très prosoviétique, a proposé une approche identique, alors que pour l'UNSAS il était possible de trouver de l'argent en réduisant le train de vie de l'Etat, les missions diplomatiques et les postes de sinécures dans les sociétés nationales.

vision corporatiste pour percevoir qu'en réalité la question du pouvoir était posée dès le 2 septembre et qu'il fallait la résoudre en créant un «tous ensemble» et réaliser la destitution de Abdou Diouf.

L'unité syndicale du 2 septembre céda la place à des grèves générales appelées séparément par les centrales syndicales. Cela s'est traduit par un ralentissement très net du travail et des perturbations de la machine économique.

La division syndicale, renforcée par la répression à la suite des grèves séparées (licenciements, réductions de salaires ajoutées à la baisse de 15 % et 4 %, blâmes et mises à pied) a affaibli la réaction à la dévaluation du franc CFA.

Sous la pression du Fonds monétaire international et de l'Etat français, le franc CFA a été dévalué de 50 %, mais il s'est déprécié de 100 %.

## Thérapie de choc

Cette décision a doublé le coût de la vie, le pouvoir d'achat a baissé de plus de 60 %, le riz principale nourriture de base, a connu une hausse de 30 %, les produits pharmaceutiques de 49 % à 70 %, l'électricité de 25 %. Même les cultures locales ont connu des augmentations de prix du même ordre. Et pourtant le président de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) avait averti que «toute augmentation du prix des produits locaux aura pour effet de rogner les effets positifs de cette mesure» (La dévaluation) (quotidien gouvernemental le Soleil du 24/01/1994).

Même la CNTS, favorable au pouvoir, est pessimiste pour l'économie nationale lorsqu'elle constate que «le niveau des investissements des entreprises tout comme la relance de l'économie se trouvent désormais fortement compromis».

Comment prendre au sérieux l'optimisme du FMI sur les possibilités de résoudre les difficultés économiques du pays par l'exportation sur des marchés déjà engorgés ?

1- Le secteur de la pêche, qui a connu une baisse de ses exportations de 11 % en 1985-91, a vu ses produits récemment bloqués à l'entrée du territoire français.

2- Selon la marine marchande, les flux d'importation vont baisser de 30 % en 1994. Le déficit qui en résultera va créer de fortes tensions inflationnistes.

3- L'UNSA prévoit, au regard des hausses actuelles et à venir, un taux d'inflation de 65 % à 70 %, surtout si on intègre le fait que la BCEAO a augmenté son taux d'escompte à 14,5 %.

4- Le Syndicat professionnel des industries du Sénégal prévoit une situation

désastreuse pour l'économie sur la base d'une étude qu'il a réalisé. Ainsi, 42 % des entreprises étudiées vont licencier 30 % de leur personnel, les deux tiers d'entre elles prévoient une chute de leurs ventes alors que le coût de leurs produits va augmenter de 20 % à 75 %. A cela s'ajoute le coût très élevé des facteurs techniques de production uniquement accessibles à travers l'importation.

5- Le poids de la dette constitue un obstacle de taille. En effet le Sénégal consacre plus de 30 % de ses recettes à payer le service de la dette. Même si le FMI et la Banque mondiale prévoient des réductions de la dette, celles-ci ne semblent pas significatives.

Selon le responsable de la dette «rapporté au montant à la date du 31 décembre 1993, le montant (des réductions) n'est pas très important». Cet euphémisme tente de cacher une situation dramatique : la dette du pays a doublé suite à la dévaluation du Franc CFA pour atteindre 2 000 milliards de FCFA.

6- Les mesures d'accompagnement envisagées par les institutions de Bretton Woods s'élèvent à 290 milliards de FCFA en 1994. Cependant, le ministre du Budget, précise que «les financements extérieurs représentent des mesures d'accompagnement ne couvrant qu'une période limitée de deux ans» (Soleil du 24/01/1994).

7- Même les secteurs qui étaient traditionnellement porteurs d'une certaine prospérité ont connu d'importantes chutes d'exportation entre 1985 et 1991. Il en a été ainsi pour le phosphate —43 %, et la confection —7 %. Il est impossible de faire face simultanément à la dévaluation, à l'ajustement structurel et à ses conséquences (échec scolaire massif, chômage chronique, exode rural...) et d'améliorer le niveau de vie des populations. Le pays est devenu un vaste champ d'angoisse pour les masses des villes et des campagnes. Malgré les accords de mars 1994 entre syndicats et gouvernement sur l'augmentation des salaires de la fonction publique de 150 FF par mois (3), les licenciements nés de la dévaluation ont déjà commencé dans le secteur privé, à la SONACOS (Société nationale de commercialisation des oléagineux), avec comme cible principale les délégués syndicaux et les militants du syndicalisme autonome. De plus, le FMI exige le licenciement de 13 500 travailleurs de la fonction publique et le démantèlement du Code de travail, alors que la minorité au pouvoir s'accroche à ses privilèges et se discrédite par son implication dans des assassinats, le trafic de drogue et le détournement des deniers publics (4).

## Les événements de février 1994

Le 16 février 1994, l'opposition, réunie au sein de la Coordination des forces démocratiques (CFD), organise à Dakar un meeting pour dénoncer la dévaluation et ses effets, la corruption et la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales.

Au moment où se tenait ce meeting, des loubards armés par le pouvoir attaquent le dépôt des cars de transports, brûlent tout sur leur passage, cassent les voitures particulières et coupent les fils des télécommunications. D'autres s'attaquent, à partir du meeting, à des policiers et en tuent six. Enfin, un autre groupe marche jusqu'au palais et jette des pierres aux gardes.

48 heures après, Landing Savané (And Jéf/PADS) et Abdoulaye Wade (PDS) sont arrêtés en même temps que d'autres députés (sans la levée de leur immunité parlementaire) et des militants du mouvement religieux laïc Moustarchidine wal moustarchidat et accusés de flagrant délit.

Ce qui a été contesté par toute l'opinion nationale et internationale grâce à une pression très forte à laquelle ont participé entre autres la Quatrième internationale, le Congrès américain, le Parti socialiste français, le FPI de Côte d'Ivoire, le Parlement européen et Amnesty international, la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, etc.

Discrédité par ces actes criminels qui résultent de luttes de clans internes au parti au pouvoir, Abdou Diouf cherche des boucs émissaires.

La pression doit se poursuivre jusqu'à la libération des prisonniers. Les étudiants et les élèves ont élevé la riposte : grève de la faim, manifestations de rue. En réalité, l'exercice des droits démocratiques menace le pouvoir qui envisage même d'inculper les avocats de la défense pour offense à un magistrat. ★

Envoyez des lettres de protestation à la Présidence, Abdou Diouf, Avenue Roume Dakar, Fax 221- 258054.

En réalité, pour les institutions de Bretton Woods et le patronat, le manque de compétitivité de l'économie sénégalaise est dû à une rigidité du Code du travail,

3) Le gouvernement a refusé des augmentations supérieures pour éviter, selon lui, une deuxième dévaluation du FCFA.

4) L'aide italienne, le «Commodity aid» (avant dévaluation) a été détournée par des fonctionnaires italiens, l'ambassadeur d'Italie au Sénégal et de hauts dignitaires de l'appareil d'Etat.

au coût prohibitif de la main-d'œuvre et à l'existence de sureffectifs (5).

Les bailleurs de fonds, l'Etat et le patronat sénégalais visent des objectifs précis : déconnecter le salaire d'avec le SMIG, ajuster les charges salariales sur le niveau de la production, briser la capacité de négociation collective des travailleurs en promouvant des commissions paritaires sectorielles, réduire puis supprimer la notion de prise en charge relativement à l'hospitalisation et aux produits pharmaceutiques.

## Vers une société duale

A la place d'un syndicalisme de combat, la sainte alliance Etat-patronat-FMI cherche à promouvoir l'idée et la pratique d'un pacte social fondé sur le partenariat et la culture d'entreprise, en opposition à la lutte revendicative et à la «gestion démocratique» (6).

Pour atteindre cet objectif il faut en priorité rendre difficile dans l'esprit des travailleurs l'exercice du droit de grève. Il est évident que cette remise en cause programmée du statut social des travailleurs ne peut se faire sans affrontement, sans défaite durable des secteurs radicaux du monde du travail (aviation, éducation, postes et télécommunications).

Le point de vue de la direction de l'UNASAS selon laquelle la place de la monnaie CFA dans l'économie mondiale est liée au niveau des revendications syndicales est une illusion pleine de risques. La politique d'autolimitation syndicale ne conduira pas la France et le FMI à être «raisonnables et philanthropiques». Elle risque à terme de conduire au néoréalisme, avec des conséquences incalculables pour le monde du travail. Voilà le programme de guerre du FMI contre les libertés et la dignité de notre peuple. L'offensive idéologique de l'Etat et du patronat, appuyés par le FMI, s'accompagne d'une négation des libertés syndicales et démocratiques. Non seulement les manifestations de l'opposition et des syndicats sont interdites, mais les députés sont arrêtés et emprisonnés sans preuve de culpabilité ni levée de l'immunité parlementaire. La télévision et la radio la censurent ou boycottent ses activités, la police et la gendarmerie pratiquent la torture entraînant la mort (7). «La vitrine démocratique du continent africain» vole en éclat. Elle a perdu sa valeur d'échange. La minorité au pouvoir ressemble à une mafia traquée.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la loi d'habilitation votée par le Parlement, qui donne à Abdou Diouf le pouvoir de décider seul pendant six mois

sur la base d'un simple acte administratif : les ordonnances. Bloquer l'expression parlementaire de l'opposition fait partie de cette prise d'otage des libertés et des droits démocratiques.

## La conférence nationale

A l'évidence, la formule politique qui consiste à coopter des secteurs de l'opposition dans un gouvernement dirigé par le Parti socialiste (PS), s'épuise très nettement. Le remaniement ministériel envisagé n'améliorera pas la situation des Sénégalais. Il faut plus et mieux.

Il est vrai qu'en Afrique, le concept de Conférence nationale a été mis en œuvre pour réaliser des réformes constitutionnelles et créer un espace politique pluriel (Zaïre, Togo, Bénin). Cette méthode a été dans l'ensemble appuyée par les puissances impérialistes afin d'installer des équipes plus aptes à gérer leurs propres intérêts. A y regarder de très près, les attentes des peuples de ces pays n'ont pas été satisfaites. Au contraire, cela a créé des situations tragiques comme au Zaïre.

Notre conception de la Conférence nationale intègre simultanément la Conférence africaine pour l'alternative continentale. En effet la Conférence nationale est une approche de réformes structurelles transitoires pour promouvoir la voie à l'alternative. Elle constitue, le débouché politique du *Folli* (8) et vise, entre autres, au démantèlement de l'espace présidentieliste (réseaux de corruption, mécanismes institutionnels et idéologiques de détournement, du pouvoir du président de la République...), à la réorientation des politiques économiques et sociales, à la réforme du système éducatif, à une politique d'emploi effective et à répondre à la question de la souveraineté dans un monde unipolaire.

Il ne s'agit en aucun cas de rechercher des postes ministériels dans un gouvernement d'union nationale, capable de gérer les intérêts de l'Occident. La Conférence nationale doit amorcer «les ruptures structurelles décisives», capables de donner une impulsion populaire à l'alternative.

Cette conception de la Conférence nationale va à l'encontre des projets de la BM et du FMI car elle part du principe que des solutions nationales durables sont impossibles et qu'il faut revoir les liens de dépendance avec les pays impérialistes.

C'est une alternative à la vision des Etats-nations de la sous-région regroupée au sien de l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (l'UEMOA), dont le but est d'accueillir les délocalisations prochaines de Maastricht.

C'est maintenant que les partis de la

gauche, les organisations syndicales, les nationalistes et les jeunes doivent tout faire pour mettre sur pied une structure panafricaine de coordination et d'action, comme ce fut le cas avec la tentative du Forum panafricain de Dakar en décembre 1994 ★

Dakar, le 24 mars 1999

5) Le FMI et la BM n'ont pas accordé d'importance aux détournements des deniers publics, aux sommes placées dans les banques étrangères par les élites, au coût de l'armée et des forces de police.

6) Le concept de «gestion démocratique» a été développé par le syndicalisme enseignant pour s'opposer au modèle fondé sur la promotion et la protection des alliés politiques.

7) Lamine Samb, militant du Mouvement des moustarchidines, a été arrêté et torturé à mort à la Division des investigations criminelles. C'était à la suite du meeting de la coordination des forces démocratiques qui a fait 8 morts après des provocations du pouvoir (voir *Inprecor* n° 378).

8) Ce slogan très mobilisateur signifie «*destituer Abdou Diouf*», il a été la base de ralliement de And Jét/PADS lors des élections de février 1993.

## Al-Mitraqa n° 10 vient de paraître

Revue en langue arabe, publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale.

Au sommaire :

► Un débat sur les accords entre l'OLP et Israël réunissant Salah Jaber, Sergio Yahni et Michel Warschawski et Tikva Honig-Parnass.

► Une analyse de l'intégrisme islamique en Palestine.

Vous pouvez vous le procurer au prix



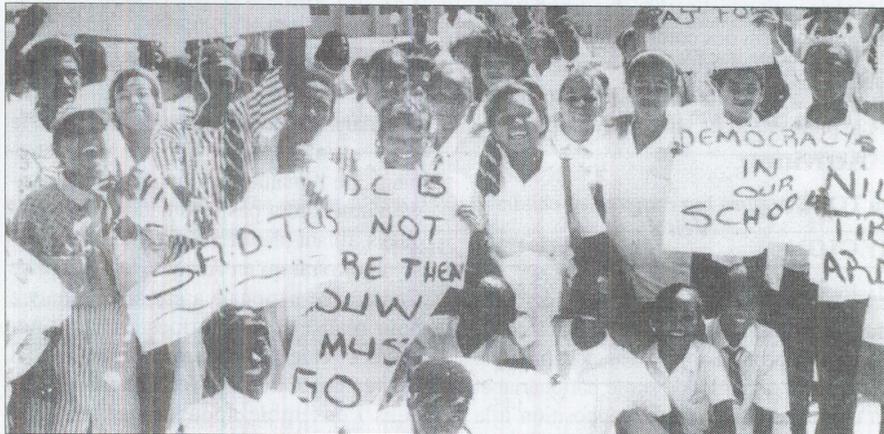
de 25 FF l'unité (frais de poste inclus) en écrivant à :

Inprecor, BP 85,  
75522 Paris CEDEX 11, France

# «Enfin libres !»

«Vous avez fait montre d'un tel calme, d'une telle patience dans votre détermination à revendiquer ce pays comme le vôtre et d'une telle joie que vous pouvez aujourd'hui crier par dessus les toits : "enfin libres !"». Tels étaient les mots d'un Nelson Mandela rendu optimiste par les résultats des élections d'avril 1994.

Patrick BOND\*



Dans les jours qui ont suivi les élections, peu de militants du Congrès national africain (ANC) se préoccupaient du caractère «semi-libéré» d'un gouvernement qui compte parmi ses ministres une pléthore de figures de la nouvelle «opposition» — aux Affaires intérieures, aux Finances et à la direction de la Banque nationale. Pas plus qu'ils ne semblaient préoccupés par le spectaculaire aveu de soulagement de Mandela devant le fait que l'ANC n'ait pas atteint les 67 % requis pour réécrire seul la Constitution d'inspiration conservatrice.

Ni du fait que l'ANC ait fermé les yeux sur la fraude électorale et le marchandage de voix, qui ont fait passer l'ANC de deux-tiers à 63 % des voix. Ni de l'inclinaison modérée des ministres de l'ANC ou de la persistance de la bureaucratie de l'apartheid jusqu'à 1999 au moins. Ni par une Constitution prévoyant un système très fédéral contrairement aux appels pour un Etat unitaire à l'époque où l'ANC était en l'exil.

Il reste toutefois un certain sentiment d'amertume au Kwazulu/Natal suite aux fameuses pannes logistiques de la machine électorale. La Commission électorale indépendante est considérée comme incompétente même par les plus a-critiques des observateurs, grâce à son incapacité à contenir la fraude à grande échelle. Nettement plus inquiétantes sont les perspectives confrontations avec l'Inkhata — pas seulement au Kwazulu mais également dans le East Rand (les environs de Johannesburg) — et avec les Afrikaners partisans d'un *Volkstaat* (un Etat pour les

Blancs), même si ces derniers sont loin des 800 000 voix qu'ils visaient. Quelques dizaines seulement de militants d'extrême droite ont été provisoirement arrêtés et on s'attend à une nouvelle vague d'attentats à la bombe, d'assassinats et d'actes de sabotage dans le cas où l'obtention d'un *Volkstaat* leur sembleraient hors de portée.

Et c'est la plus grande confusion qui règne dans la nouvelle Assemblée nationale du Cap et dans les neuf Assemblées provinciales, alors que la plupart des nouveaux élus semblent davantage préoccupés par les questions d'indemnités entre autres à-côtés, que par la poursuite de la lutte de libération. Les revenus du président Mandela ont été fixés à 400 000 rands (111 000 dollars) par an et ceux des ministres à 300 000 rands. La formation d'une petite bourgeoisie, déjà bien entamée durant la campagne, a été à peine entravée par les efforts méritoires pour limiter les salaires.

Qu'en sera-t-il des problèmes plus durables de l'économie; de l'inégalité sociale, entre les sexes et des relations ethniques qui ont tourmenté tous les gouvernements nationalistes victorieux en Afrique ? Quelles politiques concrètes proposera le mouvement de libération le plus généreusement soutenu de toute l'histoire ? Y-a-t-il en Afrique du Sud des leçons stratégiques et tactiques plus générales à tirer pour la gauche ?

«Nous sommes devenus le parti majoritaire sur la base du contenu du programme de reconstruction et de développement» affirmait Mandela lors de la magnifique nuit de son investiture. Et d'ajouter : «Ce programme sera la pierre angulaire, la fondation sur laquelle reposera le Gouvernement d'unité nationale. J'appelle

tous les dirigeants politiques appelés à en faire parti à le respecter.»

Le Programme de reconstruction et de développement (RDP), avec ces 147 pages et les multiples commentaires qu'il a suscité dans la presse, reste peu connu dans les détails et dans ses implications (1). *The Economist*, par exemple, notait avec joie que la mention de salaire minimum en avait été exclue et que son financement se ferait par des «ponctions sur les prêts de la Banque mondiale». Même une lecture en diagonale prouverait qu'il n'en est rien. Mandela lui-même a affirmé à la presse après les élections qu'il n'y avait «pas un seul mot à propos des nationalisations» dans le RDP (ce qui est faux) et qu'«aucune parcelle d'idéologie marxiste» n'avait pénétré dans le document (ce dont beaucoup disconvieraient).

Pour beaucoup dans le Parti communiste (SACP), les dures et sans doute inutiles paroles de Mandela ont constitué un coup par surprise. Langa Zita, un jeune membre de la gauche du SACP, y a réagi en disant qu'«avec ces mots, Mandela se coupait d'une immense partie de la base de l'ANC.»

Ces propos anticommunistes étaient sans doute les derniers échos des efforts déployés à la veille des élections pour enrayer une vague de grèves sauvages, d'occupations de terre et d'autres formes d'action de masse — avec, cette fois, non

\* Patrick Bond est un économiste, il est l'auteur de *Commanding Heights and Community Control : New Economics for a New South Africa* (Ravan 1991) et travaille avec les associations communautaires et les syndicats en Afrique du Sud et au Zimbabwe.

1) Il s'agit d'un document adopté par les organisations membres de l'Alliance du Congrès comme guide pour son action gouvernementale.

pas la poigne de fer des forces de sécurité, mais plutôt la faible imploration du porte-parole du SACP, Joe Slovo, de l'ancien dirigeant des mineurs, Cyril Ramaphosa et du gouvernement de transition. Comme c'était prévisible, les tentatives pour éteindre les braises du mécontentement ont échoué. La fonction publique et les compagnies minières ont été le lieu de conflits sociaux à la fin avril et début mai : les fonctionnaires ont réclamé le paiement immédiat de leurs retraites et une grève de 10 000 mineurs de l'or a suivi une manifestation de 8 000 mineurs du platine. Comme l'a montré l'année passée le rejet par le Comité national exécutif de l'ANC de la proposition de Mandela d'abaisser le droit de vote à l'âge de quatorze ans, le cours erratique du nouveau président ne change rien aux tendances lourdes de la lutte de libération. En fait, la gauche possède, à de nombreux égards, plus de raison que les modérés de l'ANC pour être optimiste quant à ce gouvernement et à une société civile redéployée. Certes, les retours en arrière sur des positions progressistes sont monnaie courante de la part de pragmatiques comme Trevor Manuel (aujourd'hui ministre du Commerce et de l'industrie) ou Tito Mboweni (ministre du Travail), mais également du Vice-président Thabo Mbeki ou de Ramaphosa pour ce qui est des plus hauts échelons de l'ANC.

La gauche de l'ANC possède effectivement trois personnalités indépendantes parmi les vingt parlementaires de premier plan : Phallo Jordan, l'ancien secrétaire général du COSATU, Jay Naidoo (ministre responsable du RDP) et l'ancien dirigeant métallurgiste et dirigeant communautaire Moses Mayekiso. Les parlementaires du SACP sont 16 sur les 50 premiers de l'ANC, dont Joe Slovo (ministre du Logement et de l'Etat-providence), des chevilles ouvrières du parti comme Blade Nzimande et Tenjiwe Mthintso, et des syndicalistes Sidney Mufumady (ministre de la Police) et Chris Dlamani.

La gauche de l'ANC est-elle encore bien à gauche ? Slovo, auteur du compromis de Sunset Clause, qui à la fin 1992 a signifié l'arrêt de la politique d'action de masse et la pérennisation de la bureaucratie blanche et masculine de l'apartheid, a dévoilé davantage la modération de ses réflexions politique en définissant lors d'un débat télévisé la révolution comme «quelque chose qui va du passé dans l'avenir». Autre indicateur : le vétéran du COSATU, Jeremy Baskins, qui dirige le département de recherche et qui a écrit une histoire du syndicat (1), fait aujourd'hui la promotion du «corporatisme» et se lamentait du fait que le capital n'est pas suffisam-

ment organisé pour réaliser les accords conclus.

Le glissement vers des positions social-démocrates de droite de secteurs en déclin du SACP supporte mal la confrontation avec le radicalisme des cadres syndicaux les plus avancés et de la gauche syndicale.

### Profil social-démocrate

Un des points d'achoppement a été la clause sur le droit des patrons à lock-outer les grévistes qui devait être inscrite dans la nouvelle Constitution. Slovo s'est excusé du soutien qu'il y a apporté devant une manifestation de travailleurs fin novembre «lorsqu'on porte un costume, camarades, on change parfois d'idéologie».

La stratégie «post-fordiste» promue par les anciens ouvriéristes du COSATU — prônant une intégration accélérée à l'économie mondiale, la «japonisation» des relations de travail, un contrat social, entre autres — est rejetée par les travailleurs de branches (l'automobile, de la métallurgie et de l'industrie du papier par exemple).

En lieu et place de cette stratégie, un courant de gauche de l'Alliance du Congrès visent, de façon nuancée, à la réalisation de «réformes structurelles». Ainsi, plutôt que d'accepter la logique du capital — David Lewis, la figure de proue du post-fordisme dans le COSATU, va même jusqu'à vouloir imposer la logique du capital à l'économie arriérée et raciale sud-africaine — Langa Zita propose de «transférer certains secteurs de l'activité économique de la médiation du marché vers la société.» Pour reprendre les mots d'un éminent membre de la gauche du COSATU, ancien secrétaire général du syndicat de la santé et actuellement député, Philip Dexter il faut «trouver les moyens d'ouvrir des alternatives au marché capitaliste ; en revenant sur la marchandisation de certaines ressources ou services, par exemple.»

### Démarche fructueuse

La démarche consistant pour les syndicats et les associations civiques des milliers de townships ou de villages à s'appuyer sur la logique explicitement non-capitaliste du RDP en matière de logement devrait être très fructueuse. Le document dit en effet que «des mécanismes (comme les délais obligatoire pour la revente ou le remboursement des subventions en cas de transfert de propriété) doivent être introduits pour empêcher la spéculation et les tentatives de faire chuter artificiellement le prix de la terre...» Dex-

ter propose donc «une possibilité d'accès associatif aux ressources économiques. Le logement, par exemple, pourrait être proposé par le biais d'association, et offert sous forme de propriété non-cessible». Zita prône la propriété collective de la terre et à la création de banques populaires pour le développement. Mzwanele Mayekiso, un intellectuel du mouvement des civics défend la nécessité d'un «tissu socialiste» d'initiatives de développement communautaires centrée sur les organisations populaires.

Cette approche s'inscrit très bien, selon Jeremy Cronin, un idéologue du SACP, dans le RDP lui-même. Cronin a apporté une contribution significative au RDP, permettant, pour ce qui est du chapitre «Démocratiser l'Etat et la société», aux éléments radicaux de la société civile de «s'engager dans le RDP en tant que socialistes» en commençant par obtenir un accès aux ressources. Le RDP promet que «les mouvements sociaux et les organisations communautaires auront une importance centrale dans les efforts pour démocratiser et développer notre société. Il faut veiller à leur fournir les moyens de s'adapter à leur nouveau rôle. Il faudra également faire en sorte que ces formations soient structurées dans les endroits où les secteurs où elles sont faibles ou inexistantes.»

Comme le disait Moses Mayekiso à ses partisans dans l'Organisation nationale des civics (SANCO) : «nous sommes en droit d'attendre des subventions pour notre travail d'organisation à la base. Tout en veillant, bien sûr, à ce que cela ne nous rende pas dépendants.» SANCO, malgré une histoire riche en batailles de masses, a parfois du mal à échapper à une dérive corporatiste comparable à celle qui attire les équipes dirigeantes du COSATU, dans une période où rien que survivre était déjà un exploit pour une association de masse.

Mais comme d'autres mouvements sociaux urbains dans les sociétés semi-périphériques, SANCO pourrait être bien différente en tant que représentante d'un phénomène associatif significatif qui établit un lien entre, d'une part, les travailleurs urbains et, de l'autre, les pauvres des villes et des campagnes. Dans le monde entier, ce type de structure s'avère être l'outil de l'opposition la plus vigoureuse à aux programmes d'ajustements structurels néolibéralistes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. ★

Johannesbourg, 28 mai 1994

2) Striking Back, Verso, Londres, 1991.

# La question de la terre

**«De tous les mécanismes qui sont à la source de l'injuste distribution du pouvoir et des richesses caractérisant l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, peut-être aucun n'a été plus décisif et n'a eu une importance aussi immédiate pour la plupart des communautés noires que la dépossession de la terre. Par conséquent la dépossession de la terre s'est apparentée à une destruction nationale». Ces mots sont ceux de Frederick de Klerk dans La moisson du mécontentement.**

Brian ASHLEY\*

La question de la réappropriation de la terre a été un des thèmes centraux des organisations du mouvement de libération nationale. Cependant, et c'est une des bizarreries de la lutte politique en Afrique du Sud, aucune organisation n'avait, il y a encore peu de temps, été capable d'énoncer un programme complet de réforme agraire et de reconstruction rurale. Dans ce secteur, les stratégies mises en œuvre ont trouvé leur place auprès des luttes menées par les travailleurs urbains dans leurs syndicats et leurs quartiers, et elles ont permis leur renforcement.

Et pourtant, c'est dans la manière dont la terre a été monopolisée par une minorité blanche que l'inégalité raciale est la plus manifeste. Corriger cet héritage de la domination de la minorité blanche, voici bien le défi le plus difficile auquel se trouve confronté le gouvernement d'unité nationale dirigé par l'ANC.

La distribution de la terre en Afrique du Sud est l'une des plus inéquitables au monde. Un ratio bien connu suffit à le montrer : 87 % des terres se trouvent concentrées entre les mains de seulement 13 % de la population (blanche). Cette distribution injuste de la terre était, au départ, le produit de la conquête coloniale. Mais elle a été ensuite consolidée par des textes législatifs, la loi sur la terre de 1913, la ségrégation et l'apartheid. L'expropriation

des Noirs, leur regroupement dans des homelands, leur exclusion du statut de citoyen, et le système de travail migrant bon marché qui en a résulté, voilà quels ont été les piliers sur lesquels le système d'apartheid s'est bâti. Ils ont donné une signification particulière à la question de la terre en Afrique du Sud.

## Propriété de la terre

Ces mesures ont donné naissance à deux catégories de terres. La première comprend ce qu'on a appelé les fermes blanches. Bénéficiant d'importantes subventions, les fermes commerciales blanches possèdent d'énormes étendues de terres et emploient 1,2 million ouvriers agricoles. Un système fondé sur la répression sévère et les brutalités a garanti une main-d'œuvre totalement soumise et bon marché. Environ 90 % de la production agricole de l'Afrique du Sud doit être attribuée à la communauté formée par les fermiers blancs, qui possède 85 % des terres agricoles mais ne représente que 0,17 % de la population totale.

La seconde catégorie comprend des terres en grande partie possédées et contrôlées par l'État : les ex-homelands. Environ 50 % de la population d'Afrique du Sud y réside. La grande majorité n'a pas de terre, vit dans des conditions misérables, tirant ses maigres ressources des salaires et des pensions provenant des villes. Une grande proportion des habitants des homelands a été mise à la porte des fermes blanches, expulsée de ses propres fermes, chassée des villes ou concentrée dans des bidonvilles ruraux à la suite de déplacements forcés hors des «emplacements noirs». A cause de la surpopulation des «réserves» et du manque de développement de ces zones, un désastre écologique s'est produit. Il en est résulté l'existence de vastes étendues de terres impropres à la production agricole.

Le sous-développement des homelands se caractérise par une extrême pauvreté, le manque d'infrastructures et une quasi-absence de services sociaux. Le degré d'analphabétisme est particulièrement éloquent : selon des estimations récentes, la proportion d'analphabètes dans les homelands et dans les autres zones rurales du pays s'élève à 67 %. Huit ouvriers agricoles sur dix sont incapables

de lire ou d'écrire.

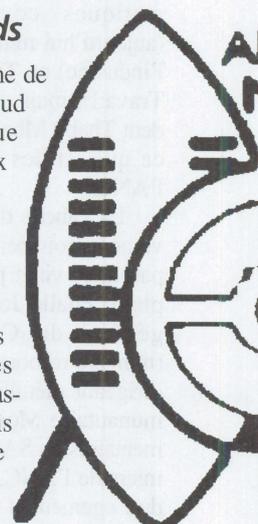
Seule une minuscule proportion de Noirs a encore un accès direct à la terre en tant que paysans et petits fermiers, et ceux qui possèdent une ferme commerciale ne sont qu'une poignée et se comptent en centaines. Leurs exploitations se trouvent concentrées dans les homelands et dans les quelques zones possédées encore par les Noirs sur ce qu'on appelle la *platteland* blanche. Dans les homelands, il y a ordinairement 0,16 hectare par personne. Il n'y en aura plus que 0,1 en l'an 2000. Il y a très peu de moyens de subsistance, un grand manque de ressources, et l'aide de l'État est minime ou inexistante. Par contre ses représentants se livrent à des abus de pouvoir.

## Les homelands

L'essence du problème de la terre en Afrique du Sud réside dans le fait que l'objectif assigné aux homelands était d'absorber la population noire, de telle manière que les fermes blanches et les zones urbaines n'aient pas à supporter les coûts sociaux et économiques dus à l'existence d'une classe ouvrière noire. Tandis que la production agricole déclinait, et que de plus en plus de gens se retrouvaient sans terres ou en manquaient de manière criante, les homelands sont devenus presque entièrement des instruments du gouvernement pour exercer un contrôle politique et social sur les millions de Noirs qui, s'ils avaient été autorisés à s'installer en ville, auraient menacé la stabilité du système d'apartheid. Plutôt que d'en faire des régions agricoles viables, le gouvernement les a utilisés littéralement comme des «dépotoirs» pour les populations noires qu'il voulait écarter des zones urbaines. Comment ces gens allaient survivre une fois abandonnés dans les homelands, voilà une question dont le gouvernement a choisi de ne pas se préoccuper.

La revendication de la réappropriation

\* Militant socialiste-révolutionnaire sud-africain.



de la terre est devenue centrale pour plusieurs raisons. Non seulement à cause du nombre de gens qu'elle concerne, et qui, aujourd'hui, connaissent dans les zones rurales les formes les plus extrêmes de pauvreté, de privation, d'arriération et d'impuissance, mais aussi parce que la résolution de la question de la terre aura des implications profondes pour la vie des communautés les plus urbanisées et industrialisées d'Afrique du Sud. En effet, la question de la terre concerne les millions de Noirs qui sont encore officiellement des travailleurs migrants vivant dans les campements miniers et des foyers dans les centres urbains, ou à leur proximité. Elle touche également des millions d'autres personnes, qui ont fui la misère des homelands pour chercher du travail en ville. Etant données les carences du gouvernement en matière de politique du logement et de planification urbaine, des millions de Noirs sont condamnés à vivre dans des cahutes, sur des terrains libres qu'ils squattent autour des villes ou dans leurs centres. Pour cette raison, la question de la terre concerne presque toutes les couches de la société noire, qu'elle soit rurale ou urbanisée. Par conséquent, dans la conscience de la population noire, la question de la terre est inséparable de celles de l'oppression nationale, de la conquête coloniale et de la dépossession imposée par les Blancs.

La solution du problème foncier et l'avenir de la population rurale sont liés à la revendication de droits politiques, de terres pour y vivre et de terres pour y travailler. C'est pourquoi, après que les résultats des élections ont montré qu'il avait gagné avec une large majorité, l'ANC a manifesté très vite son intention d'entreprendre presque immédiatement un programme de redistribution de la terre.

## La Constitution et la terre

Les clauses de la nouvelle Constitution sur la protection de la propriété privée et la législation existant déjà à ce sujet vont avoir un effet paralysant sur tout programme sérieux de réforme agraire. Bien que la nouvelle Constitution comprenne des dispositions permettant l'expropriation, elle n'est possible que s'il y a indemnisation, et seulement si c'est pour satisfaire l'«intérêt général». L'intérêt général fait référence aux cas où une expropriation doit être effectuée pour rendre possible la construc-

tion de routes, de bâtiments publics, etc.

Certes, la Constitution prévoit bien un droit de réappropriation pour ceux qui ont perdu leurs terres et leurs biens à la suite des mesures d'apartheid. Mais ce droit ne concerne que les événements postérieurs à juin 1913 et pour lesquels l'Etat certifie que cela est praticable !

Un mouvement pour la terre a commencé à se faire jour ces dernières années. Cela fut le résultat d'une activité politique croissante dans les zones rurales et de l'action menée par les organisations populaires et les ONG. Maintenant que la transition vers une société post-apartheid se met en place, les formations du mouvement démocratique de masse et les ONG progressistes portent un intérêt et une attention croissants aux problèmes de réforme agraire et de développement rural. Ce travail a débouché sur des mobilisations de communautés particulièrement touchées par les dépossession pour obtenir le retour de leur terre. Certaines communautés rurales ont même réussi à retrouver leurs terres. Il en est également résulté un certain nombre d'incidents, où s'est esquissée une espèce de mouvement de saisie de terres : on a vu en effet des gens revenir sur leur ancienne terre et l'occuper.

## L'exigence des communautés rurales

Une conférence nationale d'une grande importance s'est tenue au début de l'année. Des centaines de communautés rurales se sont rassemblées pour formuler leurs revendications de réforme agraire. L'ambiance était très militante. Des délégués ont contesté la Constitution, disant qu'ils voulaient pouvoir réclamer des terres expropriées depuis 1652 (date d'arrivée des premiers colons blancs en Afrique du Sud) et non depuis 1913 seulement. En désaccord avec l'article de la Constitution qui veut que le requérant doive se présenter en justice, un délégué déclara que ce mécanisme devait être rejeté. Il mit les points sur les i, déclarant : «*Ce ne sont pas les victimes que l'on traîne au tribunal, mais les voleurs.*» Les délégués lancèrent un avertissement à l'ANC : ils allaient voter pour l'ANC lors des prochaines élections, mais si en cinq ans des progrès n'étaient pas accomplis dans le retour des terres, alors l'ANC les trouverait sur son chemin.

La question de la terre touche à un autre aspect central de la lutte pour la liberté, à savoir la question de l'émancipation des femmes. Dans la société rurale, les plus défavorisés sont les femmes noires. Bien que la majorité des tra-

vailleurs agricoles soient des femmes, peu sont employées à plein temps. La plupart des femmes qui travaillent dans les fermes sont employées de manière occasionnelle ou saisonnière, en concurrence avec les enfants. Alors qu'elles constituent la colonne vertébrale de la production agricole menée à petite échelle dans les réserves, leur relation à la terre est totalement dépendante des hommes. Ainsi, leur accès à la terre s'enracine à la fois dans le système légal formel et dans les lois indigènes.

La conférence a connu un débat animé sur ce point. Les femmes réclamaient le droit de posséder elles-mêmes des terres, et demandaient que soit mis fin à la pratique de la polygamie. En raison de l'opposition des chefs traditionnels, il n'a pas été possible de statuer sur ces questions à la conférence. La discussion a été reportée dans les régions. Peu après la conférence, pour montrer leur détermination, les délégués se sont rendus en manifestation au Conseil exécutif de transition, où ils ont exposé leurs revendications. Dans les prochains mois, le nouveau gouvernement va être confronté à des contradictions et à des pressions concernant la réforme agraire.

La détermination de l'ANC à rester un mouvement populaire va être soumise à rude épreuve. Dans quelle mesure l'ANC se montrera-t-il sensible aux revendications de redistribution des terres sur une grande échelle ? Cela reste à voir. Pour se livrer à des redistributions, une possibilité réside dans l'obtention de terres des fermiers blancs lourdement endettés. On estime que les fermiers blancs se sont endettés à hauteur de 17 milliards de rands. Si les banques exigeaient d'être remboursées, environ 40 % des 67 000 fermiers blancs seraient immédiatement éliminés. Le gouvernement pourrait alors disposer de leurs terres en les acquérant auprès des banques.

Avec le soutien du PAC et d'autres partis plus petits, l'ANC peut réunir la majorité des deux-tiers, nécessaire pour changer la Constitution, et se donner une plus grande marge de manœuvre afin de disposer de terres pour se livrer à des redistributions dans les meilleurs délais.

Il est bien clair que la question de la terre va rester présente, et qu'elle pourrait devenir une question-clé pour de nouvelles luttes et de nouvelles formes d'organisation. ★

Le Cap, mai 1994



DOSSIER

# La gauche en question

La naissance de la démocratie est toujours et partout un processus difficile. Les terribles événements accompagnant l'agonie de l'Apartheid ne peuvent que brouiller le processus politique fondamental qui est en cours.

Carl BRECKER

La gauche s'attendait à ce que la démocratisation de l'Afrique du Sud se fasse par une révolution incluant un soulèvement armé contre l'intransigent régime de l'apartheid. Toute notre politique était fonction de cette fin, qui n'a pas eu lieu en dépit des longues années de lutte, des sacrifices et des trop nombreux morts.

Ce qui paraissait impossible il y a quelques années vient de se produire : l'ANC et le Parti national s'appêtent à former un gouvernement d'unité nationale ; le droit de vote a été accordé à tout le monde ; la démocratie dont jouissaient « les seuls Blancs » a enfin touché les noirs. Mais pas suivant la trajectoire imaginée par la gauche, ni avec la forme ni avec le contenu auxquels on s'attendait : la démocratie révolutionnaire, directe et participative, qui fonderait le nouvel Etat en faveur des classes laborieuses et des pauvres et assurerait une participation populaire dans toutes les sphères de décisions, n'est pas survenue en Afrique du Sud.

On a assisté à l'avènement d'une démocratie bourgeoise basée sur la séparation entre l'économique et le politique. Tant le patron que le travailleur ont aujourd'hui le droit de vote, mais il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont pas égaux. La Constitution et la voie parlementaire excluent toute possibilité d'un transfert du contrôle de l'économie et des entreprises des patrons aux travailleurs.

La question centrale sur laquelle De Klerk n'a pas transigé durant les négociations est celle des mécanismes garantissant que le Congrès ne pourra rien changer au fait que le caractère sacré de la propriété privée. Une fois De Klerk, le représentant du grand capital, assuré que la Alliance du



Congrès avait accepté les termes de la nouvelle Constitution, il est devenu généreux sur toutes les autres questions : il s'est montré disposé à céder un *Volkstaat* (homeland pour les Blancs afrikaners) ou un Etat pour les Zoulous ou même des pouvoirs régionaux accrus. Il a donné un cheval à la droite et même pas une alouette à la gauche.

## Une démocratie imparfaite

La réalité de ces élections est que le caractère social du gouvernement ne reflétera pas les votes de la grande majorité du prolétariat noir et des pauvres. Le gouvernement d'unité nationale s'est fait sur la base des accords politiques réalisés au cours des négociations, et les partis minoritaires ont des places garanties au sein du cabinet.

Nous caractérisons le nouveau gouvernement comme un gouvernement de collaboration de classes, car le Parti national (NP) et le Parti démocrate (DP) représentent le grand capital et les classes moyennes, alors que l'alliance de l'ANC, du SACP et du COSATU représente la majorité noire, les travailleurs, les pauvres et la petite classe moyenne noire. Que l'ANC ait la majorité des sièges au sein du Parlement ne changera rien au fait que l'alliance bourgeoise restera la force dominante.

Ensuite, la formule de gouvernement régional donne un poids démesuré aux vieux partis des classes dirigeantes (l'Inkatha au Natal, celui de l'ancien appareil dirigeant dans le Bantoustan de Transkei, le NP au Cap, etc.), vidant une fois de plus le vote national de son contenu de classe. Enfin, toutes les clauses qui limitent la possibilité de l'Assemblée constituante de modifier les dispositions constitutionnelles

négociées préalablement, limitent aussi le processus démocratique.

La majorité noire attend de l'ANC qu'il adopte des mesures en sa faveur, ignorant que les accords politiques lui ont lié les mains.

Les acquis démocratiques sont en deçà des demandes avancées dans la Charte de la liberté (1). Mais aussi insuffisante que soit la démocratie bourgeoise en Afrique du Sud, la gauche ferait mieux de reconnaître l'espace politique qu'elle offre, et de la défendre contre les attaques de la droite.

Nous ne devons pas sous-estimer l'importance des changements réalisés — la fin du pouvoir de la minorité blanche, l'abrogation de toutes les lois de l'apartheid, l'accord sur les droits — et les conséquences qu'ils auront sur la conscience des masses. Cracher sur ces acquis, sous prétexte qu'ils seraient contraires aux intérêts historiques de la majorité noire, serait faire preuve de dogmatisme absurde.

La gauche doit saisir toutes les opportunités pour consolider et élargir les acquis démocratiques, par tous les moyens possibles. Essentiellement, elle devrait saisir les formes directes d'action des masses pour étendre les acquis matériels au champ social — travail, salaires, terre, logement.

Après les élections, c'est le retour aux affaires pour le capitalisme. En effet, bien qu'il ait perdu une part de son contrôle extra-économique sur le monde du travail — que lui fournissaient les lois de l'apartheid —, le monde des affaires envisage des jours meilleurs. Il s'attend à ce que Mandela au pouvoir favorise la reprise économiques. En revanche que peuvent attendre les pauvres de l'ANC au gouver-

1) Document programmatique fondamental de l'Alliance du congrès, qui servait de carte d'identité à ce courant.

nement ? Etant donné que l'ANC est d'accord pour partager le contrôle même du cabinet, tout ce que Mandela peut faire, c'est de décider de lois susceptibles d'influencer la manière dont les impôts sur les revenus, sur les profits des patrons ou les salaires des travailleurs peuvent être redistribués pour financer le Programme de reconstruction et de développement (RDP).

### **Laisser faire l'expérience**

Seule l'expérience pourra détruire la croyance populaire selon laquelle l'ANC peut décider librement en matière économique. Les grandes décisions économiques ne seront pas prises par le gouvernement, mais par les milieux d'affaires. L'ANC ne pourra pas gouverner sans le consentement de ceux qui règnent réellement.

Mandela est libre d'adopter des lois susceptibles de pousser l'activité économique dans un sens favorable au patronat, mais pas quand la bourgeoisie considérera que sa politique nuit aux affaires. Les porte-parole de l'ANC font preuve d'un empressement touchant à rassurer les investisseurs sur le fait qu'une grande partie des nouvelles dépenses budgétaires (pour l'éducation notamment) proviendront essentiellement d'un réaménagement du budget (transfert des dépenses militaires). Le nouveau modèle de croissance exclut l'expropriation et n'envisage le financement du déficit budgétaire qu'en dernier recours.

La contradiction provient du fait que l'ANC va découvrir qu'il ne pourra pas satisfaire à la fois les capitalistes et les travailleurs. L'ANC fera en sorte que les dépenses pour l'éducation et la santé soient les mêmes pour les Noirs et les Blancs, que la construction des logements soit développée et qu'il y ait un programme pour la construction de nouvelles infrastructures sociales. Tout cela sans causer de conflits avec le capitalisme. C'est pourquoi la tâche principale de la gauche pourrait justement consister à mettre en relief cette contradiction.

### **Une lutte de classes particulière**

Le Parlement sera le théâtre de joutes verbales entre les porte-parole du capital et ceux du travail. Cependant, les véritables luttes se dérouleront ailleurs. Le mouvement de masse apprendra que ce qui est acquis au Parlement se gagne avant tout dans la rue.

La présence de l'ANC au pouvoir va éroder sa capacité à encadrer les luttes des

masses. Des centaines de ses militants seront absorbés par les structures de l'Etat. Une nouvelle direction capable de remplir ce vide politique est à construire. La manière avec laquelle la gauche va se positionner par rapport au mouvement de masse affectera directement la capacité du centre droit de l'ANC à restreindre les actions des masses. Plus que jamais, les luttes extra-parlementaires des masses doivent être coordonnées de façon à faire prendre conscience aux travailleurs et aux pauvres des limites de la démocratie formelle. La gauche ne pourra se développer qu'une fois que le caractère «collaborationniste» du gouvernement d'union nationale sera compris à une échelle de masse.

### **Les leçons du Zimbabwe**

Les leçons du Zimbabwe sont éloquentes. Dans ce pays, le gouvernement de Robert Mugabe, qui se réclamait du «marxisme léninisme», a instauré dès le premier jour un contrôle politique total, y compris sur les forces armées et la police. Mais, du fait que Mugabe ne contrôlait pas l'économie, il a été incapable de résoudre la crise sociale. D'ailleurs, les premiers acquis en matière de santé, d'éducation et de création d'emplois ont vite été grignotés, les plans quinquennaux de reconstruction et de développement ne pouvant pas être mis en œuvre. La révolution politique au Zimbabwe, comme aujourd'hui en Afrique du Sud, n'a pas détruit le vieil Etat, ni changé d'une façon significative les rapports de production. De tels changements fondamentaux ne peuvent se réaliser par l'accumulation de réformes, ni par l'adoption de nouvelles lois.

Sans révolutionner le mode de production, de distribution et de consommation des richesses au sein de la société, et rompre avec la logique capitaliste du profit, un gouvernement radical ne pourra pas résoudre la crise sociale en Afrique du Sud comme au Zimbabwe.

Dire aujourd'hui que la tâche de la gauche est de continuer la lutte contre le capitalisme en Afrique du Sud est une banalité. La question clé est la façon d'envisager cette tâche dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, car la nouvelle période qui s'ouvre a des implications stratégiques pour la gauche.

Jusqu'à récemment, les activistes de gauche se positionnaient principalement dans deux camps idéologiques, basés sur des certitudes théoriques. Aujourd'hui, ces certitudes sont ébranlées par la montée de l'idéologie néolibérale du NP et du PD et par le réformisme du bloc dirigé par l'ANC. Le premier de ces pôles révolutionnaires envisageait le renversement de

l'apartheid par une large coalition des forces démocratiques, dans un processus qui le remplacerait dans une première étape par un régime démocratique multiracial. Sur le plan économique, cela voulait dire qu'à l'exception d'une atteinte au pouvoir dans les monopoles, le système capitaliste était supposé se maintenir intact. Le régime radical devait ouvrir plus tard la voie à la construction du socialisme.

Il est évident que tel n'est pas le résultat du processus de négociation, car les changements ont été menés d'en haut, essentiellement par les classes dirigeantes, ce qui n'a rien à voir avec une «révolution nationale démocratique», conduite d'en bas par les masses en lutte.

Le second courant pensait que l'apartheid et le capitalisme étaient deux phénomènes inséparables. Il envisageait la destruction de l'apartheid capitaliste par l'organisation de la classe ouvrière et de ses alliés sous la direction d'un parti révolutionnaire. Il espérait combiner dans un processus ininterrompu la destruction de l'Etat bourgeois et le contrôle des commandes de l'économie avec la socialisation des moyens de production.

La gauche a eu beaucoup de difficultés à accepter le fait que rien de tout cela ne s'est produit. La chute du mur de Berlin et la désintégration de l'Union soviétique ont renforcé ses confusions. Ces événements historiques ont produit une certaine dislocation de la gauche, en mettant en relief certains de ses travers doctrinaires.

Le temps est venu de regrouper ce qui reste de la gauche. Elle n'a pas encore regroupé ses forces éparpillées, ni formulé une stratégie pour répondre à la nouvelle consolidation de la domination bourgeoise. Notre façon de procéder dépendra de notre façon de percevoir les tâches et de lire l'histoire.

### **Entre marteau et enclume**

A notre avis, les premières élections libres, malgré des «bavures», témoignent de l'accomplissement virtuel de la révolution démocratique bourgeoise en Afrique du Sud. Ce processus avait été bloqué par la mise en place de l'Union sud-africaine raciste en 1910 et entravé par les lois de l'apartheid. Toutefois, le processus est devenu inévitable avec l'expansion de l'économie industrielle au fil des années.

Le processus de démocratisation a été mené d'en haut par un secteur de la classe dominante à partir de la Commission Wehahn (2). Ce processus n'a pas été linéaire

2) Commission mise en place à la fin des années 70 pour réorganiser les lois du travail.

et s'est développé en dents de scie (surtout à cause de la montée des luttes de masse), pour finir par un retour à l'ordre.

Les événements de 1976 puis de 1984 à 1986 ont convaincu la classe dirigeante que le mouvement de masse ne pouvait pas être écrasé et qu'ils ne pouvaient pas prendre le risque de le laisser se radicaliser.

La bourgeoisie hésitante a finalement reconnu à contre cœur que la voie du développement du séparé conduisait à une impasse. Les contradictions économiques causées par l'apartheid, la montée d'un mouvement syndical puissant, le développement des luttes — sans oublier les transformations au niveau de la division internationale du travail — ont fini par forcer la classe dirigeante à admettre que l'alternative était de «s'adapter ou mourir».

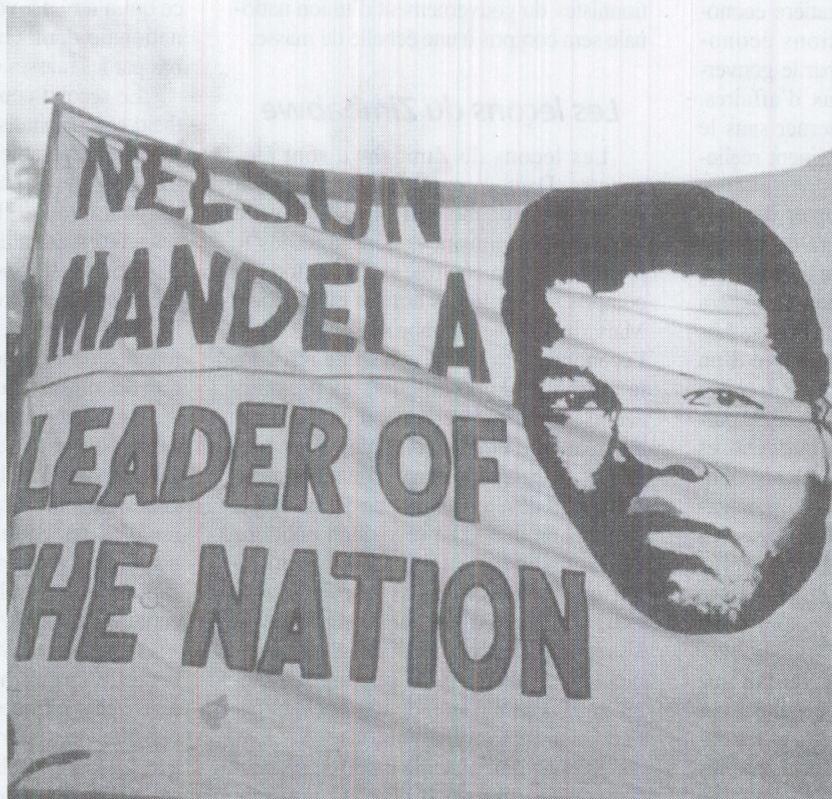
La tâche consistant à se débarrasser de l'apartheid afin de restructurer l'économie capitaliste nécessite une manœuvre politique complexe et risquée. Elle implique un changement de l'alliance dominante, un changement des formes de travail ainsi que de la forme des relations dans l'industrie.

Pour réaliser des changements dans le domaine économique, il faut procéder rapidement à des changements appropriés dans le domaine politique. Le gouvernement du NP a abandonné sa base électorale traditionnelle, travailleurs et agriculteurs blancs, en échange d'un nouveau pacte social avec la direction modérée de l'ANC et les classes moyennes noires.

Ce processus est plein de dangers et son aboutissement n'est pas joué d'avance. Il n'est pas étonnant que ce processus soit survenu après l'essoufflement des soulèvements de la période 1983-1986 pendant laquelle l'ANC et le mouvement démocratique de masse avaient «fait de leur mieux», réussissant à déstabiliser le gouvernement sans pour autant parvenir à le renverser. Les pourparlers ont commencé au moment où aucune des parties ne pouvait être complètement battue.

La bourgeoisie n'aurait pas remporté

un tel succès sans un repli des intellectuels qui dominaient la direction de l'ANC, du COSATU et du SACP. Cela s'est produit parallèlement à la retraite de l'intelligentsia dans le monde entier, suite à l'offensive libérale de la bourgeoisie internationale et l'écroulement des économies du bloc soviétique. Vêtus des oripeaux post-modernistes, les intellectuels ont abandonné la perspective de la révolution pour embrasser la thèse des réformes par étapes. Il est impossible de réaliser la Charte de la liberté par la voie de la négociation. C'est ce qu'ont compris les deux parties en



négociation. Pour la mettre en œuvre, il aurait fallu une révolution politique d'un autre genre, un processus dirigé d'en bas impliquant la lutte armée et conduisant à la défaite du régime blanc en le remplaçant par une alternative radicale. C'est pour cela que des centaines de cadres ont tout sacrifié.

Pour la bourgeoisie, l'important est d'empêcher une révolution par en bas. C'est une condition nécessaire pour la restructuration économique. La bourgeoisie a besoin pour cela d'une certaine collaboration entre l'Etat, le capital et le travail. La dérive corporatiste de la direction du COSATU a parfaitement coïncidé avec cela.

Il n'a pas été facile de ralentir la mobilisation de masse. Cela impliquait la dépolitisation des structures de masse, la marginalisation des délégués syndicaux (en

transférant le pouvoir aux structures syndicales «bureaucratique») et l'étouffement des luttes de masse en cours. Le baillonnement des luttes syndicales contre les licenciements massifs, ou les formes de protestation très modérées face aux meurtres comme celui de Chris Hani et au massacre de l'Inkatha, font partie du repli.

Il a été aidé par la direction en exil ainsi que par les sections de la direction intérieure du COSATU et du Front démocratique uni (UDF) (3). Aujourd'hui, il existe un grave danger de démoralisation de la gauche dans l'Alliance du Congrès, alors qu'elle réalise que l'accord négocié — que ses membres ont soutenu — a, en fait, assuré la domination du capitalisme en Afrique du Sud pour une nouvelle période historique.

Il faut agir rapidement, pour circonscrire les dégâts : la gauche dans l'Alliance du Congrès, particulièrement celle dans le Parti communiste.

### Quel rapport de forces ?

Le recul actuel des luttes et la faiblesse de la direction de la classe ouvrière et de son organisation en général sont indéniables. Le rapport de forces est également défavorable au niveau international. Cependant le mouvement social ne s'estime pas vaincu ou démoralisé. En revanche, la violence constante, visant à arrêter ou à faire capoter les structures de démocratisation, a miné sa force organisationnelle et désorienté les gens.

L'année dernière, ce sont déroulées de grandes manifestations de masse et des grèves générales sans précédent, ainsi que toute une série de lutte pour les droits civiques et des grèves dans le service public, dont la plupart avait un caractère politique. Ces luttes restent plus offensives et dynamiques que jamais. Ce qui a diminué, c'est la puissance de l'organisation de masse — si l'on compare avec les soulèvements de 1984-1986, cela ne reste qu'un élément car les millions des personnes qui ont assisté aux réunions électorales sont

3) Front des associations communautaires créé en 1984 et dirigé par l'ANC.

tout aussi révélatrices.

La campagne électorale fêveuse, expérience nouvelle à une échelle inconnue jusque-là, a considérablement accru l'intérêt des masses pour la politique. Les espoirs sont polarisés par la victoire de l'ANC aux élections et la réalisation de ses promesses. Et les électeurs attendent un changement.

Nous ne pensons pas que le gouvernement d'unité nationale puisse accomplir ce qu'on attend de lui, même si ses membres sont conscients de la colère qui bouillonne et essayeront d'y répondre. Il est impossible de dire quelle sera la durée de l'état de grâce que le mouvement de masse accordera au nouveau gouvernement.

Il ne faut pas s'attendre, à court ou à moyen terme, à voir une révolte à grande échelle des masses noires. On peut espérer que des luttes viendront introduire des clivages entre l'Alliance du Congrès et le NP sur des questions concrètes, mettant ainsi fin au gouvernement d'unité nationale. Il faudrait un haut niveau de mobilisation pour forcer l'ANC à rompre les accords constitutionnels, à s'affronter à la bourgeoisie et à convoquer des élections pour former un gouvernement majoritaire. Plus probablement, les premières luttes sociales seront syndicales, dirigées contre les patrons sur des questions de salaires et de conditions du travail, ou animées par les organisations civiques contre les nouveaux gouvernements locaux et provinciaux. La façon dont la gauche se positionnera par rapport à ces deux types de lutte et quant à l'ANC au gouvernement sera cruciale.

La fin négociée de l'apartheid a dissout les vieilles alliances de classes, à la fois chez les Noirs et les Blancs, tandis qu'un nouveau contrat social prend lentement forme. Ce ne peut pas être un processus non conflictuel. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement d'unité nationale sera très instable.

Dans l'ensemble, la bourgeoisie ne s'est pas mal débrouillée : la nouvelle Constitution, non seulement pérennise la propriété privée, mais protège les droits de propriété existants et limite les possibilités de l'Assemblée constituante à faire des changements dans ce domaine. La classe dominante garde la loyauté de l'armée, de la police et d'une partie des forces de sécurité, en plus de l'intégration volontaire — neutralisation, de fait — des forces armées de libération d'hier.

L'ANC partage aujourd'hui la responsabilité de la gestion de l'Etat bourgeois et de la reconstruction de l'économie. Qu'il puisse redresser les déséquilibres de l'apartheid sans déstabiliser l'investissement capitaliste, les profits et les intérêts du marché est peu probable. Il est urgent

## Les dangers de la cooptation

Les meilleurs militants de l'Alliance du Congrès seront bientôt absorbés dans les services de l'Etat à tous les niveaux, et ils découvriront les frustrations du rôle consistant à dire «non» et «soyez patients» aux masses suppliantes dont ils partageaient les luttes hier encore. Jour après jour les militants, qui participent au travail de l'Etat, changent de rôle social et s'éloignent de plus en plus des intérêts des masses.

L'ANC au gouvernement aura tendance à considérer les structures de la «société civile» (qui sont apparues comme alternatives au système de l'apartheid) comme son extension dans la communauté. Avec l'appartenance à l'ANC couvrant les deux côtés (Parlement/fonction publique, d'une part, et société civile/ mouvement de masse de l'autre), un certain clientélisme aura tendance à se développer. Par de tels procédés, les organisations populaires se retrouveront accrochées aux basques du gouvernement. Le besoin de lutter pour l'indépendance de classe des organisations de masse est une tâche urgente pour la gauche.

Les fédérations syndicales, COSATU en particulier, subiront la pression des militants de base pour rompre avec l'ANC au pouvoir. Cette pression montera dès que des restrictions sur les revendications salariales et les grèves seront demandées comme sacrifice nécessaire à l'intérêt national. Déjà Joe Slovo a appelé à un moratoire sur les grèves.

Le fossé s'élargira quand les syndicats découvriront que leurs vingt représentants ne peuvent pas donner ce qui est attendu du Programme de reconstruction et de développement, non pas qu'ils ne le veuillent pas, mais parce qu'ils rencontreront l'opposition des Parti national (NP) et Parti démocrates (DP). C'est une tâche des syndicalistes au gouvernement d'agir comme un lobby défendant les intérêts de la classe ouvrière et révélant au grand jour les tractations du gouvernement qui y font obstacle.

Avec l'ANC au gouvernement et des dirigeants syndicaux à des postes importants, le rôle du syndicalisme politique sera sérieusement revu à la hausse pour la première fois depuis la montée du COSATU/NACTU. Alors que les dirigeants syndicaux abandonnent les questions politiques au Parlement et dirigent à nouveau leur attention sur les questions matérielles, la gauche ne peut pas abandonner les syndicats à l'économisme de directions corporatistes. Cependant, la tactique d'«entrisme» dans les syndicats est erronée et milite contre la construction d'un mouvement radical de délégués syndicaux.

Depuis un certain temps, les structures du mouvement de masse démocratique ont été affaiblies par l'absorption de leurs militants dans les rangs des partis autorisés. Aujourd'hui, les luttes de masse pourraient être affaiblies par la perte des militants actifs entrés au gouvernement, et avec la montée des frustrations causées par des attentes trahies, le besoin d'une nouvelle direction radicale (avec une approche stratégique construite autour de revendications transitoires qui pourraient forcer la direction de l'ANC à dévoiler sa nature de classe) deviendra plus urgent. Mais la gauche saura-t-elle relever le défi ? ★

pour la gauche de démontrer aux classes laborieuses et aux pauvres le caractère collaborationniste de ce gouvernement, et de le faire en soumettant tous ses actes à une critique systématique tout en avançant des alternatives claires. Aucun groupe de gauche n'est capable de faire cela tout seul, il faut un regroupement d'urgence si on veut remplacer l'agitation ultragauchiste par de véritables alternatives. Notre analyse suggère qu'après les élections l'Afrique du Sud connaîtra un interrègne démocratique instable d'une durée non-prévisible. «Instable» parce que les syndicats, les organisations civiques et les autres organisations de masse se mobiliseront pour la réalisation de leurs attentes — les travailleurs voulant des emplois et des salaires plus élevés, les paysans pauvres voulant accéder à la terre et un développement de l'infrastructure et tous demandant des maisons, l'accès à la santé et l'éducation. «Interrègne» parce que le capitalisme

ne pourra certainement pas satisfaire les demandes sociales au point d'empêcher une nouvelle montée des luttes.

Par ailleurs, les privilèges raciaux qui ont lié les travailleurs blancs au capital n'ont plus de légitimité. Cependant, les concessions faites aux fonctionnaires blancs sous forme de garantie d'emploi et de retraite, ainsi que les concessions qui accordent éventuellement un *Volkstaat* aux Blancs les plus arriérés et un pouvoir régional à l'Inkatha, peuvent se révéler insuffisantes pour éviter le sabotage et la violence.

Le danger est que ces concessions, plutôt que de pacifier ces forces tendent à renforcer leur opposition à la démocratisation. Une violence sporadique de l'extrême droite, des tentatives sécessionnistes de l'Inkatha et des partisans du *Volkstaat* ainsi que le sabotage par des fonctionnaires de droite ne sont pas exclus. Le bloc NP/PD, de loin le plus stable, a fait cam-

## L'extrême droite aux abois

En tant que force sociale, l'extrême droite est dans le désarroi le plus total. Pourtant, nombre des dizaines de milliers de Blancs militairement entraînés et dévoués peuvent facilement constituer des petites cellules et poursuivre des campagnes sporadiques d'attentats à la bombe et d'assassinats. Quoi qu'il en soit, les Blancs des quelques 200 petites villes dirigées par le Parti conservateurs (CP, d'extrême droite) ont été profondément divisés sur la question de la participation aux élections d'avril 1994. Des «conseils de citoyens» droitiers devaient formellement remplacer les gouvernements locaux du CP tels qu'ils existaient. Mais plus d'une douzaine de «conseils» ont rompu avec le CP et ont à la place rejoint le Front de la liberté (VF) du général Constand Viljoen, dans sa tentative de prouver, par les élections, qu'il y avait un nombre significatif de Blancs soutenant un *Volkstaat* (un Etat pour les Blancs les plus arriérés).

La stratégie du VF a été dénoncée par le dirigeant du CP, Ferdi Hartzenburg et par le dirigeant néo-nazi Eugene Terreblanche — le CP a fait une tentative de dernière minute pour se raccrocher au train de Viljoen mais en a été vertement empêché par ce dernier. Le VF, l'ANC et le gouvernement sortant ont ensuite conclu un accord mettant en place un processus pouvant éventuellement conduire à un *Volkstaat*.

Pourtant, nombre d'extrémistes de droite sont convaincus que l'ANC ne permettra jamais l'instauration d'un homeland afrikaner et considèrent Viljoen comme un naïf, voire un traître, dans ses tentatives de règlement négocié. Les partisans du VF insistent pour leur part sur la futilité de l'approche militariste de Terreblanche, prenant comme exemple les dommages causés au combat de l'extrême droite au Bophutatswana en mars 1993, lorsque ses troupes ont battus en retraite au cours de ce qu'ils avaient annoncé comme devant être un safari de chasse aux «Caffres» (nom par lequel les racistes sud-africains désignent les Noirs). ★

pagne en promettant de protéger les intérêts du marché, la propriété privée et les droits individuels. Leur modèle économique normatif (qui met en avant les profits) entrera en conflit avec les intentions de l'ANC telles qu'elles sont exprimées dans le RDP (qui essayent de faire passer les gens avant le profit).

les membres de l'Alliance du Congrès n'ont ni expérience de gouvernement, ni lien historique avec l'Etat, ni de base économique. Ils sont suspendus entre l'enclume de la bourgeoisie et le marteau du prolétariat. Ils sont au Parlement pour représenter les intérêts de la majorité noire qui veillera à ce qu'ils ne l'oublient jamais, en exigeant la réalisation des promesses électorales.

Il est trop tôt pour dire comment un cabinet rassemblant cette variété d'intérêts de classe va procéder. Une croyance de la gauche, émise comme un dogme, stipule que la démocratie bourgeoise et l'économie de marché sont incapables de résoudre les contradictions sociales extrêmes que connaît l'Afrique du Sud. Le slogan «*en avant vers le socialisme*», tel un cri dans le vide, ne permet pas le moindre début de compréhension de la complexité des forces sociales à l'œuvre.

Il vaut mieux dire qu'il existe des limites à la réforme capitaliste, compte tenu du contexte de la crise. Même si le gouvernement réformiste d'union nationale est capable de mettre en œuvre des réformes à court terme, la crise va le condamner à l'échec à moyen terme, entraînant ainsi la montée de nouvelles luttes.

### En quête de stratégie

Plutôt que de pratiquer l'auto-affirmation, la gauche devrait se positionner en relation avec le mouvement de masse. Il lui faudra avancer des revendications transitoires pour être en meilleure position demain et bénéficier de la montée des luttes.

Les réformistes essayeront d'apporter une certaine satisfaction aux revendications sociales. En impliquant une large partie des masses dans le RDP, ils donneront peut-être une sensation de changement en cours, perceptible par de larges secteurs. Pour paraphraser le slogan électoral de l'ANC, ils ne pourront probablement pas tout donner aux masses tout de suite, ni exaucer toutes leurs demandes, mais certainement leur donner plus que ce qu'elles ont actuellement.

Les réformistes disent à ceux qui les critiquent, que l'alternative est de reprendre la lutte armée ce qui, ajoutent-ils, est impossible étant donnée la chute du bloc soviétique, le rapport de forces à l'échelle internationale, et la légitimité électorale du gouvernement sud-africain. Si cet argument est inacceptable, il n'est pas moins vrai que la gauche doit faire face à de nouveaux défis. Dans le combat pour la défense et l'extension des droits démocratiques, il est vital pour la gauche

d'entraîner le COSATU et le mouvement de masse dans des luttes pour contraindre le gouvernement à mettre en œuvre les aspects les plus radicaux du RDP. Une telle approche rencontrera sans doute la résistance de la majorité des parlementaires de l'ANC et provoquera l'affrontement avec le reste du gouvernement.

Obtenir l'ensemble du RDP n'en ferait pas un programme socialiste, loin s'en faut. Mais la bataille pour y parvenir poussera la démocratie bourgeoise jusqu'à ses limites économiques. La gauche doit reconnaître que les formules politiques d'hier sont inadaptées aux problèmes stratégiques d'aujourd'hui. Une nouvelle stratégie doit être formulée et de nouvelles formes de lutte doivent être développées ; des luttes en relation avec la forme démocratique nouvelle de l'Etat (avec ses structures de gouvernement national local et provincial), et qui prennent en compte l'évolution des relations sociales post-apartheid.

La gauche ne peut pas apparaître opposée aux réformes, quelles que soient leurs limites, alors que chaque réforme apportera un soulagement aux souffrances des masses. Il faut une stratégie duale qui reconnaisse les améliorations tout en réclamant davantage ; qui mette en lumière les défauts, tout en avançant des alternatives viables ; qui tienne compte de toute manœuvre parlementaire tout en s'appuyant sur l'action directe des masses ; qui cherche le plus grand nombre d'alliés tout en présentant un programme revendicatif clair.

La gauche devrait construire une réponse stratégique qui dise, en substance, aux masses : «*acceptez toutes les réformes, combattez tout réformisme*». Si le réformisme consiste à croire qu'un changement social fondamental — incluant l'éradication finale de la crise capitaliste et de la famine, de la pauvreté, du chômage massif —, peut être obtenu à terme par de petites améliorations, la force de la formule saute aux yeux.

Le principal problème tactique est le positionnement par rapport au mouvement de masse et à l'ANC au pouvoir. Condamner simplement l'ANC comme traître à sa classe n'entamera pas son hégémonie et n'affaiblira pas son soutien de masse. La gauche doit développer une critique du réformisme centrée sur sa capacité à proposer des politiques sociales et économiques alternatives pouvant répondre aux besoins des masses.

Le but d'une telle critique n'est pas propagandiste, elle ne vise pas seulement à démontrer la nature illusoire des réformes successives. En revanche, elle pousse les revendications jusqu'au bout, révélant la

répugnance du capitalisme à accorder quoi que ce soit qui entame ses profits. Avec cette orientation, nous montrerons que nous n'avons pas d'intérêts autres que ceux des travailleurs et nous pourrions collaborer avec les militants «lutte de classe» de façon non sectaire. Lorsque ce processus sera poussé au point où se pose la question d'hégémonie, alors, nous pourrions parler d'un parti ouvrier de masse.

## Le parti des travailleurs

Le besoin d'une organisation indépendante de classe pour protéger les intérêts des travailleurs est acquis de longue date. Revenir simplement à la Charte des travailleurs serait insuffisant (4). Maintenant cette idée de la Charte doit être liée à un programme politique visant à contrer l'Alliance du Congrès au pouvoir. La nécessité d'un parti indépendant des travailleurs sera placée au centre des débats dans les syndicats, même si l'issue est loin d'être certaine.

Un parti ouvrier de masse n'est pas une alternative à l'activité syndicale, ni un parti d'avant garde insurrectionnelle. C'est une organisation politique de la classe ouvrière avec une base large qui cherche à accéder au pouvoir par le biais des élections. Il peut avoir un programme radical mais il n'est pas en soi une organisation révolutionnaire. Pour que les travailleurs votent pour lui il faut une réciprocité politique entre le syndicat et le parti, comme celle qu'ont les membres du COSATU avec l'ANC.

Le Parti des travailleurs au Brésil a des chances d'être élu sur une plate-forme anticapitaliste large et n'a pas fait encore l'expérience du gouvernement. Bien qu'il



toutes les inégalités culturelles et idéologiques qui caractérisent la masse des travailleurs. Il ne remplace pas le besoin d'autres formes d'organisation plus révolutionnaires.

Appeler à la formation d'un parti ouvrier de masse comme l'a fait l'Organisation des travailleurs pour une action socialiste (WOSA), sans avoir le soutien de secteurs importants des syndicats, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Un parti ouvrier de masse ne se construit pas par recrutement individuel, il implique des changements à grande échelle dans les allégeances politiques et syndicales, ce qui n'arrive que lors d'événements majeurs.

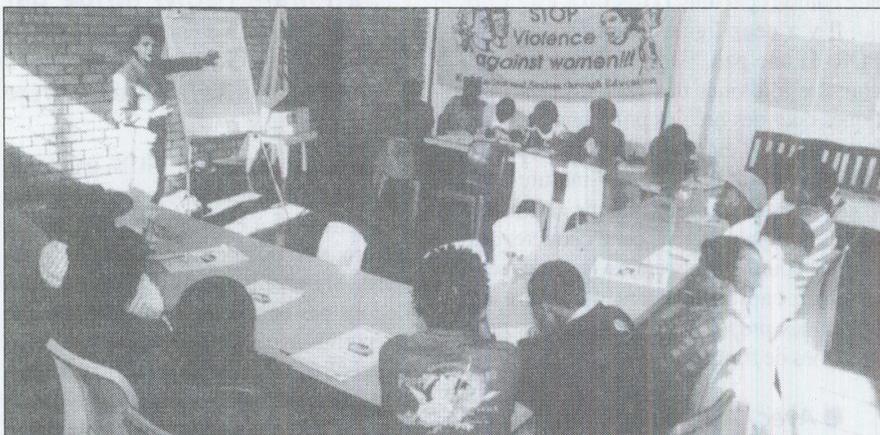
Les dirigeants syndicaux ainsi qu'un grand nombre de délégués syndicaux considèrent toujours leur adhésion politique actuelle comme suffisante pour protéger leurs intérêts de classe. Seule l'expérience viendra à bout de cette illusion. Jusque là, l'appel à la construction d'un parti ouvrier de masse restera lettre morte.

n'a pas su donner.

L'ANC au pouvoir bénéficiera d'un état de grâce malgré toutes les réticences des travailleurs à l'égard de sa politique. Si nous voulons faire évoluer la conscience de la majorité des travailleurs, nous devons agir de façon à attirer leur attention. Rejeter le RDP d'emblée en affirmant qu'«il échouera fatalement parce que seul le socialisme peut résoudre nos problèmes», n'aidera pas à gagner le nécessaire soutien de syndicats du COSATU à la construction d'un parti ouvrier de masse. Il vaut mieux pousser les propositions du RDP jusqu'à ce que la bourgeoisie ne puisse plus les soutenir, exiger que toutes les promesses électorales soient tenues et soutenir les efforts des syndicats pour obtenir ces revendications par l'action militante. Une telle approche est la plus efficace pour gagner un soutien syndical à un programme politique radical.

Briser l'hégémonie de l'ANC est plus facile à dire qu'à faire. Le SACP pourrait accepter de combattre le bloc NP/PD pour défendre le RDP mais certainement pas de contester le pouvoir de l'ANC, en scissionnant ce dernier. Encore une fois, à moins que le COSATU rompe avec l'ANC les chances de reconstruire un mouvement radical de délégués syndicaux sont faibles. Et sans un tel mouvement, les chances d'une adhésion des masses à un parti des travailleurs sont minces. Il incombe à la gauche d'aider le COSATU à se dégager de l'Alliance du Congrès sur des positions d'indépendance de classe. Mais apparaître comme ceux qui veulent scissionner le COSATU pour construire un parti «de masse» serait contre-productif. ★

Le Cap, 21 avril 1994



ait le soutien des syndicats, il ne pourra briser la domination du capital sans une rupture révolutionnaire. Un parti de masse rassemble une grande variété d'opinions politiques. Il peut permettre ou non l'existence de différentes tendances politiques dans ses rangs. Un parti de masse révèle

La gauche devra démontrer qu'un parti ouvrier indépendant peut inclure des travailleurs de toutes les tendances politiques, les rassemblant autour d'un programme de revendications claires. Il doit gagner la confiance des masses par sa capacité, une fois au pouvoir, à donner ce que l'ANC

4) Proposition émise par la gauche syndicale dans le COSATU, au cours des années 80 afin de doubler la Charte de la liberté par un programme plus radical et social.

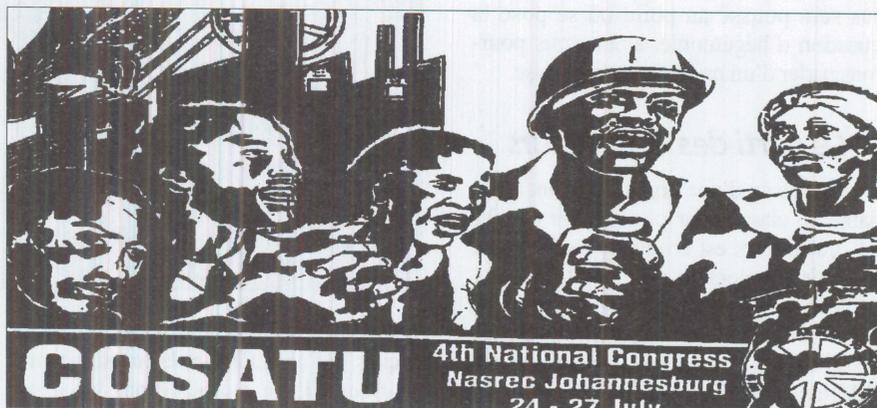
# Des choix cruciaux à venir

DOSSIER

Langa Zita est un dirigeant du syndicat des métallurgistes, NUMSA, dans la région de Prétoria-Witwatersrand-Vereeniging (PWV), et est considéré malgré son jeune âge comme figure de proue de l'aile gauche du Parti communiste sud africain (SACP). Inprecor l'a interviewé après la victoire électorale de l'ANC.

***Inprecor : En tant que membre de l'alliance tripartite, le Congrès of South-Africa trade unions (COSATU) a soutenu la campagne électorale de l'ANC et est parvenu à obtenir qu'un certain nombre de ses dirigeants soient élus à l'Assemblée nationale, certains ayant même des postes ministériels en plus de l'acceptation par l'ANC du programme de reconstruction et de développement (RDP). Comment le COSATU influencera-t-il ses représentants élus et quel sera le rôle de COSATU dans le processus de réalisation du RDP ?***

**Langa Zita :** Il y a eu des débats mais pas très formels sur la relation qui existera entre nos dirigeants syndicaux élus et la fédération. En général, quand les gens quittent le syndicat pour travailler dans un parti politique, ils agissent sous mandat de l'organisation politique, en l'occurrence l'ANC. On a avancé l'idée que le COSATU continuerait à fournir soutien et informations à ces parlementaires et les mettrait de cette façon en position de défendre l'approche du COSATU sur un certain nombre de questions. Dans la région de Johannesburg, nous avons ouvert la discussion dans le COSATU et nous avons annoncé l'idée qu'il faudrait mettre en place des structures pour pouvoir avoir des réunions avec ces camarades pour obtenir des rapports et avancer nos propres idées. L'aspect critique du RDP, se sont les propositions autour de la démocratisation des structures de l'Etat, qui soulignent le besoin d'une participa-



tion des forces populaires comme les syndicats, et les associations civiques, dans la conception et la mise en œuvre de cette conception et la mise en œuvre de cette politique. C'est encore dans la région PWV qu'il existe une structure, où le COSATU, l'Organisation nationale des associations civiques d'Afrique du Sud (SANCO) et le SACP supervisent la mise en œuvre du PDR. Elle joue un rôle d'animation et de surveillance.

Quand nous aurons l'impression que le RDP n'est pas mis en œuvre et que les mesures prises dans le cadre du RDP ne représentent pas les intérêts de nos membres nous nous réservons le droit de mener une action indépendante pour nous opposer à de telles mesures. En tant que syndicat, nous avons des intérêts sectoriels spécifiques (ceux des travailleurs organisés) qui doivent être défendus et cela doit être compris par tous.

Il y a deux lignes directrices dans le PDR. D'une part, l'aspect budgétaire qui consiste à allouer des ressources spécifiques pour des besoins prioritaires tels que le logement, l'électrification, les hôpitaux etc. Et de l'autre, il y a des mesures qui visent à restructurer l'économie et l'industrie. En ce qui concerne cette dernière, des conflits pourraient apparaître là où des secteurs du capital refusent de mettre en œuvre des propositions telles que les programmes de formation.

**● Avec l'ANC au gouvernement qui s'engage à appliquer le RDP pensez-vous que les syndicats se sentiront obligés d'affirmer leur indépendance ? En d'autres termes le COSATU ne sera-t-il indépendant que de nom ? Dans quel domaine**

***COSATU affirmera-t-il son indépendance ?***

Cette question met en lumière un problème. L'ANC n'est pas un mouvement organique de la gauche comme elle l'était en 1990 avant qu'elle décide de commencer les négociations. Pour répondre à cette question nous avons besoin d'une double approche. D'abord, les forces de gauche à l'intérieur de l'ANC continuent à défendre un projet de gauche dans l'ANC, ensuite les mouvements populaires de masse continuent à défendre les intérêts et les revendications de leurs membres ce qui renforce la gauche dans l'ANC. Donc, aux termes de cette approche COSATU doit affirmer avec vigueur son indépendance.

**● Quel risque de conflit y-a-t-il avec le gouvernement d'unité nationale (GUN) dirigé par l'ANC sur la politique économique les Sunset Clauses, la politique salariale, entre autres ?**

En ce qui concerne le GUN, un certain nombre de camarades de gauche à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement ont pris une position très critique à son égard. Ma position était différente. Nous n'étions pas en mesure de nous passer de compromis avec la classe dominante. Bien que pénibles, ces derniers étaient nécessaires. Une «transition contrôlée» à condition que cela n'empêche pas, ou ne limite pas les luttes futures, était indispensable. Je pense qu'il est possible, en fonction du rapport de forces, de neutraliser les effets de ces compromis dans le cadre de la transition. Cela ne supprime pas les contradictions dans la société mais les met seulement entre parenthèses.

Quant à l'accord passé avec les fonctionnaires, il est important de se souvenir qu'il garantit seulement leur emploi et pas le poste qu'ils détiennent actuellement. Cela nous laisse une certaine marge de manœuvre. La tâche de la gauche est de mobiliser la société civile pour contester les garanties données, afin que le coût social de leur maintien devienne trop grand et qu'elles deviennent caduques.

● **Quel rôle voyez-vous pour le Forum national économique (NEF) et la Commission Manpower (CM) ? Est-ce que le COSATU cautionne une politique de collaboration de classe ?**

La CM a un rôle critique à jouer mais elle doit être restructurée et ses dirigeants renouvelés. Il y a un débat sur le rôle du NEF. Certains pensent que nous avons besoin d'une espèce de conseil socio-économique qui englobe le NEF et la CM, où les politiques économiques et industrielles et la législation du travail puissent être examinées. De mon point de vue, ce rôle devrait être davantage un cadre de négociation où les luttes peuvent faire avancer les choses, plutôt qu'un forum, où les décisions sont prises au consensus. Cette conception présuppose que COSATU repense le rôle de ces structures. Je doute que cela se fasse à court terme.

On peut appréhender les forums de ce type de deux façons. Soit dans une perspective social-démocrate. Soit en mettant en lumière les contradictions du système. Cela nous donne l'occasion d'avancer des propositions qui vont au-delà des limites du capitalisme. Par exemple, sur la question du chômage on peut proposer des politiques qui visent clairement à mettre fin au marché du travail tel qu'il est.

● **Dans le Comité exécutif transitoire (TEC), il y a eu un appel à un moratoire sur les grèves. Le COSATU l'a rejeté en essayant néanmoins de freiner les grèves dans le secteur public. Pensez-vous, maintenant, que l'ANC a remporté une large victoire aux élections, que le COSATU répondrait favorablement à une nouvelle demande de trêve sociale ?**

Alors que cet appel au moratoire n'était pas officiellement discuté dans le COSATU, il a inquiété beaucoup de travailleurs qui l'ont critiqué. Au NUMSA, nous avons critiqué cet appel. Nous ne voyons pas de lien entre les élections et le

besoin d'un moratoire sur les grèves.

Le COSATU se doit d'affirmer ses positions sans s'isoler. Cela exige une approche stratégique, dans laquelle il consolide ses relations avec les autres mouvements de masse : les civiques, la jeunesse, les étudiants, etc. De plus, elle doit élargir cela aux parlementaires de gauche afin que la confédération et les syndicats puissent avancer leurs revendications et mobiliser autour d'elles. Ces revendications devraient être globales. Par exemple, d'ici quelques mois, le NUMSA pourrait déclencher une grève sur la question des salaires qui sera liée à la revendication de la formation qui est nécessaire pour développer la qualification des salariés.

● **A son congrès extraordinaire de l'année dernière, le COSATU a voté une résolution appelant à une conférence de la gauche. Quelle est l'origine de l'appel ? Est-il lié au besoin de repenser le socialisme à la lumière de l'échec des Etats post-capitalistes de l'Europe de l'Est ou à quelque chose de plus que cela ?**

L'origine de l'appel, c'est le malaise des militants syndicalistes par rapport aux développements politiques des années 90, le début des négociations et les compromis qu'elles ont entraînés, et de notre intérêt pour le socialisme dans le pays comme au niveau international. L'abandon par l'ANC des solutions radicales et de l'objectif de transformation fondamentale de la société, a soulevé des questions chez les militants. Par exemple, l'ANC a renoncé aux nationalisations, une politique qui était le symbole du sentiment anticapitaliste de ses adhérents.

● **Quels seraient à votre avis, les principaux objectifs d'une telle conférence ?**

Pour le moment, les objectifs de la conférence pour COSATU ne sont pas clairs. Je pense que la conférence devrait essayer d'être plus qu'une tribune mais qu'elle ne devrait pas chercher à former un nouveau parti. Il faut créer quelque chose comme le Forum de Sao-Paulo qui vise à réaffirmer l'actualité du socialisme et cherche à repenser ce que signifie le socialisme. Mais elle devrait aller au-delà, en créant une plus grande unité de la gauche sur les questions immédiates auxquelles nous devons faire face et, sur lesquelles les forces de gauche pourraient collaborer.

Elle pourrait prendre la forme d'un front à caractère révolutionnaire, qui inclu-

rait aussi des forces démocratiques radicales qui ne sont pas nécessairement socialistes. Ce front pourrait se former pour garantir l'application du RDP sur une base radicale, pour développer des positions radicales sur la distribution des terres. Il ne faut pas se contenter d'avancer des revendications socialistes mais aussi développer des alternatives concrètes qui peuvent être popularisées.

● **La conférence du NUMSA a voté une résolution appelant COSATU à mettre fin à l'alliance une fois que l'ANC sera au gouvernement et appelant à la formation d'un parti de la classe ouvrière. Quel est l'avenir de cette résolution ?**

On discute actuellement au sein de l'Alliance pour savoir c'est l'intérêt des travailleurs de rompre l'alliance avec l'ANC. Je pense que si nous avons rompu l'alliance nous aurions donné à l'ANC un chèque en blanc pour passer des accords contraires aux intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, l'ANC est obligé de consulter le COSATU sur presque toutes les questions. La position de l'ANC sur les mines est presque entièrement tirée de celles du syndicat national des mineurs (NUM). Sa politique industrielle est empruntée au NUMSA. Je dirais aussi que cette question dépend des progrès réalisés dans les discussions unitaires avec le Conseil national des syndicats (NACTU) et la Fédération des travailleurs sud-africains (FEDSAL). Nous devons aborder cette question avec délicatesse car nous pourrions avoir à redéfinir l'alliance pour satisfaire ces fédérations. Mais enfin de compte l'avenir de l'alliance sera déterminé par les événements. Dans une situation où les confrontations avec l'ANC augmentent nous devons sans doute mettre un terme à l'alliance. Ou, comme je l'ai déjà dit, si l'unité avec d'autres syndicats importants exige que l'alliance soit rompue alors nous devons reconsidérer la question sérieusement. Il est vrai que l'alliance telle qu'elle est structurée aujourd'hui court le risque de devenir une courroie de transmission du gouvernement. Pour éviter cela, il est vital que nous développions des idées et des positions politiques sur toutes les questions qui touchent la classe ouvrière. L'enjeu pour nous, c'est d'élever la capacité à développer une politique au sein des syndicats et du COSATU. Il est intéressant aussi de noter qu'il y a, à l'intérieur de l'ANC, une compréhension croissante de l'importance du COSATU et des dangers qu'il y a à le transformer en courroie de transmission. ★

# Après le roque au sommet, roque à la base ?

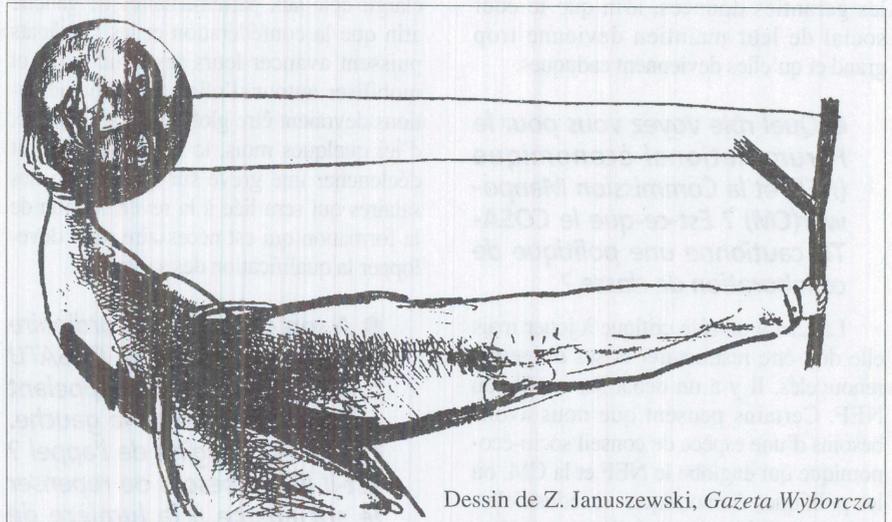
Sept mois après la victoire électorale des partis issus de l'ancien régime, le nouveau gouvernement de «centre-gauche» s'est heurté à une vague de mécontentement social, animée par le syndicat Solidarité, alors que l'Entente nationale des syndicats (OPZZ, qui regroupe des anciens syndicats officiels), si prompt à critiquer les méfaits de la restauration capitaliste au cours des années précédentes, a gardé une prudente réserve.

Zbigniew KOWALEWSKI

**D**urant quatre ans la direction du syndicat Solidarité a légitimé et protégé la politique anti-ouvrière et pro-capitaliste des gouvernements qui se sont succédés après la chute du régime bureaucratique. Mais avec le temps, le «parapluie» syndical, déployé par la direction de Solidarité, était de plus en plus difficile à maintenir. La base ouvrière de ce syndicat réagissait à la montée du chômage, à la suppression généralisée des services sociaux et à la privatisation de l'économie de deux manières. Une partie quittait simplement Solidarité (1), l'affaiblissant face à la concurrence syndicale, une autre se radicalisait, remettant en cause la direction.

En 1992, pour regagner une certaine légitimité aux yeux de sa base, la direction de Solidarité a lancé des grèves d'avertissement et, à l'occasion d'une telle action, elle avait été débordée en décembre de la même année par une grève des mineurs durant trois semaines. Discreditée par sa collaboration avec les gouvernements de droite, la direction de Solidarité a cherché désespérément à redorer son blason en lançant une motion de censure contre le gouvernement en juin 1993. C'est ainsi qu'à son initiative la Chambre basse du Parlement (la Diète) a révoqué le gouvernement, précipitant les élections (2).

Tout en étant obligée de prendre ses distances à l'égard de la politique libérale



Dessin de Z. Januszewski, *Gazeta Wyborcza*

et même d'organiser des mouvements de protestation contre cette politique, la direction de Solidarité ne s'est pas radicalisée politiquement à gauche. C'est chez la droite anti-libérale qu'elle a cherché ses références et une solidarité politique. Elle a ainsi réussi à persuader une bonne partie de sa base que le désastre social survenu après 1989 était à imputer à la «post-commune»(3), c'est-à-dire à une force politique qui pendant cette période se trouvait dans l'opposition !

Le vote significatif d'une partie des travailleurs pour cette même «post-commune» aggrava la division au sein de la classe ouvrière. Lors des élections parlementaires anticipées de septembre 1993 la direction de Solidarité avait menacé qu'en cas de victoire des forces politiques issues de l'ancien régime, elle utiliserait tous les moyens légaux de mobilisation pour renverser le gouvernement. Marian Krzaklewski accusait, en fait, ces forces de représenter une «oligarchie du capital».

Contrairement aux affirmations de Krzaklewski et de la droite radicale, la Social-Démocratie de la République polonaise (SDRP), issue du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) (4), ne représente pas les capitaux dits «nomenklaturistes», c'est-à-dire accumulés de façon frauduleuse par des bureaucrates staliniens. L'accumulation primitive privée des capitaux passant nécessairement par les rouages de l'appareil étatique, la plupart des anciens bureaucrates, devenus capitalistes, se sont détournés rapidement de leur ancien parti, chassés du pouvoir et soumis à l'ostracisme de la nouvelle élite politique.

Le gouvernement de coalition du Parti paysan polonais (PSL) et de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) (5), issu des élections de septembre 1993 et présidé par Waldemar Pawlak, a tout fait pour créer un terrain propice à une riposte de Solidarité. Dès son entrée au gouvernement la SLD s'est préoccupée exclusivement de sa crédibilité aux yeux de la bourgeoisie internationale et des capitalistes nationaux. La politique économique — y compris le processus de la privatisation des entreprises étatiques — est entièrement décidée et exécutée par l'aile libérale de la SLD. Les penchants anti-libéraux du PSL, correspondant aux intérêts de sa clientèle paysanne, sont limités par un «deal» assez original. Le PSL laisse faire les libéraux de la SLD en échange d'une liberté d'action lui permettant de s'assurer la mainmise sur l'appareil

1) Solidarité, qui comptait près de 10 millions d'adhérents en 1981, et encore 2,5 millions lors de sa re-législation en 1989, n'aurait plus aujourd'hui que 1,5 millions de membres. A titre de comparaison, l'OPZZ affirme compter plus de 4 millions d'adhérents et Solidarité 80 (une scission de Solidarité regroupant certains de ses dirigeants historiques opposés à toute négociation avec le régime du général Jaruzelski) environ 350 000.

2) Voir Inprecor n° 372 de septembre 1993 et n° 375 de décembre 1993.

3) Au cours des années '80, une certaine presse de l'opposition a adopté le vocable «komuna» (*commune*) pour désigner les forces politiques liées au régime du général Jaruzelski. C'est ce terme à consonance péjorative que la droite issue de Solidarité emploie actuellement à l'encontre de toute la gauche.

4) Le POUP (Parti ouvrier unifié polonais) a été au pouvoir de 1948 à 1989. Début 1990, il s'est auto-dissout, une majorité de ses dirigeants fondant un nouveau parti, la SDRP.

5) La SLD a été constitué par la SDRP et une vingtaine d'autres organisations, dont la centrale syndicale OPZZ. La plupart d'entre elles plongent leurs racines historiques dans l'ancien régime.

étatique et sur les caisses publiques.

Zbigniew Siemiatkowski, porte-parole de la SLD, affirme aujourd'hui : «*Par la volonté des électeurs, la SLD a poursuivi la politique du gouvernement précédent visant à restaurer de l'économie de marché.*» (6) Il sait très bien que ceux qui ont assuré sa victoire électorale l'ont fait pour des raisons diamétralement opposées.

### «Paradoxe historique...»

Cette politique a conduit Mieczyslaw F. Rakowski, Premier ministre à la fin du régime du général Jaruzelski et dernier patron du POUP, à prendre publiquement ses distances avec ses camarades : «*Le syndicat Solidarité, assuraient ses dirigeants, s'opposerait à l'exploitation des travailleurs sous n'importe quelle forme. On voudrait s'exclamer : "Quelle époque, que c'est-il passé avec ce langage de classe !" Mais nos sociaux-démocrates ne l'emploient plus. (...) Parmi les électeurs et les sympathisants de la gauche, l'attitude de la SDRP à l'égard de la privatisation de l'industrie étatique suscite également beaucoup de confusions. Un ministre social-démocrate dirige le ministère des Transformations de la propriété. Cela veut dire que les sociaux-démocrates participent activement à la construction du capitalisme en Pologne. C'est un paradoxe historique (...). Si, à tout cela, nous ajoutons l'accord de la SLD (c'est-à-dire aussi des députés appartenants à la SDRP) pour que, dans la loi sur le logement, soit inscrit le droit d'expulsion des locataires et si nous entendons leurs cris retentissants "nous voulons rejoindre l'OTAN", (...) alors le propos d'un des mes amis, selon lequel nos sociaux-démocrates portent les pantalons des libéraux, peut paraître justifié.*» (7)

Rakowski s'inquiète aussi vivement du fait que «*les sociaux-démocrates ne possèdent pas de têtes-de-pont significatives dans les milieux ouvriers*», en tout cas en tant que parti, car la seule base ouvrière organisée avec laquelle la SDRP peut compter est celle de l'OPZZ. Pour Rakowski le cours actuel de la social-démocratie polonaise, «*plus proche d'une orientation libérale-démocratique que de la gauche*» (8), montre qu'elle n'est qu'une formation transitoire et que, tôt ou tard, il faudra former un vrai parti de gauche. Zbigniew Siemiatkowski répond à Rakowski en termes très clairs : «*La SDRP se trouve réellement dans une situation très inconfortable. Elle doit participer à un processus, qui mine partiellement sa crédibilité. (...) Pour le dire brutalement : avant de devenir une vraie social-démocratie, il faut collaborer à l'édification de*

*l'économie de marché. (...) Il n'y a pas de démocratie sans une classe moyenne forte. C'est elle qui constitue la société civile. Nous ne nions pas notre soutien à la formation de la classe moyenne. Bien au contraire, c'est dans cette classe que nous voyons une partie importante de notre électorat social-démocrate. La position de la gauche ne peut être fondée sur des groupes paupérisés, exaspérés et toujours perdants.*» (9) C'est justement une partie de ces groupes qui, lors des dernières élections, a assuré aux anciens du POUP le retour au gouvernement, tandis qu'une autre partie se mobilise aujourd'hui derrière le drapeau de Solidarité pour les chasser.

Les ruptures anti-libérales au sein de la SLD — annoncées à plusieurs reprises — n'ont pas eu lieu. A l'occasion du vote du budget, très austère sur le plan des dépenses sociales, seulement quatre députés de la SLD ont violé la discipline et ont été exclus de son groupe parlementaire. Il s'agit de trois représentants du petit Parti socialiste polonais (PPS), dont Piotr Ikonowicz, et de Stanislaw Wisniewski, vice-président de l'OPZZ. Il est significatif que Wisniewski n'a été suivi par aucun des soixante députés de la SLD appartenant à l'OPZZ.

### Grèves d'ampleur

Si les motivations politiques de la direction de Solidarité étaient réactionnaires, la lutte qu'elle engageait se fondait sur de vraies revendications ouvrières : suppression de l'impôt spécial payé par les entreprises étatiques sur l'augmentation «*excessives*» des salaires, réduction de la durée hebdomadaire du travail à 40 h (samedi libre), réduction des hausses des prix du gaz et de l'électricité, réduction des impôts pour les bas revenus, aide sociale de l'Etat aux familles pauvres. Solidarité exige également le vote rapide par le parlement de l'ensemble des lois constituant «*le pacte social sur l'entreprise étatique*», l'émission des bons de privatisation au bénéfice des travailleurs et la réalisation de tous les accords passés avec les gouvernements précédents.

Les phases successives du mouvement de grève étaient planifiées en secret et de façon centralisée et annoncées peu de temps avant leur mise en œuvre pour assurer l'effet surprise et éviter une action dissuasive du gouvernement. Pendant les dix derniers jours d'avril, Solidarité a frappée fort en recourant à l'arme redoutable de la terreur énergétique. Elle a paralysé quatre mines de lignite (le tiers de la production nationale d'énergie). Le pays s'est trouvé au bord de coupures massives d'approvi-

sionnement en énergie. Vingt autres mines, principalement de houille, ont été également en grève. Le 29 avril, 1 100 entreprises ont participé à la journée nationale de grève. Même si ce chiffre, donné par la direction de Solidarité, était très gonflé, il n'y a pas de doute que le mouvement a pris une ampleur considérable. Le 6 mai, lors d'une nouvelle mobilisation, 200 000 ouvriers ont débrayé dans 190 entreprises — toujours selon les données peu fiables de Solidarité.

Tout en déclarant soutenir les revendications de Solidarité, la direction de l'OPZZ est restée solidaire du gouvernement et a condamné les grèves comme une aventure politique. Le gouvernement, pour sa part, a cédé partiellement. Il a renoncé à ses plans de restructuration des mines de lignite et a accepté les revendications sociales de ce secteur. Plus tard, il a accepté également toutes les revendications sectorielles présentées par Solidarité des houillères à l'exception d'une seule : payer les salaires pour les jours de grève. A ce moment-là il s'est avéré que les caisses de grève du syndicat étaient vides et qu'il ne pouvait pas compenser aux travailleurs les pertes de salaires. L'attitude ferme du gouvernement sur ce dernier point a accéléré l'essoufflement du mouvement avant que la direction de Solidarité n'impose la négociation sur ses revendications nationales. Des divergences se sont fait jour en son sein sur la poursuite du mouvement, et les grèves ont été suspendues.

Au début de la grève, les partis de droite entendaient tirer profit de l'épreuve de force mais, plus tard la satisfaction a cédé la place à une inquiétude croissante : à leurs yeux, les grèves mettaient en échec les plans de restructuration industrielle, revalorisaient le poids social des ouvriers de la grande industrie étatique, et freinaient les réformes pro-capitalistes.

La poursuite de la politique libérale et restaurationniste s'avère de plus en plus difficile, mais la division du mouvement ouvrier reste profonde. Cette division ne se situe pas uniquement au niveau des directions syndicales. C'est aussi une division au sein de la classe ouvrière elle-même. Le rétablissement de son unité dans les luttes, autour de revendications immédiates et partielles, est une condition préalable au dégageant d'une alternative politique vraiment à gauche, parce qu'en Pologne une telle alternative ne se dessine toujours pas pour l'instant. ★

7) Polityka n° 17 du 23 avril 1994.

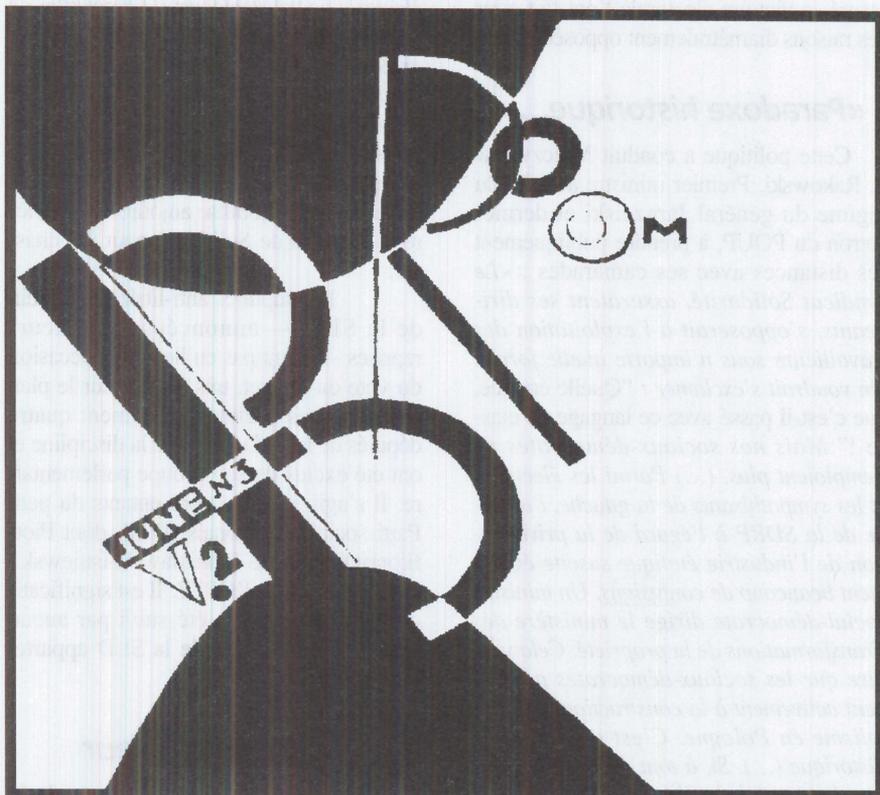
8) Ibid.

9) Polityka n° 19 du 7 mai 1994.

# Histoire d'une gauche

Une connaissance de l'histoire de la gauche russe depuis la perestroïka est indispensable pour comprendre son état actuel. L'impact réel de la gauche sur la politique a été mineur, même si ses manifestations et son évolution ont été variées et complexes. Il est difficile de traiter à fond un tel sujet en si peu d'espace. Nous avons néanmoins essayé de combiner un survol historique et des éléments d'analyse des obstacles à l'acquisition par la gauche démocratique d'une base sociale de masse — autres que les facteurs «objectifs» traités dans la première partie de cette étude\*.

**Poul FUNDER LARSEN**  
et **David MANDEL**



Il serait incorrect d'affirmer que le mouvement ouvrier et les diverses organisations de gauche apparues pendant la perestroïka se sont développés de façon complètement séparée. Au fil des ans, la gauche a fait plusieurs tentatives pour tisser des liens avec le mouvement ouvrier. Et, suite à la grève des mineurs de 1989, celles-ci ont rencontré un succès temporaire. La gauche a, par exemple, beaucoup contribué à la fondation de la Confédération du travail en mai 1990, même si cette dernière n'a jamais vraiment «décollé». Depuis, à part quelques regroupements politiques régionaux résolument orientés vers les travailleurs (comme l'Association socialiste des clubs de travailleurs dans les régions de la Volga et de l'Oural, *Rabochii*) et quelques groupes d'intellectuels socialistes (ceux du Bulletin sur le mouvement ouvrier et Comité de soutien au mouvement ouvrier, KAS-KOR, de la région de Moscou), la majorité des organisations de gauche a progressivement abandonné les efforts systématiques en direction des travailleurs.

Dans un souci de clarté, nous disso-

cions les premières étapes du développement de la gauche «informelle» de celles de la gauche à l'intérieur du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Ces courants ont pourtant largement interagi, tant au niveau de leur dynamique politique que sur le plan organisationnel, étant donné que les structures du PCUS et des Jeunesses communistes (Komsomol) ont souvent accordé un soutien (politique et parfois matériel) à de nombreux groupes «informels», dont les membres venaient souvent de ces structures.

## La gauche «informelle»

Pourtant, jusqu'en 1991, la collaboration ouverte et directe entre les structures «informelles» et formelles est restée limitée, les premières craignant d'être manipulées et discréditées, les secondes étant peu désireuses d'encourager des concurrents potentiels.

Beaucoup des groupes de gauche «informelle» plongent leurs racines dans la période précédant la perestroïka, alors que l'insatisfaction vis-à-vis du régime grandissait dans les cercles intellectuels.

Lorsque la perestroïka a débuté en 1986-1987, beaucoup de ces petits regroupements avaient déjà plusieurs années de débats et parfois de publication de *samizdat* derrière eux. Pour d'obscures raisons, leur expérience pratique de l'intervention politique était quasi inexistante, et, lorsque la libéralisation a permis les batailles politiques à jour ouvert, ce manque d'expérience était flagrant — surtout dans la compétition avec les tacticiens retors de l'appareil du parti (l'âge moyen dans les clubs socialistes «informels» en 1986-1987 était probablement inférieur à 25 ans). La multitude de clubs et de courants qui ont émergé à cette époque traduisait un véritable mouvement antibureaucratique qui, malgré ses limites, posait des questions politiques et sociales vitales dans un domaine jusqu'alors chasse gardée des autorités bureaucratiques ou alors complètement méprisé.

La formation en août 1987 de la Fédération des clubs socialistes a constitué une

\* Voir «Du côté du mouvement ouvrier», Poul Funder Larsen et David Mandel, dans *Inprecor* n° 380 de mai 1994.

percée majeure pour les socialistes démocratiques «informels». Un rôle central a été joué par le Club d'initiative sociale de Moscou dirigé, entre autres, par Boris Kagarlistsy, arrêté en 1982 comme dirigeant des jeunes socialistes, et Gleb Pavlovsky, un ancien journaliste de samizdat (1). La Fédération a été créée officiellement pour «consolider l'aile gauche de la perestroïka», une formulation évidemment destinée à calmer les craintes des autorités, mais qui reflétait également le profil politique de nombre des militants «informels» de la «première vague». La déclaration du congrès de fondation a été soigneusement rédigée pour éviter tout conflit frontal, tout en indiquant les deux préoccupations qui domineraient dans les batailles politiques de la gauche des années suivantes : la lutte pour les droits démocratiques et l'introduction des mécanismes de marché comme régulateurs des relations économiques.

Si la Fédération des clubs socialistes constituait un pas en avant, tant du point de vue de ses ambitions organisationnelles qu'en terme d'audience publique de la gauche, elle est vite devenue obsolète, du fait de son caractère idéologique et structurel amorphe, dans une période d'évolutions et de différenciations politiques extrêmement rapides. En moins d'un an, elle avait disparu de la scène.

## L'ère des Fronts populaires

Alors que le «mouvement démocratique» gagnait en force, des Fronts populaires, unifiant des groupes et organisations hétérogènes d'orientation démocratique, ont été créés, d'abord dans les centres provinciaux (où la scène politique était moins éclatée) et finalement à Moscou au cours du printemps 1988 — les socialistes y jouant un rôle moteur. Ces Fronts populaires avaient des programmes démocratiques, sociaux et écologistes caractéristiques, permettant d'unifier de larges secteurs militants. Mais ils ont été incapables de dépasser leur nature de coalitions de défense d'une version radicale de la perestroïka. Par conséquent, lorsque la perestroïka officielle est entrée en phase terminale, à l'hiver 1989-1990, du fait de l'échec des réformes économiques, et que de multiples alternatives, surtout libérales, ont commencé à dominer le débat politique, la base sociale des Fronts populaires a disparu.

Même si les expériences des Fronts populaires varient d'une région à l'autre, on peut faire des remarques générales sur les problèmes rencontrés par la gauche dans ce type de coalitions larges. Les forces impliquées dans ces mouvements

étaient de nature tellement hétérogène, voire contradictoire, qu'il leur était impossible de développer quoi que ce soit ressemblant à une plate-forme ou idéologie politiques claires. Cela les a limités au «plus petit dénominateur commun», ce qui, en pratique, se résumait à obtenir des concessions des éléments les plus progressistes de l'appareil du parti. Comme l'a déclaré Kagarlistsy, alors dirigeant de premier plan du Front populaire de Moscou, «Nous sommes réalistes et ne demandons pas l'impossible. Nous formulons des revendications radicales, mais réalisables.» Quoi qu'il en soit, ce mouvement a manifesté une certaine radicalité, et est parvenu à plusieurs reprises à imposer des débats politiques, surtout grâce à ses campagnes thématiques, sur l'environnement ou sur le traitement honnête de l'histoire soviétique par exemple.

L'incohérence politique des Fronts populaires explique également leur incapacité à bâtir des structures organisationnelles durables. Et, malgré un niveau significatif, surtout dans le contexte soviétique, de militantisme à la base, il n'y a jamais eu de contrôle effectif des adhérents sur les dirigeants. Ainsi, lorsque les vents idéologiques et politiques ont tourné en faveur du libéralisme, beaucoup des dirigeants «informels» se sont alignés sur les forces libérales qui commençaient à dominer l'appareil d'Etat, et à entraîner avec elles des portions notables de leurs organisations.

La succession rapide des événements, les luttes internes permanentes dans les Fronts populaires et leur flux organisationnel continu ont laissé peu de temps et d'énergie aux courants socialistes pour s'organiser de façon efficace. Ainsi, bien que la Confédération des anarcho-syndicalistes ait compté un millier de militants et les Nouveaux socialistes plusieurs centaines, ces deux courants n'ont pas réussi à avancer une alternative réelle aux libéraux lors de l'effondrement des Fronts populaires : ils n'avaient ni structure adéquate ni presse régulière.

## L'isolement des «informels»

Malgré des tentatives de jonction avec les nouvelles organisations ouvrières, le mouvement «informel» est resté confiné aux cercles étudiants et intellectuels des grands centres urbains. Les liens établis avec les mineurs après la grève de 1989 ont fait long feu et la tentative, pourtant très sérieuse, de donner au mouvement «informel» une aile ouvrière en créant une «association des syndicats socialistes» (Sotsprof) s'est terminée par l'expulsion de la gauche de Sotsprof et l'alignement

## Petit lexique

► Par «classe ouvrière» nous entendons la partie de la population dont la subsistance dépend surtout d'un salaire ou d'un traitement et qui ne détient pas de poste de direction. Cette catégorie inclut l'«intelligentsia laborieuse» (c'est-à-dire les gens qui occupent des postes qui tout en n'étant pas de direction requièrent un haut niveau de qualification), bien que nous traitons ce groupe comme séparé dans tout cet article. La structure sociale de la population russe connaît des variations rapides, mais la classe ouvrière et ceux qui en dépendent (avec ou sans l'«intelligentsia laborieuse») constituent toujours l'immense majorité de la population.

► Donner une définition de la «gauche» est plus problématique. A strictement parler, cette catégorie regroupe les «socialistes démocratiques» (le mot «démocratique» étant, il faut le reconnaître, redondant), c'est-à-dire les groupes politiques anticapitalistes luttant pour l'extension maximale de la démocratie (au sens littéral de pouvoir populaire), non seulement dans la sphère politique mais aussi — et tout particulièrement — dans la vie économique et sociale. La gauche démocratique conséquente reflète les intérêts de la classe ouvrière.

► Dans cet article nous utilisons aussi une définition plus large du mot «gauche» qui inclut les éléments anticapitalistes se désignant comme «socialistes» ou «communistes», mais dont la pratique et les programmes réels n'ont parfois pas grand-chose à voir avec l'extension de la démocratie. En Russie, il s'agit principalement des multiples avatars du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) dissous par Eltsine après août 1991. Nous désignerons ces groupes, faute d'appellation plus adaptée, comme la «gauche nostalgique», bien que pour ce qui est des programmes socio-économiques la plupart tendent vers la social-démocratie ; les partis qui se disent «social-démocrates» tendraient plutôt pour leur part vers le libéralisme économique. ★

total de sa direction nationale sur les libéraux.

Contrairement au mythe libéral d'un affrontement prolongé entre «communistes» et «démocrates», le processus politique réel au sien du PCUS a été beaucoup plus compliqué, et les relations entre les

1) Les samizdat étaient les journaux clandestins rédigés et diffusés par les opposants à la dictature bureaucratique

membres de l'appareil du parti-Etat et le mouvement démocratique furent dans plus d'un domaine symbiotiques. Dans une large mesure, ce sont les initiatives issues de la direction du parti-Etat qui ont ouvert l'espace politique pour l'émergence du mouvement «informel».

Alors que les organisations démocratiques indépendantes déclinaient ou étaient absorbées par Russie démocratique, pro-Eltsine, les discussions autour d'une alternative socialiste ont continué dans les courants oppositionnels du PCUS essentiellement, même si elles sont restées dans le cadre imposé par l'appareil, qui se consacrait à la «rénovation du socialisme» en paroles. L'aile conservatrice de l'appareil, elle-même très hétérogène, a mené campagne autour de la prétendue «initiative de Leningrad» pour un «Parti communiste russe au sein du PCUS». Ce mouvement, dont la revendication clef (un parti communiste russe) donnait un avant-goût des tendances nationalistes qui allaient dominer par la suite, était dans une large mesure un mouvement venu de l'intérieur de l'appareil, avec des bastions à Leningrad et dans quelques centres provinciaux. Il a essayé d'organiser sa propre base populaire indépendante, dans le Front unique des masses laborieuses, une organisation conservatrice qui a emprunté ses méthodes aux «informels» : meetings, campagne de pétitions, distributions de tracts, etc.

## Nostalgie et passivisme

Pourtant, malgré le soutien réel dont bénéficiait l'opposition conservatrice dans l'appareil du parti, et même parmi des secteurs de la base, elle n'a pas su avancer un programme politique, ce qu'elle a essayé de compenser par la nostalgie du passé et la promotion des valeurs d'«étatisme» et de «recentralisation de l'économie». Cette orientation conservatrice au sein du PCUS a conduit, après la dissolution de ce dernier, à des avatars qui constituent ce que nous appelons la «gauche nostalgique». L'absence de programme concret a permis à ses successeurs libéraux de ridiculiser cette opposition.

Dans les mois précédant le 28ème congrès du PCUS de l'été 1990, deux autres courants d'opposition ont été formés au sein du parti : les Plates-formes démocratiques et marxiste. La première rassemblait les partisans d'une «perestroïka radicale», des «eltsiniens» aux socialistes en passant par les sociaux-démocrates. La seconde a été fondée par des universitaires marxistes de l'Université de Moscou, mais a rapidement été dominée par des forces plus conservatrices.

Bien que la Plate-forme démocratique

ait bénéficié du soutien de dizaines de milliers de membres du parti, elle a souffert des mêmes problèmes que le mouvement démocratique «informel». Ses textes étaient rédigés en des termes suffisamment vagues pour concilier toutes les tendances coexistant en son sein. Dans son programme, la perspective de «transition vers le socialisme démocratique» jouxtait l'appel éminemment utopique à transformer le PCUS terriblement bureaucraté et ossifié «en parti démocratique moderne». De telles contradictions empêchaient que la Plate-forme démocratique d'être autre chose qu'un club de discussion rassemblant les délégués oppositionnels avant le 28ème congrès du parti. Une fois que les principaux dirigeants libéraux de la Plate-forme démocratique ont quitté le parti, l'influence de cette dernière a rapidement décliné.

La Plate-forme marxiste a clairement pris ses distances tant vis-à-vis des libéraux qui dominaient la Plate-forme démocratique — qui s'affichaient toujours comme «sociaux-démocrates» — que des conservateurs du parti. Elle proposait un retour au «marxisme classique». La plupart des universitaires de gauche du groupe n'avaient, en fait, rejoint le parti qu'à la fin des années 80. Avant de participer activement au mouvement des clubs du parti de Moscou, ils avaient animé des activités d'enseignement et de recherche dans le cadre de clubs de chercheurs marxistes extérieurs au parti.

Mais, peu après la publication de son manifeste, la Plate-forme marxiste a reçu le renfort de nombre de militants d'origine diverse : des militants de base du parti, et aussi des fonctionnaires intermédiaires qui y voyaient une tribune pour leur opposition conservatrice à la direction. Ces nouveaux membres renforçaient numériquement la Plate-forme marxiste, mais ils la rendaient également inopérante comme outil pour cristalliser un courant marxiste dans le parti. Cela a été pleinement confirmé lorsqu'en août 1991 une minorité significative de la Plate-forme a soutenu le putsch conservateur avorté. Ensuite elle s'est divisée.

## La «gauche» post-PCUS

Toutes les organisations nées de la dissolution du PCUS qui affichaient une orientation «communiste» tiraient l'essentiel de leurs forces de l'ancienne opposition conservatrice en son sein. Elles identifiaient, à un degré ou à un autre, le passé bureaucraté au socialisme, tout en reconnaissant que le système avait souffert de déformations. Par ailleurs, les socialistes démocratiques du PCUS n'ont pas

réussi à rallier des forces significatives après son naufrage. Il y a plusieurs raisons à cela, la principale étant que le PCUS était à beaucoup d'égard un microcosme de la société soviétique, ayant cessé d'être un parti vivant depuis près de six décennies. Jusqu'à la perestroïka gorbatchévienne, il était dépourvu du moindre soupçon de démocratie, toute activité indépendante à la base étant rigoureusement interdite. Même après le relâchement de la mainmise de la direction sur le parti, dans leur immense majorité les militants du rang sont restés passifs. D'après des estimations réalisées à l'époque, sur les 4 683 délégués du 28ème congrès du PCUS, la Plate-forme démocratique en totalisait un peu plus d'une centaine et la Plate-forme marxiste seulement une poignée.

Les partisans des deux plates-formes d'opposition étaient surtout concentrés à Moscou, Leningrad et quelques autres grandes villes. De plus, leur appartenance sociale rendait difficile le dialogue avec les millions de membres ouvriers du parti, pour la plupart politiquement inertes. En 1990, le PCUS comptait 19 millions de membres, dont approximativement 20 % de travailleurs manuels, 15 % de paysans et 40 % de cadres, le reste étant constitué de retraités et d'employés des «ministères du pouvoir» (l'appareil répressif). Lors d'une conférence conjointe des Plates-formes démocratique et marxiste, tenue après le 28ème congrès, 30 % des délégués étaient des universitaires ou des enseignants, 20 %, des permanents du parti et seulement 3 % des ouvriers.

## Après août 1991

Avec l'abrogation de l'article 6 de la Constitution soviétique durant l'hiver 1990, la prétention du PCUS au monopole politique a officiellement pris fin. Des dizaines de nouveaux «partis» ont par la suite vu le jour ; c'était pour la plupart des formations de plusieurs centaines de membres regroupés derrière un dirigeant reconnu. La majeure partie a disparu sans laisser de trace. Les vrais protagonistes politiques encore en lice après le déclin du mouvement populaire démocratique, étaient les cliques de la vieille nomenklatura et leurs «lumières» démocrates. C'est surtout l'émergence au sein des cercles bureaucratés dirigeants d'un consensus libéral qui a réellement modifié en profondeur le cadre et le ton du débat public.

Pour des raisons déjà évoquées, la gauche démocratique était mal préparée à cette tournure des événements, qui a surpris ses membres isolés dans de petits groupes plus ou moins délimités idéologiquement mais mal organisés. Cela vaut

tant pour les courants de gauche démocratique d'origine «informelle» que pour ceux de l'opposition dans le PCUS. Aucun de ces groupes ne comptait plus de quelques centaines de membres et aucun n'avait quelque lien organique que ce soit avec le mouvement ouvrier.

Des diverses tentatives pour mettre sur pied un cadre plus large de coopération de la gauche, aucune n'a dépassé le stade des déclarations communes. Par exemple, un groupe moscovite, à l'initiative d'une campagne «pour l'autogestion populaire», a réuni durant l'automne 1990 les représentants des principaux groupes de gauche, sociaux-démocrates, socialistes, anarchistes et d'opposition au sein du PCUS. Pourtant, cette réunion n'a donné lieu à aucune décision de campagne unitaire ni à la création d'un cadre pour les futures discussions, et l'initiative s'est éteinte au bout de quelques mois.

### Forte polarisation

Pendant ce temps, la scène politique était polarisée entre, d'une part, les libéraux qui accroissaient leur contrôle sur l'appareil central du parti (même si leur popularité n'était déjà plus au zénith et si leur mouvement, Russie démocratique, était en déclin) et, de l'autre, les tendances conservatrices de la bureaucratie, qui gardaient leurs bastions dans plusieurs régions et à différents niveaux de l'appareil, et qui essayaient d'organiser un mouvement de masse. L'échec du «putsch d'opérette» d'août 1991 a encore accentué cette polarisation : les «centristes» de l'appareil national (Gorbatchev, Lyoukanov, Pavlov) étant rapidement débordés par les libéraux dirigés par Eltsine. La suspension de l'activité du PCUS par Eltsine puis l'exclusion de ce parti de la vie politique (suite au putsch) a totalement paralysé son Comité central. Aucun de ses dirigeants de premier plan n'a émis le moindre appel à créer une nouvelle organisation rassemblant les militants souhaitant poursuivre leur activité politique dans les nouvelles conditions. Ce n'est qu'à la mi-septembre que le secrétariat du Comité central s'est réuni de nouveau. Mais, selon des témoignages, «les seuls problèmes discutés étaient liés à la réinsertion professionnelle des anciens permanents du parti».

Il a fallu 18 mois pour qu'un groupe issu de l'ancienne direction du Comité

central prenne l'initiative de recréer un parti communiste dans la Fédération russe. A cette époque, la majorité des anciens hauts fonctionnaires du parti avaient déjà migré vers l'administration de l'Etat russe ou les affaires (souvent les deux à la fois) et se souciaient peu d'un parti qui s'identifiait, ne serait-ce qu'en paroles, au «communisme».

Cet immobilisme de l'ancienne direction a permis l'émergence de forces et de personnalités jusqu'alors marginales. Pourtant, seules deux structures ont réussi à rassembler une audience importante : le Parti des ouvriers communistes russes (RKRП) et le Parti socialiste des tra-



vailleurs (SPT). Les partisans du premier venaient surtout de l'aile conservatrice du PCUS, tandis que le second attirait beaucoup de petits et moyens fonctionnaires du parti autour de ce qu'on pourrait appeler une plate-forme de «perestroïka de gauche».

Le RKRП, fondé formellement en novembre 1991, est rapidement devenu l'expression organisée d'une petite, quoique active, mobilisation de militants et anciens fonctionnaires intermédiaires du parti avec des penchants néostalinien et même souvent fortement nationalistes.

Ce nationalisme, qui devait dominer tous les groupes politiques issus du PCUS, s'appuie sur la valeur très répandue d'«Etat fort», *derzhavnost*, dont les origines remontent à l'époque prérévolutionnaire, qui a été ressuscitée par la contre-

révolution bureaucratique dans les années 20 et 30, puis revivifié en réaction à la nature clairement compradore des nouvelles élites dirigeantes russes dont la politique a conduit au déclin rapide des richesses économiques et culturelles du pays, sans parler de sa puissance militaire.

A sa fondation, ce parti comptait 5 000 membres «encartés» ; dès l'été 1992, leur nombre atteignait 50 000, ce qui en faisait la plus importante des organisations succédant au PCUS et l'élément moteur dans la création de Russie du travail dans nombre de grandes villes. Cette dernière est l'organisation du front unique des «communistes» néostalinien et du mouvement «patriotique» grandissant. Malgré son manque flagrant de programme politique en positif — en dehors de la résurrection de l'URSS, sans doute sous la forme d'une Grande Russie —, Russie du travail a pu faire descendre des dizaines de milliers de personnes dans les rues au lendemain de la dissolution de l'URSS à la fin 1991 ou contre le lancement du «traitement de choc» en janvier 1992. Ses accès à des quotidiens importants comme *Sovietskaya Rossiya* et sa propre presse (avec un tirage de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires) lui permettent d'atteindre de larges couches d'anciens membres du parti frustrés et aigris.

### Un parti repoussoir

En 1992, le RKRП revendiquait 30 % de membres ouvriers et ses dirigeants ont déployé de gros efforts pour créer leurs propres organisations ouvrières, telle l'Union des travailleurs de Moscou. Pourtant, même si les manifestations de l'hiver et du printemps 1992 ont connu une certaine participation ouvrière — elles regroupaient surtout des cadres et des retraités paupérisés —, les tentatives de création de structures ouvrières séparées ont échoué. Ces dernières subsistent dans certains endroits, sans jamais dépasser quelques centaines de militants «ultrapolitiques», et n'exercent aucune influence sur la grande masse des travailleurs, qui a ignoré leurs fréquents appels à la grève.

En fait, l'hégémonie virtuelle du RKRП dans le mouvement de protestation contre la «thérapie de choc» en 1991-1992 a sans doute contribué à dissuader le gros des travailleurs de s'y associer. La prédilection du RKRП pour les slogans patriotiques abstraits et le manque de sérieux de

ses dirigeants (le flamboyant Viktor Anpilov, ancien correspondant de la *Pravda* à Cuba, a par exemple appelé à renverser le régime «fasciste» d'Eltsine par un soulèvement spontané) ont discrédité l'idée d'une alternative socialiste au «traitement de choc». Les campagnes les plus concrètes du RKR, comme le rassemblement d'un million de signatures pour une nouvelle «Constitution soviétique», ne menaient nulle part et ont laissé indifférente la masse des travailleurs.

Le SPT a également été fondé pendant l'automne 1991, quoique avec un profil politique et organisationnel différent. Si le dissident de l'ère Brejnev Roy Medvedev (qui était à moitié toléré par l'ancien régime) faisait partie de ses fondateurs, le parti était dominé par d'anciens dirigeants intermédiaires du parti, de la génération des 35-50 ans, et qui partageaient une orientation vers une économie mixte régulée, des réformes de marché sans «thérapie de choc» et un nationalisme modéré. Le nouveau parti a adopté la dernière mouture du programme du PCUS, défendue par le Comité central un mois avant la dissolution du parti.

Le SPT revendiquait entre 50 000 et 70 000 membres, avait 30 députés au Soviet suprême de Russie aujourd'hui dissous — même si ces derniers appartenaient à cinq ou six groupes parlementaires —, pouvait régulièrement accéder à la *Pravda* et disposait d'un bimensuel tirant à 15 000 exemplaires environ. Malgré cela, la direction du SPT ne pouvait pas compter sur un soutien actif de ses adhérents, qu'elle n'a de toute façon pas vraiment essayé de mobiliser, privilégiant le *lobbying* dans les coulisses du pouvoir. A vrai dire, très peu de chose permettaient aux membres du SPT de s'identifier à leur parti et, lorsque le projet de refondation du Parti communiste de la Fédération russe a été lancé au début 1993 (par Valentin Kouptsov, ancien président du Parti communiste russe, créé en 1990 et dissout par Eltsine après août 1991), plus de 80 % des adhérents du SPT l'ont quitté pour rejoindre la nouvelle organisation, s'y retrouvant avec les membres d'autres organisations «communistes» plus petites.

Ce Parti communiste de la Fédération russe (KPRF), ressuscité, est immédiatement devenu le plus gros parti du pays, avec 500 000 adhérents et un réseau d'organisations régionales. Ce nouvel/ancien parti fut dès le départ le fruit d'un compromis entre des forces réformistes modérées de l'ancien appareil du comité

central (dirigées par le gorbatchévien Kouptsov) et un courant nationaliste de plus en plus affirmé, lui aussi originaire de l'appareil du PCUS, mais ayant des liens étroits avec le spectre des organisations «patriotiques» et avec le milieu des affaires «à orientation nationale». Le changement d'état d'esprit dans les rangs du parti s'est traduit par la victoire de Guennady Zyouganov, un ancien apparatchik du Comité central, devenu depuis coprésident de la très nationaliste Assemblée nationale russe et dirigeant de l'alliance «patriotique» large, le Front de salut national, sur Kouptsov lors de l'élection à la présidence du comité central du KPRF.

Sous la direction de Zyouganov, le KPRF a adopté une politique relativement

et à Stolypine qu'à Marx ou Lénine (2). Ce glissement vers le versant «patriotique» de la politique russe n'a visiblement pas affecté la popularité du parti : en alliance avec la Parti agraire, le KPRF a obtenu 25 % des suffrages dans le scrutin par liste lors de l'élection de la Douma, le nouveau Parlement créé par la Constitution d'Eltsine (3).

Alors que le KPRF et ce qui restait du SPT ont participé à ces élections, la part des petits groupes «communistes» appelaient au boycott, affirmant qu'une participation légitimerait le coup d'Etat d'Eltsine. Cela traduit le fossé qui se creuse entre, d'une part, les organisations «communistes» orientées vers l'activité parlementaire et les réformes et, de l'autre, celles qui poursuivent des objectifs plus radicaux et qui préfèrent les tactiques plus militantes. De plus, si le courant «patriotique» domine toujours le camp «communiste», certains éléments de son aile la plus radicale commencent à s'interroger sur la sagesse de leur tactique d'alliance avec les nationalistes.

### La crise de la gauche démocratique

Tandis que les organisations venues du PCUS héritaient de structures et de réseaux militants, avaient accès à la grande presse pour populariser leurs activités et leurs prises de position, et pouvaient compter sur un vivier de milliers d'anciens militants du parti, les socialistes démocratiques ne disposaient pas de telles ressources. Dans un climat idéologique hostile à tout discours sur le «socialisme démocratique» ou sur une «troisième voie» entre un libéralisme de plus en plus autoritaire et un nationalisme potentiellement encore plus autoritaire (dans le discours dominant, on est soit pour les réformes libérales, soit contre), les petits groupes de la gauche antistalinienne ont réagi de plusieurs façons.

Une tactique consistait à regrouper leurs forces dispersées dans des coalitions de gauche démocratique plus larges. Déjà utilisée en 1990-1991 par les anarchistes qui ont alors fondé un radical Parti vert (dont la présence n'est plus, aujourd'hui,



conciliatrice vis-à-vis du régime libéral, affichant un profil «réformiste» mais opposé pour des raisons sociales à la «thérapie de choc». Ses dirigeants se disent aujourd'hui «sociaux-démocrates de gauche», mais c'est surtout sur les questions touchant à l'Etat russe que le parti a gardé le profil haut. Si on en juge par les déclarations de Zyouganov (dans la Russie d'aujourd'hui, le dirigeant fait en général le parti), il est difficile de qualifier le KPRF de socialiste en quelque acceptation du terme que ce soit. Pour Zyouganov, les concepts clés ne sont pas ceux de «justice sociale» ou de «démocratie populaire» mais ceux d'«Etat fort» et de «spiritualité» (*dukhovnost*) russe. Cette référence historique renvoie davantage à Pierre le Grand

2) Pierre le Grand a été le premier tsar à faire de la Russie un «Etat fort» au sein de l'Europe. Stolypine était l'«homme fort» du régime semi-constitutionnel de Nicolas II au début du XXe siècle.

3) Dans l'analyse des résultats électoraux, il faut prendre en compte une abstention de l'ordre de 48 %, selon les chiffres officiels. Les chiffres réels pourraient même être plus élevés.

discernable sur la scène politique), elle a été choisie par les socialistes, anarchistes et militants marxistes issus du PCUS qui ont fondé le Parti du travail (PT) au lendemain du putsch d'août 1991. Elle a été également tentée à l'automne 1992 par les militants de gauche modérés ou plus radicaux (du SPT à des petits groupes trotskistes) rassemblés au premier Congrès des forces de gauche démocratiques.

Si ce congrès en lui-même a été un succès numérique (avec plus d'un millier de participants), il n'a su développer une activité réelle. Plus récemment, des éléments du PT ont tenté de former une Union du travail, incluant des parties de l'appareil des anciens syndicats dans une coalition modérée de forces de gauche. Sa première tâche serait de présenter des candidats aux prochaines élections régionales et locales.

### Une aura confidentielle

A ce jour, aucune de ces tentatives de coalition de gauche large n'a atteint ses objectifs, c'est-à-dire recruter de nouveaux adhérents, fonder des structures durables ou étendre leur influence au-delà de l'intelligentsia de gauche démocratique, essentiellement moscovite. Leur principale contribution a été d'augmenter la renommée de ce courant, qui reste peu connu du grand public.

Une seconde option — qui n'a guère mené plus loin — a été de créer des petits groupes propagandistes idéologiquement bien délimités. Plusieurs groupes anarchistes ou marxistes ont ainsi créé leur propre petit «parti», avec la panoplie complète en termes de direction nationale, de programme et de presse à très faible diffusion. Aucun n'est parvenu à sortir de son cercle fondateur originel. La majorité d'entre eux décline et ne pèse rien, ne serait-ce que sur la gauche russe au niveau national, même si certains disposent de bastions relatifs dans une ou deux régions.

Une troisième tactique, face à l'échec des tentatives de constituer une base populaire, a été d'essayer de gagner une partie des éléments les plus progressistes de l'appareil des anciens syndicats à un projet de «parti travailliste à la britannique». A une époque des signes encourageants sont venus de réponse favorable aux propositions du PT, principalement de la part des fédérations syndicales régionales de Moscou et de Saint-Petersbourg, mais ils ont été réduits à néant lorsque les cercles dirigeants de l'appareil syndical ont préféré des partenaires plus substantiels et moins radicaux, comme l'Union civique ou même certaines fractions des élites libérales. Ainsi, le dirigeant de la Fédération

des syndicats moscovites (et aussi de la Fédération des syndicats indépendants), Mikhail Schmakov, longtemps considéré comme favorable à un parti du travail, semble en avoir abandonné l'idée au profit d'une collaboration avec le régime «eltsinien».

En retraçant l'itinéraire de la gauche russe sur les sept ou huit dernières années, on peut s'interroger sur l'importance relative des facteurs «objectifs» (les «masses» n'étant pas prêtes, pour les raisons évoquées plus haut, à répondre à une alternative de gauche) et «subjectifs». S'il peut être utile pour l'analyse de séparer ces différents facteurs, ils participent en réalité d'un tout et s'interpénètrent mutuellement. La gauche russe pouvait difficilement transcender la nature de la société de laquelle elle a émergé.

Malgré l'explosion d'activité militante des années 1987-1990, pratiquement aucune structure démocratique populaire durable n'est apparue. L'espoir, partagé à l'époque par nombre d'observateurs occidentaux et soviétiques, que la glasnost donnerait rapidement naissance à une société civile indépendante, avec de vrais mouvements et organisations sociaux et un espace durable pour le débat démocratique, a été déçu. Soixante dures années de stalinisme ont légué une société atomisée, manquant de toute expérience d'auto-organisation, et avec une très forte tendance de la population à compter sur des patrons ou des «chefs» pour agir à sa place. L'effondrement soudain de la vieille idéologie officielle et la perte presque aussi rapide des anciennes prestations sociales ont de surcroît profondément inquiété et désorienté la population.

### «Quid» de la troisième voie ?

Dans ces conditions, un programme socialiste basé sur l'auto-organisation et la véritable démocratie populaire avait bien peu de chance de trouver preneur. Une fois que le libéralisme a déçu, les sirènes nationalistes ont attiré de larges couches appauvries de la population. La masse de ce qui restait d'éléments actifs au PCUS a volontier embrassé ce nationalisme, vieille composante centrale du stalinisme, contribuant à discréditer encore davantage le socialisme en tant qu'alternative pour les travailleurs et laissant aux socialistes démocratiques, dans un isolement complet, la tâche d'expliquer de quoi retourne vraiment le socialisme (4).

La faiblesse de la gauche démocratique provient dans une large mesure de ces pressions et développements extérieurs. Mais la plupart des militants de gauche n'ont pas su évaluer à leur juste

mesure tous ces facteurs ni en tirer les conclusions appropriées en terme de «stratégie gagnante» qui, dans ces circonstances, ne pouvait qu'être à long terme. Les développements impétueux de l'époque de la perestroïka ont nourri une certaine tendance «spontanéiste» dans la pensée de la gauche démocratique, avec l'espoir que des couches toujours plus importantes de la population en viendraient à adopter leurs idées, suivant en cela leurs intérêts objectifs. A de rares exceptions près, la gauche démocratique a souffert d'un «avant-gardisme» provenant non seulement de son isolement politique et social, mais également hérité des traditions soviétiques.

### Un chemin ingrat

Cela a mené à une vision déformée du rapport de forces réel et à une incapacité à comprendre le besoin d'une stratégie à long terme qui comporte un travail organisationnel et propagandiste parmi la population en général et les travailleurs en particulier. Une telle stratégie semblait sans doute rébarbative aux militants socialistes plongés dans une situation en évolution constante, étant donné qu'elle ne pouvait pas porter de fruits à court terme.

La Russie est indubitablement entrée dans une longue période d'instabilité sociale et économique majeure, sans stabilisation en vue. Ces processus aiguës constamment les contradictions de la société russe, même si ces dernières manquent encore d'une traduction adaptée dans la sphère politique. Même si le tableau n'est pas brillant pour la gauche démocratique, beaucoup de gens de la rue ont acquis, ou sont en train d'acquiescer, une précieuse expérience politique qui ôte leurs vieilles illusions sur le paternalisme des autorités et sur le rôle protecteur des chefs politiques. Ils apprennent à distinguer les promesses des politiciens de leur pratiques réelles.

Les forces refoulées du mécontentement populaire permettront un jour de rompre avec la démoralisation politique actuelle. Lorsque cela se produira, de vastes possibilités s'ouvriront pour le socialisme russe. Mais le combat sera certainement très long. ★

Moscou, 15 février 1994

4) Dans une volte-face bizarre mais révélatrice, la direction du SPT a abandonné le projet d'une liste commune avec des groupes socialistes pour les élections à la Douma de décembre 1994, en faveur d'un bloc nationaliste modéré incluant, entre autres, l'Union cosaque et des directeurs de l'industrie du pétrole. Cette coalition n'a toutefois pas réussi à recueillir le nombre de signatures requises pour présenter des candidats.

### Marche des chômeurs et salariés

Soixante et un ans après la grande marche des chômeurs de 1933, organisée par des associations et la Confédération générale du travail unitaire (CGTU, née de la scission CGT de 1921), la marche nationale organisée par le mouvement «Agir ensemble contre le chômage» (AC !) a permis de renouer avec les meilleures traditions de solidarité et d'unité du mouvement ouvrier.

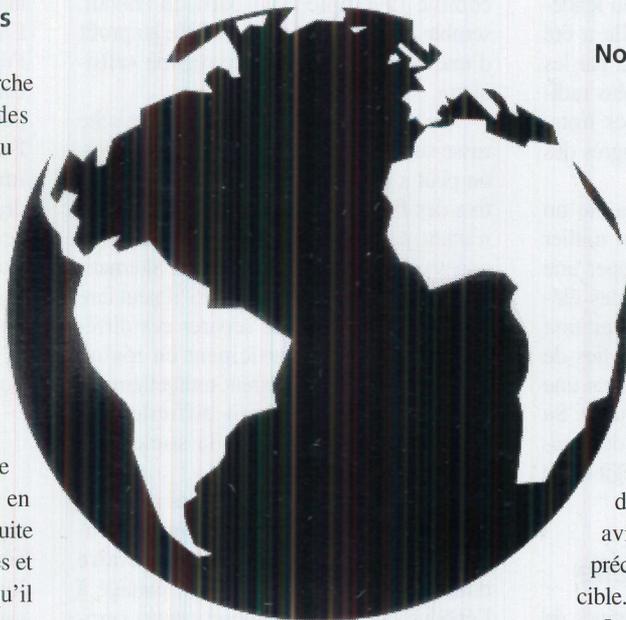
Avant même le rendez-vous parisien du 28 mai 1994, le mouvement apparaissait déjà comme une composante majeure de la remobilisation sociale commencée en France en automne 1993 et qui s'est traduite par plusieurs luttes de résistance des salariés et de la jeunesse. Il a témoigné aussi du fait qu'il était possible de construire dans la durée une action qui pourrait avoir des conséquences très positives pour transformer le mouvement ouvrier et lui ouvrir des perspectives nouvelles.

En effet, le mouvement fédératif AC ! a montré qu'il était capable :

- ▀ de faire agir ensemble sur une période prolongée des secteurs importants du mouvement syndical (très fortement divisé en France depuis plus de dix ans) : quatre fédérations professionnelles de la Confédération française démocratique du travail (CFDT, dont la direction est totalement comprise depuis des années dans l'accompagnement des plans capitalistes), plusieurs unions régionales et locales interprofessionnelles de la Confédération générale du travail (CGT), qui soutiennent sans se dire «organisatrices», la Fédération syndicale unitaire (FSU), la Fédération de l'éducation nationale (FEN), Sud-PTT (Solidaire, unitaire, démocratique, fédération autonome issue d'une crise dans la CFDT), Syndicat national unifié des impôts (SNUI), CRC-Santé (Coordonner-rassembler-construire, syndicat autonome regroupant des exclus de la CFDT), Confédération paysanne, etc ;

- ▀ de commencer à reconstituer l'unité sociale du salariat, éclaté par vingt ans de crise, en faisant pour la première fois agir ensemble des chômeurs et leurs associations, des sans-domiciles-fixes (SDF), nombreux à sillonner les routes de France, des syndicalistes, des associations féministes, antiracistes ou humanitaires ;

- ▀ de mettre en débat dans toute la société une plate-forme revendicative offensive contre la crise et ses conséquences, depuis des



mesures d'urgence en défense des droits des chômeurs (transports gratuits, moratoires sur les dettes d'électricité, etc.) jusqu'à des propositions globales de rupture avec tous les choix faits jusqu'ici (loi-cadre sur les 35 heures avec préservation du pouvoir d'achat, nouveau partage des richesses, création massive d'emplois répondant aux besoins sociaux dans les services publics ou à un contrôle sur les conditions de travail dans les entreprises).

Partout, les cinq grandes marches qui ont sillonné la France depuis le 7 avril ont secoué les routines et réveillé des énergies nouvelles pour reconstruire par «en bas» un mouvement ouvrier secoué par une très grave crise d'organisation et de perspectives politiques. Le Premier mai dernier, les collectifs AC ! ont souvent contribué sur le parcours des marches à rassembler le mouvement ouvrier.

Par la suite, des idées nouvelles émergent : mettre sur pied des maisons de la solidarité ou des associations de chômeurs (qui ont déjà un premier rendez-vous national en juillet 1994), stabiliser des collectifs unitaires de syndicalistes, localement et nationalement, et aussi interpellier les forces politiques pour le débat crucial sur l'emploi des prochaines élections présidentielles, en avril-mai 1995.

La dynamique des marches régionales a été confirmée lors de la convergence à Paris le 28 mai 1994 : plus de 20 000 manifestants ont battu le pavé parisien, dans l'après-midi de ce samedi ensoleillé. Il faut noter la présence d'un cortège féminin, qui même s'il était de taille modeste, avait le mérite de rappeler que la majorité des chômeurs sont des chômeuses. ■

### Nouvelles d'International Workers Aid

En quatre semaines, le prix des œufs a été divisé par six à Tuzla : on peut maintenant acheter 35 œufs avec un billet de dix deutsche mark. Et pourtant, des œufs au menu, cela reste un luxe rare ! La population est sortie de l'hiver sans argent et sans guère d'espoir. Régulièrement, des obus s'abattent sur la ville, faisant plusieurs morts. Quant à la réouverture de l'aéroport, on n'en parle plus. Un avion des Nations unies s'est envolé précipitamment après avoir été pris pour cible.

Lorsque les premiers camions d'*International workers aid* ont fait leur réapparition dans les rues de Tuzla après quatre mois d'hiver, des enfants leur ont crié : «*Vous êtes revenues, bienvenue !*». Depuis, plusieurs camions ont fait aller-retour entre Split et Tuzla pour apporter des biens (farine, sucre, huile) entreposés sur la côte dalmate. Elles sont distribuées par le syndicat de la mine de Kreka, la plus importante de Tuzla. Ce syndicat étudie la possibilité d'affréter des camions pour participer au transport des marchandises.

Des membres du convoi ont été reçus à la mairie, à la radio et à la télévision. Ils ont donné une conférence de presse. Le syndicat des enseignants souhaite établir des contacts analogues à ceux qui ont été pris avec le syndicat des mineurs. Un des membres du convoi a eu de nombreuses discussions avec des partis politiques de Tuzla.

Il a également rencontré le Forum des citoyens, qui disait avoir 8 000 membres à sa création, en février 1993 ainsi que l'Assemblée consultative serbe et le conseil des croates bosniaques. Il s'agit d'initiatives importantes visant notamment à préserver le caractère multi-ethnique de Tuzla. Le Forum des citoyens voudraient disposer d'une radio et d'une télévision indépendantes. Il a établi des contacts avec des structures analogues d'autres villes de Bosnie.

Le premier mai, une délégation d'*International workers aid* a réussi à se rendre à Sarajevo. Elle avait été invitée à participer au rassemblement syndical. ■